

LEVIERS POUR L'INCLUSION

Recommandations du Laboratoire des politiques
d'inclusion fondées sur des preuves scientifiques

30 mai 2024



Sommaire

RESUME	4
1. Introduction	6
2. Description du Laboratoire des politiques d'inclusion	9
2.1. Cadre réglementaire	9
2.2. Contexte	12
2.3. Structure de gouvernance	13
2.4. Étapes de la création du Laboratoire des politiques d'inclusion	16
2.5. Méthodologie des expérimentations aléatoires.....	18
3. Résumé des projets pilotes	21
4. Résultats de l'évaluation d'impact	32
4.1 Résultats des projets sur l'emploi et l'entrepreneuriat.....	33
4.2 Résultats des projets d'accompagnement social et de réduction du non-recours aux minima sociaux.....	35
4.3 Résultats des projets d'éducation	37
4.4 Résultats des projets portant sur les compétences numériques	38
4.5 Résultats en matière de santé, de participation sociale et de logement.....	39
5. Enseignements et recommandations en matière de politiques publiques 41	
6. Réalisation de l'objectif 351 du PRTR	46
ANNEXE	48
A. Résumé des projets	48
B. Liste des chercheurs et chercheuses et des projets associés	133
C. Chronologie des principales étapes du Laboratoire des politiques d'inclusion.....	135
D. Liste des projets par domaine d'intervention principal et population cible .	136
E. Annexe méthodologique aux descriptions des projets	138

Liste de sigles

AIReF	Autorité indépendante de responsabilité budgétaire
CEMFI	Centre d'études monétaires et financières
DR	Décret royal
ECOFIN	Conseil « Affaires économiques et financières » de l'Union européenne
EPSCO	Conseil « Emploi, politique sociale, santé et consommateurs » de l'Union européenne
J-PAL	Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel
MSSM	Ministère espagnol de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations
PRTR	Plan pour la relance, la transformation et la résilience
RCT	Randomized Controlled Trials (essais contrôles randomisés)
RMV	Revenu minimum vital
SGI	Secrétariat général pour l'Inclusion

Résumé

L'Espagne affiche des taux de pauvreté relative supérieurs à la moyenne européenne. Ce problème, de nature structurelle, tend à s'accroître en période de crise, comme celle provoquée par la pandémie de COVID-19.

Le **revenu minimum vital (RMV)**, adopté en 2020, est un outil fondamental pour lutter contre l'exclusion sociale et une composante clé du **bouclier social** mis en place par le Gouvernement pour atténuer les conséquences de la pandémie. À ce jour, 800 000 familles (soit plus de 2,3 millions de personnes) ont bénéficié du RMV.

Mais le RMV est **bien plus qu'une prestation financière**. La loi sur le RMV établit la nécessité d'élaborer des **stratégies globales d'inclusion** afin de faciliter l'insertion sur le marché du travail et aider les personnes à sortir de la pauvreté.

Compte tenu du large éventail d'actions possibles, le **ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations (MISSM)** relève ce défi en adoptant une approche fondée sur **l'innovation en matière de politiques publiques** et sur **l'évaluation**. C'est ainsi que, par l'intermédiaire du **secrétariat général pour l'Inclusion (SGI)** de ce ministère, le **Laboratoire des politiques d'inclusion** est créé et **34 projets pilotes** sont lancés en collaboration avec les communautés autonomes (régions), les collectivités locales et le tiers secteur de l'économie sociale. Il a été décidé que les projets seraient évalués selon les **normes scientifiques les plus strictes**, notamment la **méthodologie des expérimentations aléatoires**. Cette méthodologie, comparable à celles des essais cliniques en médecine, consiste à appliquer un programme à un groupe de personnes sélectionnées de manière aléatoire et à comparer les résultats avec un groupe de contrôle. On obtient ainsi des preuves rigoureuses de **l'effet causal du programme**. Pour renforcer l'évaluation, le MISSM a conclu des partenariats stratégiques avec deux institutions de renommée internationale : le Centre d'études monétaires et financières (CEMFI) et le Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (J-PAL), ce dernier étant dirigé par deux lauréats du prix Nobel d'économie.

La création du laboratoire s'inscrit dans le cadre du **Plan pour la relance, la transformation et la résilience (PRTR)**, en tant qu'investissement clé pour renforcer la politique d'inclusion dans notre pays (composante 23, investissement 7). Doté d'un modèle de gouvernance novateur, le Laboratoire est **une innovation en soi**, puisque son objectif n'est pas seulement de matérialiser l'investissement prévu dans le PRTR ; il vise aussi à produire des éléments de preuve sur ce qui fonctionne le mieux, cette ambition faisant écho à l'un des principaux objectifs du PRTR : soumettre au moins 18 bonnes pratiques ou évaluations à la Commission européenne.

Le présent rapport présente les principales conclusions de l'évaluation de plus de 30 projets, lesquelles sont résumées dans les **10 recommandations clés suivantes pour la conception de politiques d'inclusion** :

Investir dans l'accompagnement personnalisé. Les projets qui fournissent un accompagnement personnalisé et intégral ont obtenu de meilleurs résultats que ceux qui reposent sur des approches plus standardisées et de moindre intensité. Il est donc important que le ratio personnes en situation de vulnérabilité/personnel technique soit le plus bas possible.

Agir sur différents plans. La pauvreté est un phénomène complexe aux causes multiples. Les projets intégrés combinant différentes interventions ont obtenu de meilleurs résultats. Par exemple, les projets de promotion de l'emploi ont obtenu des taux de placement plus élevés lorsqu'ils étaient assortis d'interventions psychosociales, d'une formation spécifique aux compétences numériques ou d'aides à la conciliation de la vie familiale avec l'activité professionnelle.

Promouvoir les réseaux de soutien communautaire et d'accompagnement psychologique. Les projets portant sur des interventions de soutien psycho-émotionnel (parentalité positive, formation à la communication et à la résolution des conflits, gestion des émotions) ont obtenu de bons résultats en ce qui concerne le bien-être émotionnel ainsi que d'autres indicateurs d'inclusion. Les interventions ayant donné lieu à la création de réseaux d'entraide parmi les personnes participantes se sont également traduites par des résultats favorables.

Donner la priorité à l'investissement dans l'éducation comme levier pour l'amélioration du capital humain. Plusieurs projets éducatifs (tutorat, soutien scolaire, promotion de l'e ont eu un impact positif sur les résultats scolaires et la confiance des élèves. Le soutien éducatif aux groupes vulnérables peut être un levier pour améliorer le capital humain et la productivité.

Réduire la fracture numérique par la formation. La mise à disposition d'outils technologiques et la formation aux compétences numériques se sont avérées être des stratégies efficaces pour réduire la fracture numérique, de même que pour promouvoir la recherche d'emploi et faciliter la communication avec les administrations publiques.

Intensifier les efforts dans la phase de recrutement et de fidélisation. Le Laboratoire a été confronté à une série de défis majeurs : nécessité d'une coordination et d'une collaboration étroite entre plusieurs dizaines d'acteurs, difficultés à recruter et à fidéliser un grand nombre de personnes participantes, temps d'action serrés. Les retours d'expérience sur ces questions seront très utiles pour les initiatives futures.

Renforcer la collaboration avec les administrations et les structures de proximité. Le succès des actions visant les personnes en situation de vulnérabilité particulière tient pour beaucoup à la connaissance approfondie que les services sociaux et les organisations du tiers secteur ont de ces groupes de population (personnes sans-abri, personnes handicapées, femmes migrantes, population gitane, entre autres).

Renforcer les processus d'accompagnement pour surmonter les obstacles à l'accès aux prestations publiques. Il ne suffit pas de donner des informations. Afin de réduire le déficit de couverture, qui existe tant pour le revenu minimum vital que pour d'autres prestations, il est nécessaire de renforcer la confiance de ces personnes grâce à un accompagnement présentiel.

Améliorer les méthodologies d'évaluation des politiques publiques. Le Laboratoire est une initiative pionnière au niveau international. À ce jour, aucune autre administration publique n'a mis en œuvre de manière coordonnée 32 expérimentations aléatoires. Le Laboratoire est en soi une preuve de réussite et constitue une référence internationale pour d'autres initiatives d'évaluation et d'innovation en matière de politiques publiques.

Réinvestir l'apprentissage acquis pour transposer les meilleures pratiques à plus grande échelle. Plusieurs projets ont démontré qu'ils pouvaient être facilement transposés à plus grande échelle et adoptés dans le cadre des politiques publiques. Des initiatives en ce sens ont déjà été prises çà et là. Un travail de recherche supplémentaire est nécessaire pour encourager la transposition des meilleures pratiques à plus grande échelle et améliorer la rapport coût-efficacité de la politique d'inclusion.

1. Introduction

L'**exclusion sociale** et la vulnérabilité économique représentent un défi majeur pour les économies avancées. Des pays comme l'Espagne ont atteint des niveaux élevés de prospérité, avec de bonnes conditions de vie et des services publics de qualité. Malgré ces avancées, il existe encore, au sein de notre société, des personnes qui sont dans le besoin et connaissent des difficultés matérielles. L'Espagne présente des taux de pauvreté élevés dans le contexte de l'Union européenne et doit redoubler d'efforts pour les réduire.

En outre, l'exclusion sociale en Espagne présente une forte **dimension structurelle** et son impact sur certains groupes et certaines zones géographiques est particulièrement marqué. Ce phénomène présente également un degré élevé de persistance intergénérationnelle, ce qui souligne la nature profonde du problème et l'urgence de mettre en œuvre des stratégies globales. Les politiques d'inclusion doivent constituer un levier pour permettre aux personnes touchées de prospérer et de sortir de leur état de vulnérabilité.

L'une des avancées majeures dans la lutte contre l'exclusion sociale en Espagne au cours des dernières décennies a été l'instauration du **revenu minimum vital (RMV)**. Son approbation par le décret-loi royal 20/2020 du 29 mai 2020, suivie de son adoption définitive par la loi 19/2021 du 20 décembre 2021, marque un tournant en matière de politiques sociales en Espagne et vient combler une lacune régulièrement pointée par les institutions européennes et les organisations internationales. L'Espagne était en effet l'un des rares pays de l'Union européenne à ne pas disposer d'une politique nationale de revenu minimum. Les revenus minima régionaux assuraient une couverture partielle et inégale des situations de vulnérabilité sur notre territoire.

Depuis son lancement, le RMV a aidé plus de 770 000 ménages (soit plus de 2,2 millions de personnes), alors qu'en décembre 2023, les revenus minima régionaux n'avaient été perçus que par 220 000 ménages (450 000 personnes). Le RMV est donc aujourd'hui **un pilier de notre État-providence**. Déployée en pleine pandémie de COVID-19, cette prestation a apporté un soutien indispensable aux familles les plus vulnérables de notre pays. Elle est également un élément fondamental du « bouclier social », dont on estime qu'il a permis de réduire le taux de pauvreté de 3,2 points de pourcentage et d'éviter à 1,5 million de personnes de tomber dans la pauvreté (EAPN-ES 2022). Malgré un contexte très défavorable, les inégalités en Espagne ont considérablement diminué ces dernières années, l'indice de Gini enregistrant la valeur la plus basse de ces 18 dernières années.

Mais le RMV est bien plus qu'une prestation financière. Dès le début de son parcours réglementaire, le projet de RMV a été assorti de **stratégies globales d'inclusion**, comprenant des mesures complémentaires visant à favoriser l'insertion socioprofessionnelle et à donner un coup de pouce aux familles pour les aider à progresser et à sortir de la situation de pauvreté.

Cela étant, concevoir la pauvreté comme un phénomène complexe et multidimensionnel pose des défis importants pour l'élaboration des politiques publiques : l'éventail des approches et des interventions possibles est large et nous ignorons lesquelles sont les plus efficaces. Face à cette réalité, le ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations a choisi de relever ce défi en adoptant une approche **fondée sur l'innovation en matière de politiques publiques et d'évaluation**. Il a ainsi proposé la mise en œuvre de projets pilotes de politiques publiques afin de déterminer quelles sont les approches les plus efficaces. Les éléments de preuve obtenus pourront ensuite être utilisés dans le processus de mise à l'échelle et de conception des politiques publiques.

En outre, le cadre réglementaire du RMV établit que les évaluations doivent être réalisées conformément aux **normes scientifiques les plus strictes**. Cette exigence est inscrite dans les deux décrets royaux encadrant les programmes. En effet, ceux-ci stipulent que l'évaluation doit se fonder sur la méthodologie des **expérimentations aléatoires** (également connus sous le nom de *Randomized Controlled Trials* dans le contexte international). Cette méthodologie, comparable à celle des essais cliniques en médecine, consiste à appliquer un programme à un groupe de sujets sélectionnés de manière aléatoire et à comparer les résultats obtenus dans ce groupe avec ceux obtenus dans un groupe de contrôle. On obtient ainsi des preuves rigoureuses de l'effet causal du programme sur la population cible.

La participation de la Commission européenne est également un élément fondamental de ce processus. Le **Plan pour la relance, la transformation et la résilience** prévoit un investissement clé pour renforcer la politique d'inclusion, en intégrant des politiques socioprofessionnelles dans le RMV. Le principal objectif associé à cet investissement est la présentation de preuves solides. Plus précisément, au moins 18 bonnes pratiques ou résultats d'évaluation de programmes dans le domaine de l'inclusion socioprofessionnelle doivent être présentés. Cette approche est **une innovation en soi**, car l'objectif de l'action n'est pas seulement de concrétiser l'investissement prévu dans le PRTR, mais aussi de produire des éléments de preuve sur ce qui fonctionne le mieux. Par la suite, ces éléments pourront être introduits dans la conception des politiques publiques d'inclusion par les administrations publiques en Espagne, mais aussi dans d'autres États membres de l'UE.

C'est ainsi qu'est né le **Laboratoire des politiques d'inclusion**, dans le cadre duquel 34 projets ont été lancés et évalués selon les normes scientifiques les plus strictes. Pour la mise en place et le fonctionnement de ce Laboratoire, le secrétariat général pour l'Inclusion (SGI) a proposé un **modèle de gouvernance innovant** susceptible d'être reproduit par d'autres entités gouvernementales. Dans ce modèle, le SGI a exercé une triple fonction : promotion, évaluation et exécution des différents projets. Les programmes et les actions ont été mis en œuvre par les communautés autonomes, les collectivités locales et les organisations du tiers secteur de l'économie sociale. En outre, le MISSM a bénéficié de l'appui scientifique de deux institutions de renommée internationale : le Centre d'études monétaires et financières (CEMFI) et le Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (J-PAL), dirigé par Esther Duflo et Abhijit Banerjee, lauréats du prix Nobel d'économie en 2019 pour leur approche expérimentale de la lutte contre la pauvreté. La caractéristique principale des projets est qu'ils sont mis en œuvre grâce à une étroite collaboration de toutes les parties

impliquées. Dans toutes les étapes (conception, mise en œuvre et évaluation), les équipes du SGI, avec l'appui des chercheurs, ont maintenu des échanges constants avec les organismes de mise en œuvre, qui ont permis de normaliser les processus, de mettre en œuvre une méthodologie d'évaluation rigoureuse et d'assurer le bon déroulement des programmes. Le Laboratoire des politiques d'inclusion est un exemple éloquent de la manière dont l'administration générale de l'État peut promouvoir l'innovation dans les politiques publiques, en coopération avec d'autres administrations publiques, le tiers secteur et la communauté scientifique. Cette confluence d'acteurs et cette étroite collaboration ont donné lieu à de multiples synergies et apprentissages qui ont eu un impact transformateur sur de nombreuses organisations ayant participé à cette initiative.

Le présent rapport décrit le contexte, l'organisation et les principaux résultats du **Laboratoire des politiques d'inclusion**. Son objectif est double : d'une part, présenter une analyse détaillée du processus de gouvernance, en mettant en évidence les leçons tirées tout au long du développement et de la mise en œuvre de ce projet pionnier ; et d'autre part, offrir une compilation et une synthèse des résultats les plus pertinents.

En outre, ce document entend rendre compte des enseignements tirés en matière de politiques publiques et donner des indications précieuses sur les stratégies les plus efficaces et les éventuels défis à relever. **Son but ultime est de servir de guide et de référence pour d'autres administrations, qu'elles soient nationales, régionales ou locales, voire d'inspirer d'autres pays à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives similaires.**

En conclusion, le Laboratoire des politiques d'inclusion donne une **impulsion décisive à l'évaluation des politiques publiques en Espagne, avec les niveaux de qualité les plus élevés**. Il fait figure de pionnier en raison de son modèle de gouvernance et de la promotion d'un grand nombre de projets, portés par l'administration publique, dont l'évaluation repose sur les normes scientifiques les plus strictes. Son objectif principal est l'amélioration des politiques d'inclusion, ce qui est de la plus haute importance étant donné que l'exclusion sociale représente un enjeu critique et prioritaire dans notre pays. Cette initiative fait de l'Espagne un chef de file de l'innovation et de l'évaluation des politiques d'inclusion, comme l'a souligné le **professeur Abhijit Banerjee, lauréat du prix Nobel d'économie en 2019**, lors de sa récente visite dans notre pays :

« J'espère que cette idée [le Laboratoire des politiques d'inclusion] trouvera un écho dans les autres pays d'Europe. L'Espagne fait figure de leader. Il existe de nombreuses expérimentations aléatoires (...) mais elles ont été réalisées une à une. Ce qui est unique dans le cas de l'Espagne, c'est l'idée qu'il faut créer une infrastructure de l'évaluation, de telle sorte que la production de preuves occupe une place centrale, et non marginale, dans l'exercice de la politique publique ».

Abhijit Banerjee, Madrid, le 30 janvier 2024.

2. Description du Laboratoire des politiques d'inclusion

2.1. Cadre réglementaire

Le Laboratoire des politiques d'inclusion s'inscrit dans le cadre des **politiques publiques de soutien à l'inclusion sociale** qui accompagnent le RMV. La loi 19/2021 du 20 décembre 2021 réglementant le RMV, crée une nouvelle prestation financière dont l'objectif principal est de prévenir le risque de pauvreté et d'exclusion sociale des personnes en situation de vulnérabilité économique.

Le RMV relève de la politique d'inclusion sociale conçue par le **ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations (MISSM)** et s'insère dans l'action protectrice du système de sécurité sociale sous la forme d'une prestation non contributive. Le RMV, en tant que **politique de revenu minimum**, vise à garantir que tous les citoyens disposent d'un revenu minimum. Les seuils de revenu minimum varient en fonction de la situation familiale. La prestation financière versée aux bénéficiaires correspond à la différence entre leur revenu et le seuil de revenu minimum devant être garanti.

Mais le RVM est bien plus qu'une simple prestation financière. L'article 31 de la loi 19/2021 établit que l'actuel secrétariat général pour l'Inclusion devra, dans le cadre de ses compétences, promouvoir des **stratégies d'inclusion** à l'intention des personnes bénéficiaires du RMV par le biais de mesures complémentaires visant à favoriser leur insertion sociale et professionnelle, ce qui devrait donner une impulsion décisive aux familles et leur permettre de sortir de la situation de vulnérabilité dans laquelle elles se trouvent.

Ces stratégies sont décrites dans le **Plan pour la relance, la transformation et la résilience (PRTR)**¹. Le secrétariat général pour l'Inclusion du MISSM contribue de manière décisive à la composante 23 de ce plan, portant sur les « Nouvelles politiques publiques pour un marché du travail dynamique, résilient et inclusif », sous le volet politique VIII intitulé « Nouvelle économie des soins et politiques pour l'emploi ». Parmi les réformes et les investissements proposés au titre de la composante 23, figure l'investissement 7 « Favoriser la croissance inclusive en liant les politiques d'inclusion socioprofessionnelle au revenu minimum vital », afin de promouvoir un nouveau modèle d'inclusion.

Avec la création du Laboratoire des politiques d'inclusion, **les objectifs fixés dans le PRTR sont atteints**. L'objectif 350 prévoit la conclusion de 8 conventions avec des organismes de mise en œuvre avant le 31 mars 2022. L'indicateur de suivi 351.1 établit qu'au moins 10 conventions supplémentaires doivent être signées avant le 31 mars 2023. Au total, 34

¹ Le Plan pour la relance, la transformation et la résilience s'inscrit dans le sillage du Plan de relance pour l'Europe, lancé par l'Union européenne en 2020 en réponse à la crise économique et sociale déclenchée par la pandémie de COVID-19. Ce plan européen, également connu sous le nom de NextGenerationEU, prévoit des mécanismes pour l'attribution de fonds de relance destinés à impulser la transformation et la résilience des économies des pays membres.

conventions ont été signées, soit près du double de celles promises à la Commission européenne.

L'objectif 351 stipule qu'au terme d'au moins 18 projets pilotes, des évaluations, accompagnées de recommandations politiques sur la manière d'améliorer l'efficacité des politiques d'inclusion sociale, seront publiées en 2024. Le présent rapport et les rapports d'évaluation individuels des 18 projets confirment la réalisation de cet objectif.

Les stratégies d'inclusion adoptées par le Laboratoire ont été définies en collaboration avec **les communautés et les villes autonomes, les collectivités locales et le tiers secteur de l'économie sociale**. Ces entités ont proposé et mis en œuvre les projets, tandis que le secrétariat général pour l'Inclusion s'est chargé de leur évaluation et de leur suivi, en veillant à ce qu'ils soient correctement alignés sur la méthodologie d'évaluation établie et en garantissant le meilleur déroulement possible de chaque projet.

Pour la sélection des projets, des mesures de diffusion de l'initiative ont été adoptées (notamment sous la forme de réunions virtuelles avec toutes les communautés et villes autonomes) et un appel à **manifestation d'intérêt** a été lancé afin d'inviter les administrations publiques et les entités du tiers secteur à soumettre des propositions de projets novateurs. Les projets ont été évalués en fonction de leur degré d'innovation sociale, de l'impact potentiel de l'évaluation sur la conception des politiques publiques et de leur compatibilité avec la méthodologie des expérimentations aléatoires. Au final, 34 projets ont été sélectionnés et des subventions ont été accordées en vertu des deux décrets royaux suivants :

Décret royal 938/2021² relatif à l'octroi de subventions pour la mise en œuvre de 16 projets pilotes de parcours d'inclusion par des communautés autonomes, des entités locales et des entités du tiers secteur de l'économie sociale. Ce décret royal a contribué à la réalisation de l'objectif 350³ et de l'indicateur de suivi 351.1⁴ du PRTR.

Décret royal 378/2022⁵ relatif à l'octroi de subventions pour la mise en œuvre de 18 projets pilotes de parcours d'inclusion par des communautés autonomes, des collectivités locales et

² Décret royal 938/2021 du 26 octobre 2021 réglementant l'octroi direct de subventions du ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations dans le domaine de l'inclusion sociale, pour un montant de 109 787 404 euros, dans le cadre du Plan pour la relance, la transformation et la résilience (BOE-A-2021-17464).

³ Objectif 350 du PRTR : « Améliorer le taux d'accès au revenu minimum vital et accroître son efficacité en l'associant à des politiques d'inclusion qui, telles qu'elles ont été définies, doivent se traduire par un soutien à l'inclusion socioéconomique des bénéficiaires du RMV par le biais de parcours : signature de huit conventions de collaboration avec des administrations publiques infranationales, des partenaires sociaux et des entités du tiers secteur de l'économie sociale pour la réalisation des parcours. Ces accords de partenariat visent à : i) améliorer le taux d'accès au RMV ; ii) accroître l'efficacité du RMV grâce à des politiques d'inclusion ».

⁴ Indicateur de suivi 351.1 du PRTR : « Signature d'au moins 10 conventions de partenariat supplémentaires avec des administrations publiques infranationales, des partenaires sociaux et des entités du tiers secteur de l'économie sociale pour mettre en œuvre les projets pilotes d'appui à l'inclusion socioéconomique des bénéficiaires du RMV dans le cadre de parcours dédiés ».

⁵ Décret royal 378/2022 du 17 mai 2022 réglementant l'octroi direct de subventions du ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations dans le domaine de l'inclusion sociale, pour un montant de 102 036 066 euros, dans le cadre du Plan pour la relance, la transformation et la résilience (BOE-A-2022-8124).

des entités du tiers secteur de l'économie sociale. Ce décret royal a contribué, tout comme le précédent, à la réalisation de l'indicateur de suivi 351.1 du PRTR.

Enfin, il est important de souligner la nature expérimentale des parcours d'inclusion et leur capacité à fournir des informations probantes, ainsi que la compatibilité et la complémentarité de ces initiatives avec les compétences des communautés autonomes en matière d'inclusion.

Tableau 1. Organismes de mise en œuvre des projets pilotes selon leur nature et le décret royal qui les encadre

RD 938/2021	RD 378/2022
Comunidades Autónomas	
Aragón Principado de Asturias Castilla-La Mancha Ciudad Autónoma de Ceuta Extremadura Galicia Comunidad Foral de Navarra-Servicios Sociales País Vasco Comunitat Valenciana	Andalucía Cataluña Comunidad de Madrid La Rioja Región de Murcia Comunidad Foral de Navarra-Educación Comunitat Valenciana
Entidades Locales	
Ayto. de Barcelona Ayto. de Madrid	Ayto. de Santander Ayto. de Sevilla
Entidades del Tercer Sector	
Cáritas-Accede Fundación Secretariado Gitano Hogar Sí Plena Inclusión Save the Children	Ayuda en Acción Cáritas-Emplea-Lab Fundación CEPAIM Cruz Roja EAPN-España EAPN-Canarias Fundació Bofill Fundación la Caixa Fundació Esplai

Le Laboratoire comme exemple d'investissement social

L'histoire du Laboratoire des politiques d'inclusion est étroitement liée à la notion d'**investissement social**. Le Laboratoire trouve son origine dans le PRTR, la stratégie espagnole créée pour canaliser les fonds du plan NextGenerationEU destinés à la relance économique et sociale à la suite de la pandémie de COVID-19. Ces fonds financent des réformes et des investissements destinés à construire des économies plus durables et plus résilientes. Le Laboratoire trouve sa place dans le PRTR en tant qu'**investissement**. La conception même du Laboratoire repose sur l'idée que les programmes mis en œuvre peuvent être appréhendés comme des actions susceptibles de contribuer à stimuler l'économie en améliorant le capital humain et la productivité.

Le secrétariat général pour l'Inclusion et le MISSM ont porté le concept d'**investissement social** au plus haut niveau européen. Au cours des présidences espagnole et belge du Conseil, entre juillet 2023 et juillet 2024, un groupe de travail informel a été lancé, sous la direction conjointe du secrétariat général pour l'Inclusion et de son homologue belge. Le 12 mars 2024, les résultats de ce groupe de travail ont été présentés lors d'une réunion conjointe de l'ECOFIN et de l'EPSCO, laquelle a abouti à la **reconnaissance du concept d'investissement social** et a conduit à l'**engagement** à avancer vers des recommandations communes sur l'évaluation des politiques publiques.

Lorsqu'elles sont bien conçues et rigoureusement évaluées, les politiques sociales sont un investissement et non une dépense sociale. Le Laboratoire des politique d'inclusion en est le **meilleur exemple**.

2.2. Contexte

Le RMV et le Laboratoire des politiques d'inclusion voient le jour dans un contexte de grands besoins causés par la pandémie de COVID-19. Mais leur création vient également combler des lacunes structurelles en matière de politique sociale. Parmi les engagements pris par le Gouvernement espagnol au début de la XIV^e législature (2020) figuraient l'instauration du revenu minimum vital au niveau national et le renforcement de la politique sociale.

Les revenus minima mis en place par les communautés autonomes présentaient de grandes disparités : leurs montants, couverture et conditions d'accès étaient très hétérogènes. Le Conseil de l'Europe avait adressé plusieurs recommandations à l'Espagne en vue d'atténuer les disparités et de combler les lacunes existantes, et de renforcer les stratégies axées sur l'accompagnement intégré des personnes en situation de vulnérabilité.

Le Laboratoire des politiques d'inclusion vient également donner un coup d'accélérateur à l'**évaluation des politiques publiques**. En Espagne, la culture de l'évaluation est moins solidement ancrée que dans d'autres pays voisins. Malgré les progrès réalisés ces dernières années pour institutionnaliser l'évaluation des politiques publiques, notamment avec la

création de l’Autorité indépendante de responsabilité budgétaire (AIReF) et l’adoption de la loi 27/2022 du 20 décembre 2022 sur l’institutionnalisation de l’évaluation des politiques publiques au sein de l’administration générale de l’État, des progrès et des améliorations sont encore possibles dans ce domaine.

Quant à l’utilisation des **expérimentations aléatoires** dans l’évaluation, le bilan dans notre pays est également limité. Cette méthodologie a émergé au début des années 2000, grâce aux travaux d’Abhijit Banerjee, d’Esther Duflo et de Michael Kremer, lauréats du prix Nobel d’économie en 2019 pour leur approche expérimentale de la lutte contre la pauvreté. Depuis, le nombre d’essais randomisés a considérablement augmenté dans le monde entier. Aujourd’hui, cette méthodologie est considérée comme la plus rigoureuse pour mesurer les effets causaux des programmes ou des interventions. Reste que ces expériences sont souvent des initiatives isolées, menées par des équipes de recherche en collaboration avec des organisations du tiers secteur. La mise en œuvre d’essais randomisés de manière coordonnée par les administrations publiques reste l’exception à l’échelle mondiale.

Parmi les initiatives qui ont précédé le Laboratoire des politiques d’inclusion, on peut citer le MineduLAB au Pérou, créé par ministère péruvien de l’Éducation en collaboration avec le J-PAL. Depuis sa création en 2014, 13 essais randomisés ont été effectués pour améliorer la politique éducative. D’autres gouvernements ont procédé à des évaluations d’aspects concrets d’un programme sans évaluer les politiques dans leur ensemble. Cette approche est celle adoptée notamment par la Behavioural Insights Team au Royaume-Uni. Créée en 2010 au sein du cabinet du Premier ministre, cette équipe est à l’origine de diverses expérimentations, pour la plupart à petite échelle et axées sur des interventions comportementales, également appelées « nudges ».

En conclusion, la promotion coordonnée de plus de 30 essais randomisés par un gouvernement est **une démarche sans précédent au niveau international**. **L’Espagne s’érige ainsi en référence dans le domaine de l’évaluation des politiques publiques** et de la conception de politiques publiques fondées sur les normes scientifiques les plus strictes.

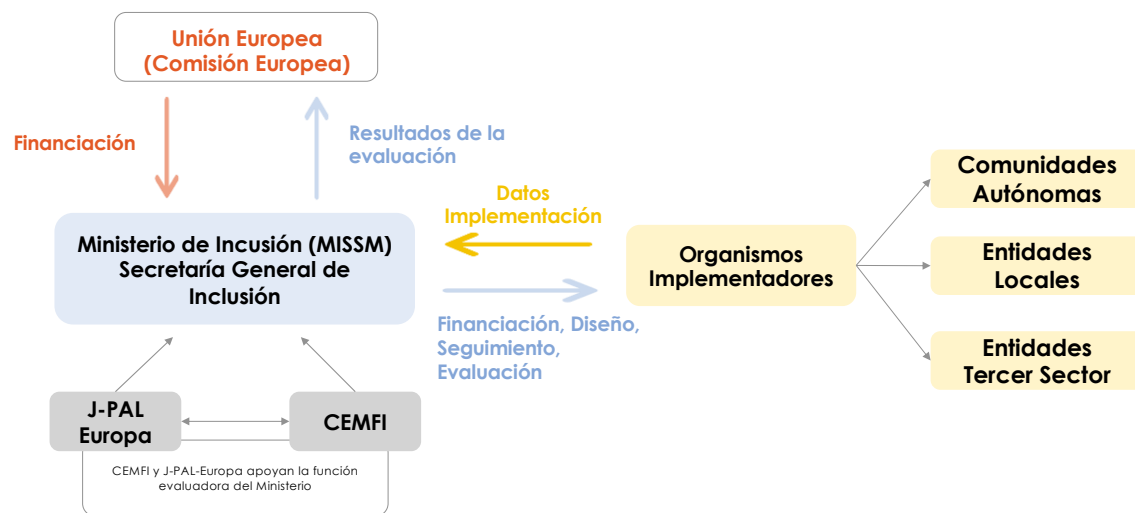
2.3. Structure de gouvernance

La structure de gouvernance du Laboratoire des politiques d’inclusion est **une innovation soi**. De nombreux acteurs issus de différentes administrations publiques, du tiers secteur et du monde scientifique ont été invités à se joindre au projet et leur étroite collaboration fait de ces professionnels, venus d’horizons divers, des collaborateurs à part entière dans le cadre d’un projet commun unique.

La **Figure 1** présente les principaux acteurs et les interrelations existantes. Le MISSM, est un **acteur pivot** et joue un triple rôle par l’intermédiaire du **secrétariat général pour l’Inclusion**. Tout d’abord, en tant que promoteur de l’initiative, il conçoit la configuration du Laboratoire et le cadre réglementaire et facilite le financement de cet investissement clé du PRTR. En outre, il assume une fonction d’exécution : par délégation, le SGI se charge d’attribuer les subventions et d’exiger des participants qu’ils se conforment aux dispositions établies dans la

réglementation. Enfin, il est responsable de l'évaluation des projets. Le SGI remplit cette fonction avec l'objectif de normaliser les processus et d'assurer une mise en œuvre correcte de la méthodologie.

Figure 1. Structure de gouvernance du Laboratoire des politiques d'inclusion



Pour renforcer sa fonction d'évaluation, le SGI a conclu des partenariats stratégiques avec deux institutions académiques de renommée internationale : le **J-PAL Europe** et le **CEMFI**. Ces institutions, qui se distinguent par leur prestige scientifique, disposent de chercheurs expérimentés dans le domaine de l'évaluation expérimentale. Ces collaborations sont le résultat de la signature de deux accords sans contrepartie financière : un mémorandum d'entente dans le cas du J-PAL Europe et une convention de collaboration dans le cas du CEMFI. Ces deux institutions ont apporté leur soutien à tous les stades, afin de garantir la qualité des travaux de recherche et de faire en sorte que les résultats puissent être publiés dans des revues scientifiques internationales.

Il est important de noter que le travail d'évaluation réalisé par le SGI, avec l'appui de ses partenaires scientifiques, va bien au-delà de la simple analyse statistique des données finales associées au projet, une fois qu'elles sont disponibles. Il implique un suivi actif et continu à toutes les étapes du projet : depuis les phases initiales de proposition des interventions jusqu'à l'évaluation finale au moyen des données définitives, en passant par la conception des interventions, leur évaluation et leur suivi.

Un autre groupe d'acteurs clés est celui des **organismes de mise en œuvre**. Depuis la création du Laboratoire, 34 conventions ont été signées avec les entités chargées de la mise en œuvre (voir tableau 1). Ces entités sont de trois types : les communautés et les villes autonomes, les collectivités locales (principalement les mairies) et les entités du tiers secteur de l'économie sociale. Elles reçoivent les subventions et sont responsables, en application des conventions de collaboration conclues avec le SGI, de la conception de l'intervention, de la mise en œuvre des programmes et de la collecte des données qui seront utilisées dans la phase d'évaluation.

Le J-PAL et son rôle dans le Laboratoire des politiques d'inclusion

Le Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (J-PAL) est un réseau mondial de recherche et un leader mondial dans la promotion des expérimentations aléatoires comme outil de lutte contre la pauvreté. Fondé en 2003 au Massachusetts Institute of Technology (MIT) par Abhijit Banerjee et Esther Duflo, le J-PAL est une organisation à but non lucratif pionnière dans la promotion de cette méthodologie. Le réseau J-PAL rassemble plus de 900 professeurs affiliés dans le monde et totalise des milliers d'évaluations aléatoires. La méthodologie des expérimentations aléatoires a transformé l'évaluation des politiques publiques dans les pays en développement, ainsi qu'au sein d'organisations multilatérales telles que la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement. À ce jour, les programmes évalués par le J-PAL ont touché plus de 600 millions de personnes sur l'ensemble de la planète. Les fondateurs du J-PAL, Abhijit Banerjee et Esther Duflo, ainsi que Michael Kremer, ont reçu le prix Nobel d'économie en 2019 pour leur approche expérimentale de la lutte contre la pauvreté.

Le J-PAL s'est impliqué dans le Laboratoire des politiques d'inclusion, à travers sa branche européenne, hébergée à la PSE-École d'économie de Paris. Plusieurs des chercheurs qui ont participé à l'initiative sont des professeurs affiliés ou invités du réseau J-PAL et deux des membres de l'équipe sont également liés à l'équipe J-PAL Europe.

Les organismes de mise en œuvre n'ont pas seulement assuré la gestion des programmes. Partenaires essentiels du SGI, ils ont collaboré activement à leur conception et à leur mise en œuvre, parfois même en mettant à la disposition du SGI leurs propres moyens techniques ou en recrutant des chercheurs. Dans les essais randomisés, la frontière entre l'évaluation et la mise en œuvre est souvent floue. Cette situation, ajoutée au grand nombre et à la diversité des acteurs impliqués, a constitué un **défi majeur** pour la gestion de l'initiative dans son ensemble. Mais elle est aussi à l'origine d'**apprentissages** et de **synergies précieuses** entre des acteurs très divers.

Le Laboratoire des politiques d'inclusion a démontré comment **l'administration centrale peut promouvoir l'innovation dans les politiques publiques, en étroite collaboration avec d'autres administrations publiques, le tiers secteur et la communauté scientifique.**

Enfin, les institutions européennes ont elles aussi leur place dans le schéma de gouvernance. Comme cela a déjà été mentionné, l'allocation des ressources financières se fait par le biais du PRTR, lié au programme de financement européen NextGenerationEU. Un objectif clé est fixé : soumettre au moins 18 bonnes pratiques ou évaluations à la Commission européenne. Au-delà de cette exigence formelle, le Laboratoire se veut aussi une référence en matière d'élaboration et d'analyse des politiques publiques. Son ambition est de fournir un modèle d'évaluation et de production de preuves **qui puisse être reproduit par d'autres administrations ou pays de l'UE.**

Le CEMFI et son rôle au sein du Laboratoire des politiques d'inclusion

Le Centre des études monétaires et financières (CEMFI) est une fondation rattachée à la Banque d'Espagne, dont l'objectif principal est de promouvoir l'excellence dans la recherche et l'enseignement des sciences économiques. Le CEMFI compte plus de 15 professeurs qui sont des références de premier plan dans leurs domaines de recherche et dont certains font partie des principaux réseaux internationaux de chercheurs en sciences économiques. L'un d'entre eux a été membre du Conseil scientifique du Conseil européen de la recherche. En 2016, le CEMFI a reçu la distinction « Unité d'excellence María de Maeztu » décerné par l'Agence espagnole de recherche.

Le CEMFI a joué un rôle clé au sein du Laboratoire en tant que promoteur et coordinateur de talents. Il a coordonné un réseau de plus de 20 chercheurs de renommée internationale affiliés à différents centres de recherche, tels que le CEMFI, la Banque d'Espagne, l'université Carlos III, l'université d'Alicante, l'ESADE, le CUNEF et l'université de Warwick. Certains membres de l'équipe sont titulaires de doctorats du MIT, de Stanford, de l'UC Berkeley et de l'université de San Diego, entre autres. La liste complète des chercheurs figure à l'**annexe B**.

Dans le cadre de la gouvernance du Laboratoire des politiques d'inclusion, deux autres organes ont joué un rôle prépondérant. Le premier est le **Comité d'éthique**, qui encadre les parcours d'inclusion sociale et est régi par l'arrêté ISM/208/2022 du 10 mars 2022. La méthodologie des essais contrôlés randomisés comporte des implications éthiques qui doivent être analysées en détail avant le début de l'intervention. Afin de garantir le respect le plus strict des normes de protection des citoyens et des citoyennes, le Secrétariat général pour l'inclusion a créé un Comité d'éthique composé de trois experts reconnus au niveau mondial et ayant une expérience dans l'expérimentation et l'évaluation éthique. Sa composition figure à l'**annexe B**. Tous les projets ont été évalués séparément par le Comité d'éthique et ont reçu un avis favorable ; dans certains cas, des ajustements et des aménagements ont dû être apportés afin de garantir les normes éthiques les plus strictes.

Le secrétariat général pour l'Inclusion a également bénéficié du soutien d'un **Comité consultatif**, régi par l'arrêté ISM/508/2022 du 31 mai 2022 et composé de chercheurs de différents domaines. Bien que ce comité n'ait pas été directement impliqué dans les parcours, dans la mesure où il connaissait leur contenu, il a formulé quelques recommandations générales.

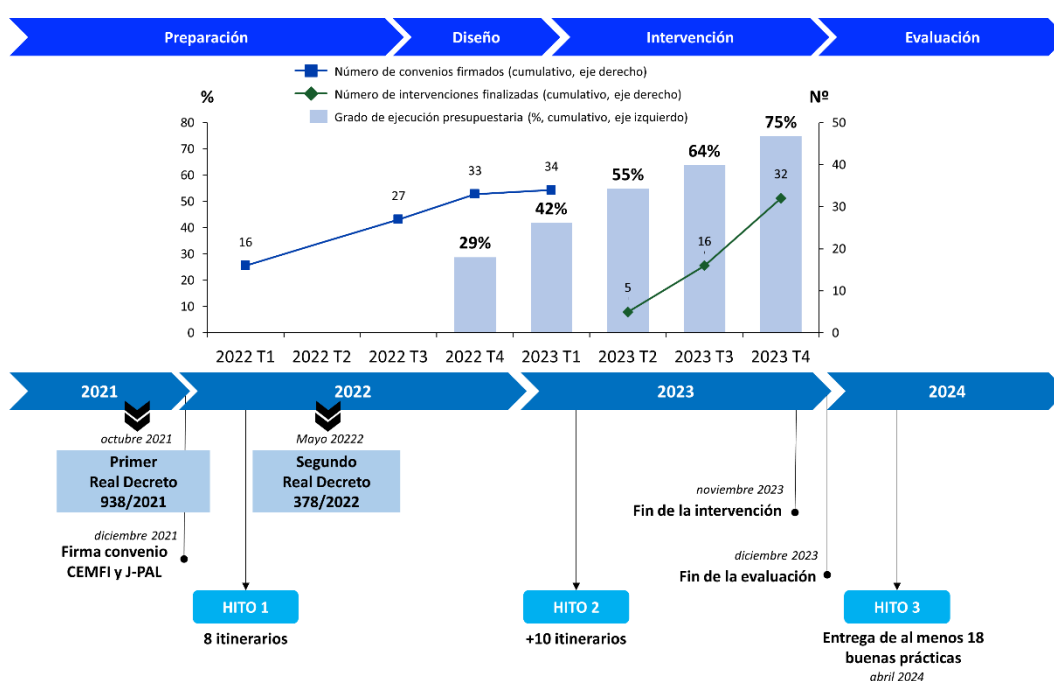
2.4. Étapes de la création du Laboratoire des politiques d'inclusion

Le Laboratoire des politiques d'inclusion est passé par cinq étapes qui sont résumées ci-dessous et représentées schématiquement dans la **Figure 2 2**.

Conception et création du Laboratoire. Le Laboratoire des politiques d'inclusion, conçu par le MISSM dans le contexte de la crise provoquée par la pandémie de COVID-19, est investi

d'une double mission : d'une part, mettre en application la loi sur le RMV qui établit que cette prestation doit être accompagnée de parcours conduisant à l'insertion sociale complète des bénéficiaires et, d'autre part, identifier rigoureusement les politiques les plus efficaces en la matière. Compte tenu de ces objectifs, et après les négociations correspondantes avec la Commission européenne, il a été décidé de créer le Laboratoire dans le cadre du PRTR. Le MISSM s'est ainsi engagé à analyser l'efficacité des différents parcours d'inclusion en s'appuyant sur la méthodologie scientifique la plus rigoureuse et à réaliser des expérimentations aléatoires pour chacun des projets.

Figure 2 2. Étapes du Laboratoire des politiques d'inclusion



Le projet de laboratoire a commencé par une série de réunions bilatérales virtuelles, organisée par le secrétariat général pour l'Inclusion avec toutes les communautés autonomes afin de partager avec elles ce projet et de recueillir des suggestions. Des réunions et des rencontres ont également été organisées avec différentes collectivités locales et organisations du tiers secteur désireuses de participer à l'initiative. Un processus d'attribution de subventions est ensuite lancé pour la mise en œuvre de parcours, ainsi qu'un appel à manifestation d'intérêt pour la présentation de projets d'inclusion. Après le dépôt des projets, un dialogue est engagé avec les parties prenantes afin d'adapter leurs propositions au cadre méthodologique et logistique.

Conception des parcours et expérimentations aléatoires. L'étape de conception du projet commence une fois que les parcours d'inclusion pouvant faire l'objet d'évaluations aléatoires ont été sélectionnés. À ce stade, de nombreuses réunions bilatérales ont lieu entre le SGI, avec l'appui des chercheurs, et les organismes de mise en œuvre dans le but de concevoir les parcours et les évaluations.

Parallèlement à cette phase de conception, les formalités légales nécessaires à l'adoption des deux décrets royaux approuvant les subventions sont engagées et les conventions de collaboration avec les organismes de mise en œuvre sont signées. Par ailleurs, les partenariats stratégiques sont formalisés avec le CEMFI, sous la forme d'une convention de collaboration, et le J-PAL Europe, sous la forme d'un mémorandum d'entente.

Mise en œuvre des parcours. Une fois la conception des parcours finalisée, leur mise en œuvre est lancée. Cette étape, qui met en jeu les différents organismes de mise en œuvre, exige un suivi de la part du SGI et une coordination continue entre les parties pour faire face aux multiples adaptations qui devront être apportées. La nécessité de procéder à des ajustements s'explique par de multiples raisons, telles que la nécessité de modifier la stratégie de recrutement afin d'intégrer un nombre suffisant de personnes participantes. Parallèlement, les premières données issues des enquêtes de référence sont soumises à un processus de nettoyage et de traitement par le SGI, ce qui, dans certains cas, conduit à la modification des enquêtes finales.

Évaluation. L'étape d'évaluation d'un parcours commence avec la réception des données finales de l'enquête, qui sont traitées par le SGI avec l'appui de son équipe scientifique. Après le traitement des données, les indicateurs sont construits et l'évaluation est réalisée à l'aide de techniques économétriques. Les indicateurs et les méthodes économétriques ont été prédéfinis lors de la phase de conception, ce qui garantit la rigueur de l'analyse. Les résultats de chaque projet sont rassemblés dans un rapport d'évaluation technique décrivant le projet et les principaux résultats de l'évaluation d'impact.

Diffusion et redevabilité. Enfin, le Laboratoire procède à la diffusion des résultats, à commencer par la présentation de ce rapport en Conseil des ministres le 9 avril 2024. Le Laboratoire honore également l'engagement pris à l'égard de la Commission européenne en lui présentant 18 bonnes pratiques au printemps 2024.

2.5. Méthodologie des expérimentations aléatoires

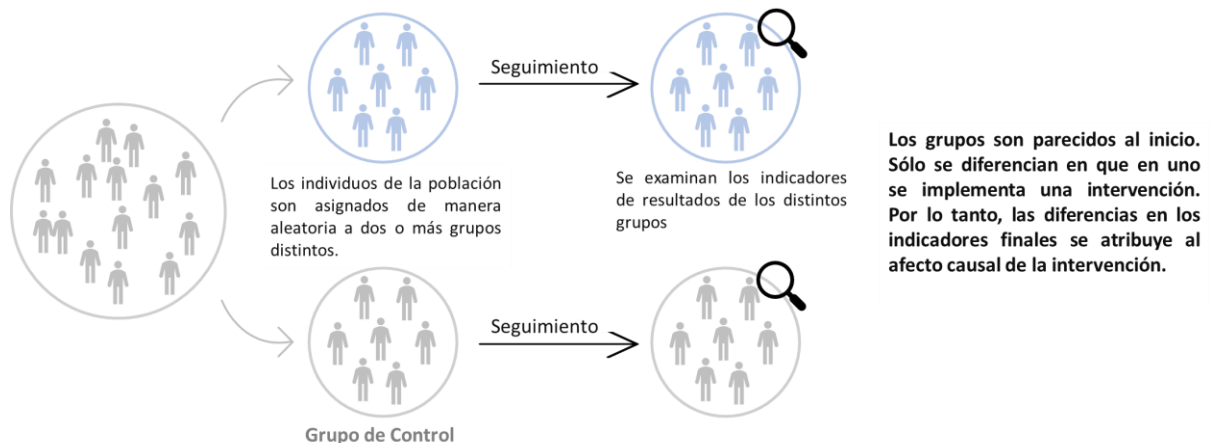
La méthodologie des expérimentations aléatoires contrôlées (également connue sous le nom d'essais contrôlés randomisés, de l'anglais *Randomized Controlled Trials*) est une méthode expérimentale d'évaluation de l'impact qui vise à mesurer l'effet causal d'un programme ou d'une intervention. Cette méthode consiste à répartir les participants dans deux groupes de manière aléatoire, comme le montre la **Figure 3**. Étant donné que la présence d'une personne dans l'un ou l'autre groupe est le fruit du hasard, au début du projet les deux groupes sont similaires, en moyenne.

Le traitement ou l'intervention est appliqué dans un seul des deux groupes, appelé groupe test ou groupe de traitement. L'autre groupe ne bénéficie pas de l'intervention et est appelé groupe témoin ou groupe de contrôle.

Au terme de l'intervention, les résultats sont mesurés dans les deux groupes. Étant donné que les groupes sont similaires au départ, toute différence dans les résultats finaux est

nécessairement due à l'effet causal du programme mis en œuvre dans le groupe de traitement.

Figure 3. Schéma de base d'une expérimentation aléatoire



Cette méthodologie, analogue à celle des essais cliniques en médecine, est l'outil par excellence pour déterminer les effets causals. L'inclusion d'un groupe de contrôle, comparable au groupe de traitement mais ne bénéficiant pas de l'intervention, est capitale dans la mesure où elle permet de se faire une idée de la manière dont le groupe de traitement se serait comporté sans intervention.

Les expérimentations aléatoires en pratique

Si l'élément principal de la méthodologie des essais randomisés peut sembler simple, il s'agit, dans la pratique, d'un processus très complexe. Les chercheurs et les évaluateurs travaillent en étroite collaboration avec les organismes de mise en œuvre à tous les stades du projet : esquisse, conception de l'évaluation et de l'intervention, définition des procédures de collecte de données, souvent par le biais d'enquêtes, et enfin évaluation. Il s'agit d'une méthodologie qui comporte des éléments d'évaluation ex-ante et ex-post.

En outre, avec cette méthodologie, il est possible de déterminer, outre l'effet causal final, le mécanisme par lequel un changement s'opère. À cet égard, l'élaboration d'une **théorie du changement** constitue un élément clé de cette méthodologie. Il s'agit de la formulation concrète d'hypothèses et d'indicateurs finaux et intermédiaires qui représentent la chaîne causale des changements qui devraient se produire chez les personnes participantes et des mécanismes qui interviennent. En adéquation avec la théorie du changement, des indicateurs finaux ou intermédiaires concrets sont définis pour pouvoir évaluer non seulement l'impact final du programme, mais aussi le mécanisme par lequel un changement se produit.

Le tableau suivant résume les principales étapes d'une expérimentation aléatoire. Les parcours réalisés dans le cadre du Laboratoire des politiques d'inclusion ont suivi, dans une large mesure, les étapes décrites ci-dessous :

Tableau 1. Étapes de l'expérimentation aléatoire

Préparation
Appels à projets et demandes de fonds.
Conception de l'évaluation
<p>À ce stade, les éléments suivants sont définis : population cible, méthodes de recrutement des personnes participantes, analyse de la puissance statistique pour calculer la taille de l'échantillon nécessaire, théorie du changement, hypothèses à tester, instruments de mesure (souvent des enquêtes), indicateurs à mesurer, modèles économétriques à mettre en œuvre pendant la phase d'évaluation, conception de l'intervention et autres aspects connexes.</p> <p>Tous ces éléments sont généralement présentés dans un schéma d'évaluation (ou plan de pré-analyse de l'anglais <i>Pre-Analysis Plan</i>) qui est généralement enregistré dans des référentiels gérés par des associations scientifiques. Le respect pendant la phase d'évaluation de ce qui a été prédéfini contribue à la solidité et à la rigueur scientifique des évaluations.</p> <p>C'est également à ce stade que le Comité d'éthique intervient pour évaluer le projet et que les ajustements nécessaires sont introduits.</p>
Mise en œuvre
<p>Recrutement des personnes participantes. Les personnes concernées signent un formulaire de consentement éclairé (aspect essentiel pour le respect des normes éthiques).</p> <p>Enquête de référence. Cette enquête recueille généralement les principaux indicateurs. Leurs valeurs sont saisies avant l'intervention.</p> <p>Répartition aléatoire entre les groupes de traitement et de contrôle.</p> <p>Intervention. Les groupes de traitement reçoivent les interventions prévues.</p> <p>Mesure des indicateurs des processus pour évaluer le suivi des interventions.</p>
Évaluation
<p>Enquête finale au cours de laquelle les principales variables permettant de mesurer l'impact des résultats sont collectées.</p> <p>Collecte de données supplémentaires (par exemple, données provenant de l'administration).</p> <p>Analyse des résultats à l'aide de techniques économétriques prédéfinies.</p> <p>Présentation des résultats et du rapport final.</p>

3. Résumé des projets pilotes

Cette section offre une vue d'ensemble des projets mis en œuvre dans le cadre du Laboratoire des politiques d'inclusion. La **Figure 4** présente en chiffres un résumé du dispositif mis en place. 32 projets ont été mis en œuvre dans le cadre du Laboratoire. 34 conventions ont été signées, mais deux projets n'ont finalement pas pu être exécutés en raison de l'impossibilité de mener à bien les procédures contractuelles dans les délais prévus pour la mise en œuvre du PRTR⁶. La **Figure 4** offre aussi le nombre de projets par type d'organisme de mise en œuvre. Sur les 32 projets réalisés, 14 ont été exécutés au niveau régional, par des communautés ou villes autonomes (« régions » dans le tableau), 4 par des collectivités locales (mairies) et 14 par des entités du tiers secteur œuvrant dans le domaine de l'action sociale.

Figure 4. Vue d'ensemble des projets



Le nombre de personnes participantes est élevé. Environ 91 000 personnes ont participé aux expérimentations aléatoires (constituant ce que nous avons appelé « l'échantillon d'observation »), certaines dans les groupes de traitement, d'autres dans les groupes de contrôle. Néanmoins, en raison de la nature même de la méthodologie appliquée (l'expérimentation aléatoire), les personnes participantes n'ont pas toutes bénéficié des interventions. Dans certains cas, le groupe de contrôle n'a reçu aucun traitement. Si l'on exclut les personnes qui n'ont pas bénéficié d'interventions, il reste environ 76 000 personnes bénéficiaires directes d'un traitement. Mais souvent, ce ne sont pas seulement les personnes qui participent aux programmes et reçoivent les aides qui en sont les seules bénéficiaires, car les effets positifs se font également ressentir sur leurs familles. Pour avoir une vision plus globale de la portée des programmes, nous comptabilisons donc également les cellules familiales des bénéficiaires. Ainsi, au total, plus de 175 000 personnes ont pu bénéficier des interventions comprises dans les parcours d'inclusion⁷. En dépit de la nature expérimentale

⁶ Les projets qui finalement n'ont pas pu être exécutés sont ceux de la région de La Rioja et de la région de Valence. Ces deux projets relevaient du deuxième décret royal (décret royal 378/2022).

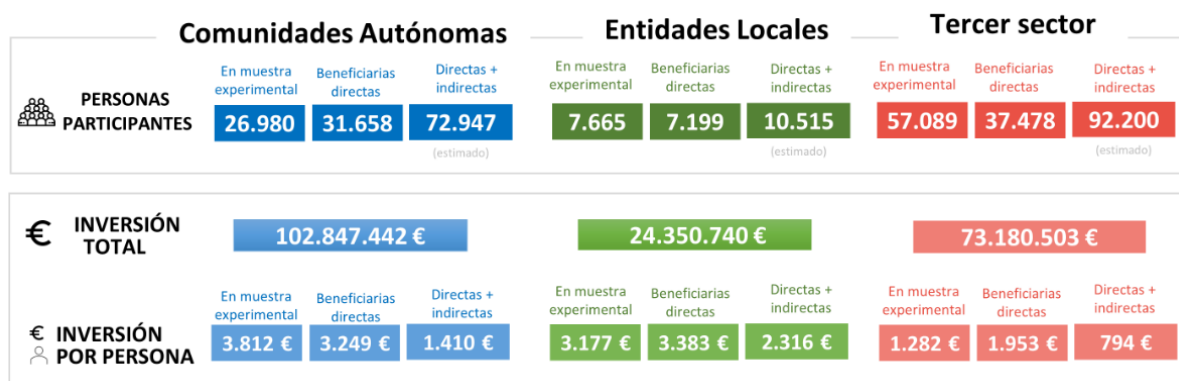
⁷ Pour les détails méthodologiques concernant les chiffres fournis dans cette section, voir l'annexe D.

de ce dispositif pilote en matière de politiques publiques, un grand nombre de personnes en ont bénéficié. On estime que 4,1 % des personnes en situation d'extrême pauvreté en Espagne ont participé à l'un des parcours proposés.

L'investissement total consacré à ces projets avoisine les 200 M€, soit un investissement d'environ 1 130 € par personne bénéficiaire (directe ou indirecte).

La **Figure 5** offre les informations ventilées en fonction du type d'organisme de mise en œuvre. Les communautés autonomes et le tiers secteur ont concentré le gros des actions. Si les communautés autonomes ont réalisé le plus grand volume d'investissement, le nombre de bénéficiaires directs est comparable pour les deux types d'organismes.

Figure 5. Vue d'ensemble des projets (par type d'organisme de mise en œuvre)



Caractéristiques sociodémographiques des personnes participantes

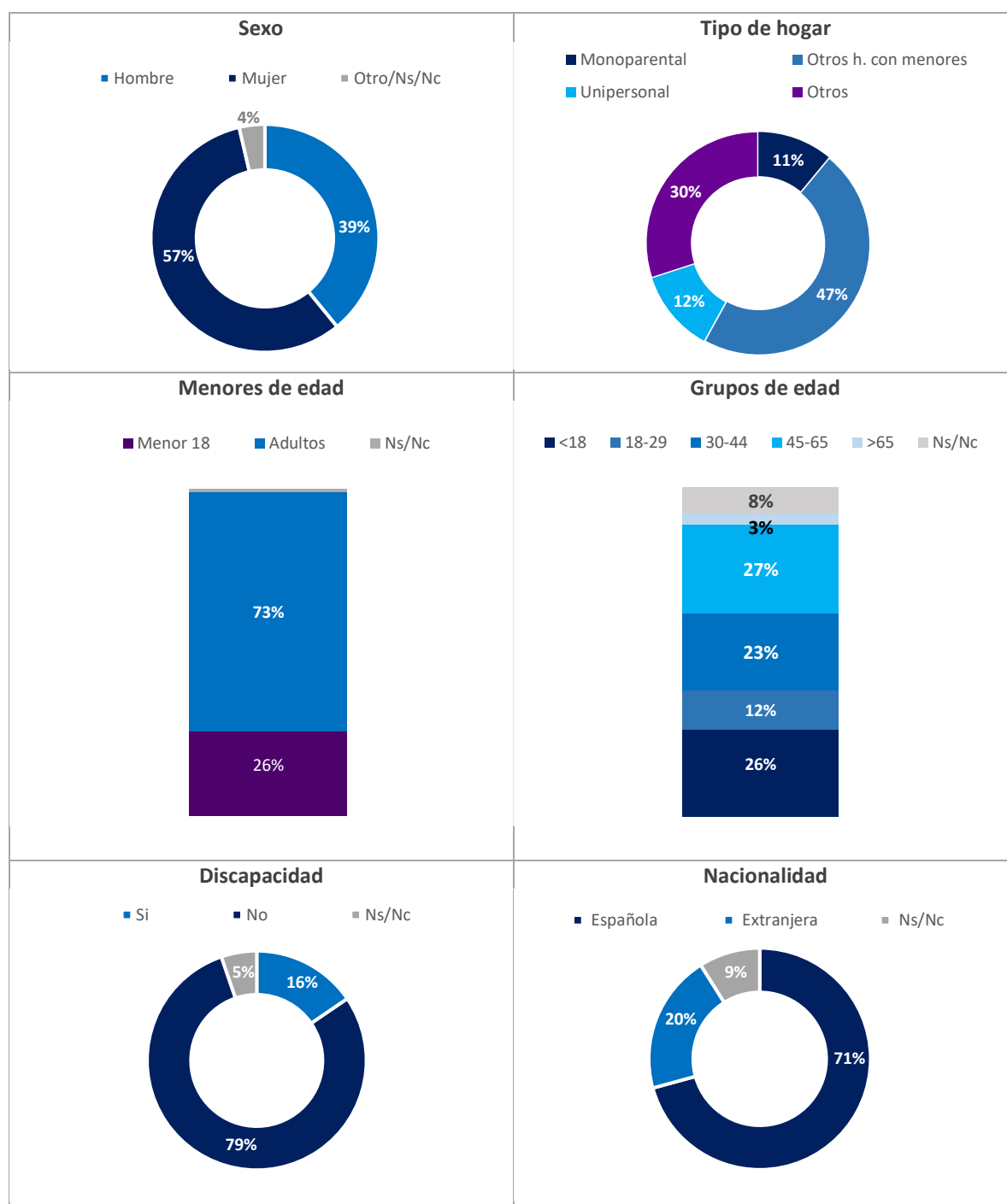
La **Figure 6** présente les principales caractéristiques démographiques des personnes qui ont participé aux parcours d'inclusion⁸. 57 % sont des femmes, un résultat qui confirme le fait que l'exclusion touche souvent ce groupe en particulier. En ce qui concerne le type de ménage, on observe que la majorité sont des ménages avec enfants à charge, soit 58 % du total : 11 % sont des familles monoparentales et 47 % sont d'autres types de ménages avec enfants à charge. Par tranche d'âge, 26 % des bénéficiaires sont des personnes mineures et 74 % des adultes. Les différentes tranches d'âge sont bien représentées, à l'exception des plus âgées. Si l'on exclut les personnes mineures, la majorité des personnes participantes ont entre 30 et 65 ans.

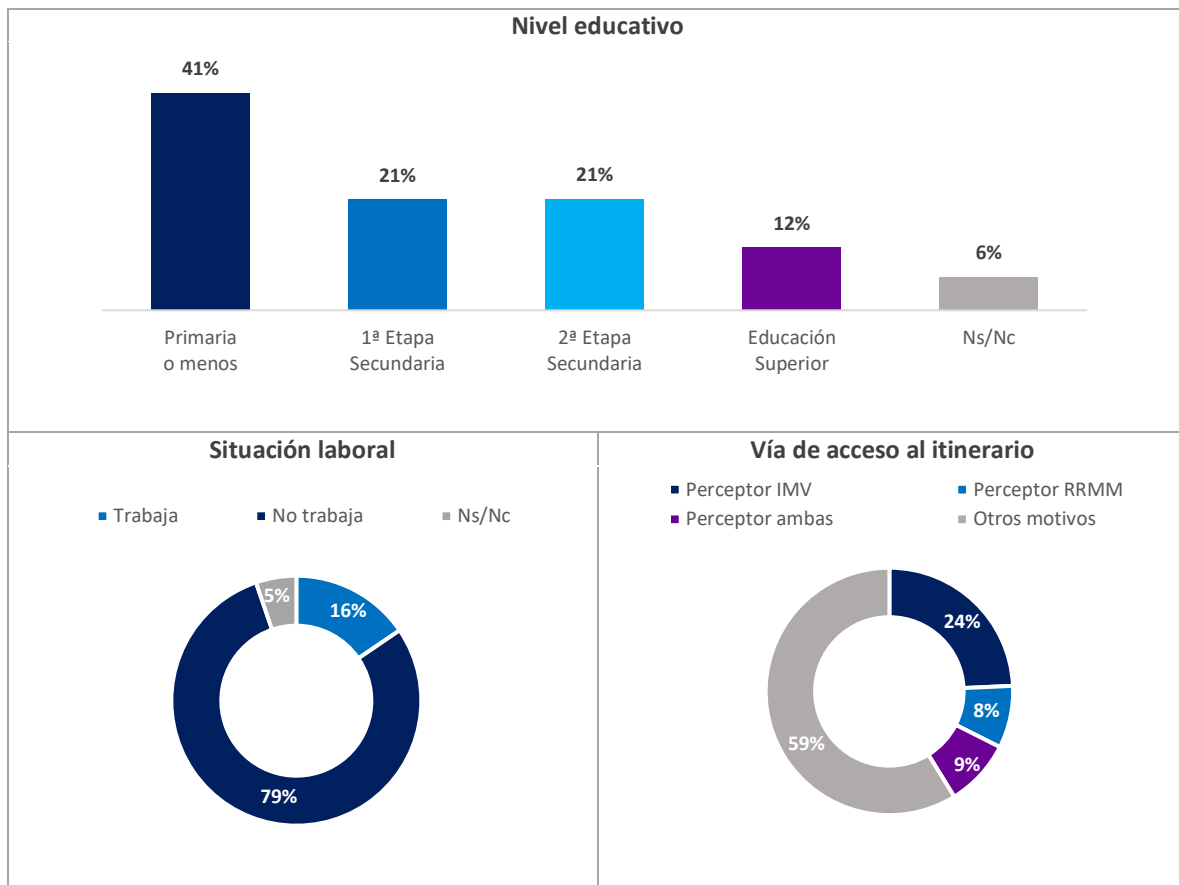
16 % des personnes participantes avaient un handicap. Il faut souligner que certains projets ciblaient précisément les personnes en situation de handicap, comme le projet du réseau associatif Plena Inclusión. Pour ce qui est de la nationalité, 70 % des personnes participantes étaient espagnoles, 20 % étrangères, et pour les 10 % restants la nationalité n'est pas précisée. Le niveau d'instruction des personnes participantes est faible : 41 % ont suivi un

⁸ Nous nous intéressons ici aux caractéristiques des personnes qui ont participé aux parcours (échantillon d'observation). Les caractéristiques de l'échantillon de bénéficiaires sont très semblables.

enseñamiento primario o inferior, tandis que 62 % n'ont pas terminé le premier cycle de l'enseignement secondaire. On observe cependant que 12 % ont fait des études supérieures, ce qui indique que même des personnes avec des études supérieures peuvent avoir besoin d'être accompagnées pour réussir leur inclusion. En ce qui concerne la situation sur le marché du travail, 79 % des personnes participantes étaient sans emploi lorsqu'elles ont rejoint le parcours d'inclusion.

Figure 6. Caractéristiques sociodémographiques des personnes participantes





Remarque : profil échantillon d'observation. Pour chaque caractéristique, le graphique montre l'information disponible. Toutes les catégories ne sont pas disponibles pour tous les parcours (voir en annexe les parcours et les variables).

Répartition géographique des personnes participantes

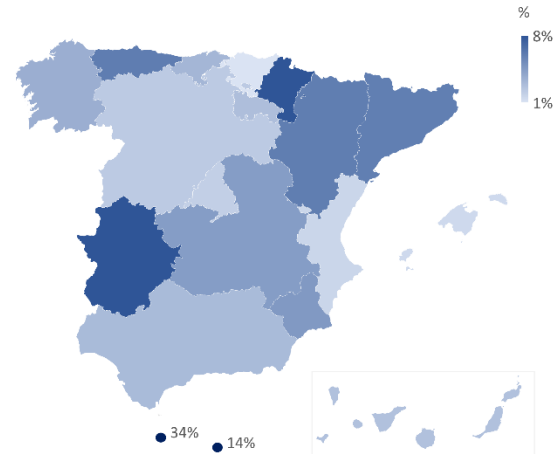
La **Figure 5.A** présente, en pourcentage, la répartition territoriale des personnes participantes par communautés et villes autonomes. On observe que les régions avec la plus grande concentration de personnes participantes sont la Catalogne, l'Andalousie, la Galice et la région de Madrid. Cela s'explique par le fait que ces régions canalisent un plus grand nombre de projets, mais aussi, en partie, par une plus grande concentration de population dans certains territoires. C'est le cas de la région de Madrid, de la Catalogne et de l'Andalousie. Cette répartition se rapproche de celle des bénéficiaires du RMV.

La **Figure 5.B** fournit un complément d'analyse, en indiquant, pour chaque région, la proportion de personnes participantes au sein de la population en situation d'extrême pauvreté. Les pourcentages se rapportent aux personnes participantes et aux personnes vivant dans leurs ménages. On observe que dans plusieurs régions les taux de couverture sont élevés et qu'ils peuvent même dépasser les 10 %. Ce résultat indique que, malgré le caractère expérimental des parcours, un pourcentage significatif de la population a pu y participer.

Figure 5.A Pourcentage de personnes participant aux parcours selon les communautés et villes autonomes



Figure 5.B Pourcentage de personnes bénéficiaires des parcours par rapport à la population en situation d'extrême pauvreté



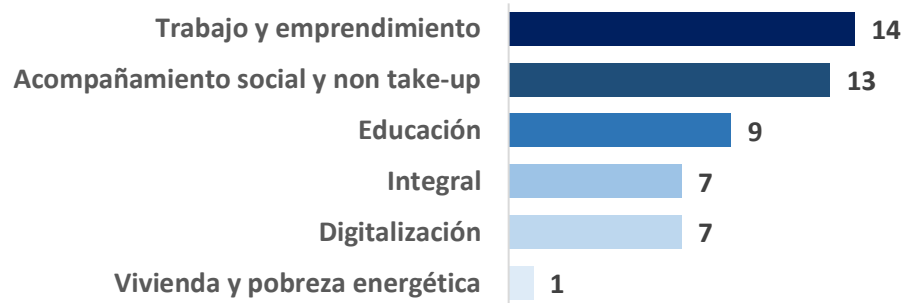
La carte de la figure 7.A montre le pourcentage de personnes ayant participé aux parcours (échantillon d'observation) dans les différentes communautés et villes autonomes. La carte de la figure 7.B montre, pour chaque région, le pourcentage de bénéficiaires des parcours (personnes bénéficiaires directes et personnes vivant dans leurs ménages) par rapport à la population en situation d'extrême pauvreté (revenus inférieurs à 40 % du revenu médian).

Projets par domaines d'intervention

Les paragraphes suivants offrent une description des différents domaines d'intervention des projets. Les parcours sont regroupés en fonction des *principaux* domaines d'action. Il convient de préciser que certains parcours couvrent plusieurs domaines d'action et que, par conséquent, les différentes catégories ne sont pas exclusives. L'**annexe D** présente la liste complète des projets avec, pour chaque projet, les principaux domaines d'intervention, le nombre de personnes participantes et la description de la population cible.

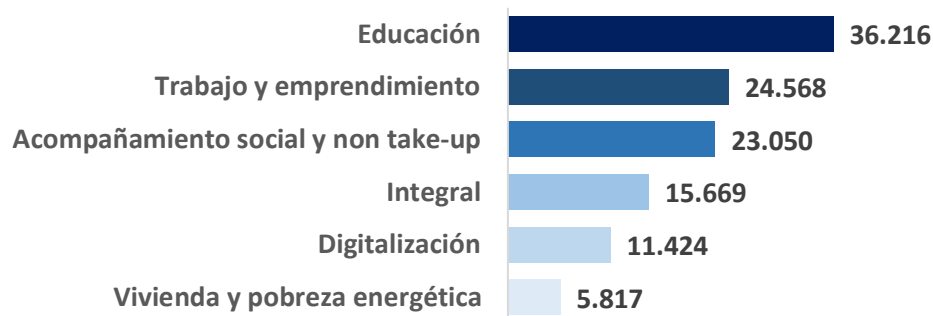
La **Figure 6.A** indique que les parcours les plus nombreux sont ceux liés à la recherche d'emploi et à l'entrepreneuriat, et qu'ils sont souvent associés à des formations et à des parcours complémentaires. Le deuxième groupe correspond à l'accompagnement social et aux actions visant à réduire le non-recours aux minima sociaux (appelé aussi « non-take-up »). Viennent ensuite les projets d'éducation, les parcours intégrés qui conjuguent des actions dans de multiples domaines, et enfin les interventions sur la fracture numérique et sur le logement et la précarité énergétique. La **Figure 6.B** indique le nombre total de personnes participantes par domaine d'intervention. On constate que l'éducation est l'un des domaines avec le plus grand nombre de personnes participantes, ce qui s'explique par le fait que ce domaine est souvent associé à des interventions en milieu scolaire menées au niveau classe. La catégorie suivante est l'emploi et l'entrepreneuriat, et les autres domaines figurent dans le même ordre que dans le graphique présentant le nombre de projets par domaines d'intervention.

Figure 6.A. Nombre de parcours selon les principaux domaines d'intervention



Remarque : catégories non exclusives.

Figura 8.B. Personas participantes selon le domaine d'intervention du parcours





Remarque : catégories non exclusives.

Le tableau 3 renseigne sur les principales actions ou interventions regroupées par domaines d'interventions en indiquant pour chacune les organismes de mise en œuvre. Les projets dits « intégrés » dans la **Figure 6.A** sont des projets qui conjuguent plusieurs des interventions énumérées dans ce tableau. Le tableau 3 mentionne aussi des actions en matière de soins et de santé qui ont été associées à d'autres interventions⁹.

⁹ La catégorie « santé et soins » n'apparaît pas dans les figures 8.A et 8.B car aucun projet n'en a fait son domaine d'action principal.

Tableau 3. Principales actions par domaine d'intervention

 EMPLOI ET ENTREPRENEURIAT	
Type d'action	Projets
<p>Accompagnement personnalisé vers l'emploi Accompagnement individualisé. L'emploi s'adapte à la personne. Les actions ont pour objectif d'offrir un accompagnement et/ou une formation spécifique en fonction des besoins et des préférences de la personne.</p>	<p>Plena Inclusión, Hogar Sí</p>
<p>Orientation individuelle pour l'emploi Séances individualisées pour l'élaboration de plans de recherche d'emploi adaptés aux particularités de chacun.</p>	<p>Région de Madrid, ville autonome de Ceuta, Save the Children, Castille-La Manche, Navarre-Services sociaux, Caritas-Emplea-Lab, Pays basque, mairie de Madrid</p>
<p>Formation en compétences professionnelles Stages de formation pour des professions demandées sur le marché du travail</p>	<p>Mairie de Barcelone, Galice, région de Madrid, mairie de Santander, Croix-Rouge, Pays basque</p>
<p>Compétences transversales pour l'emploi Ateliers ou séances de formation pour l'acquisition des compétences de base facilitant la recherche d'emploi : préparation à la rédaction de CV et aux entretiens d'embauche, développement des compétences personnelles, etc. Cours visant à développer la confiance en soi et le bien-être psychosocial.</p>	<p>Mairie de Barcelone, Aragon, Ayuda en Acción, région de Madrid, EAPN-Canaries, ville autonome de Ceuta, Save the Children, Castille-La Manche, Estrémadure, Croix-Rouge, Caritas-Emplea-Lab, Caritas-Accede, mairie de Santander</p>
<p>Compétences numériques pour l'emploi</p>	<p>Caritas-Emplea-Lab, EAPN Canaries, Save the Children, ville autonome de Ceuta</p>
<p>Aide à la conciliation Heures de service de garde d'enfants pour répondre aux besoins en matière de conciliation. Aides économiques pour les parents qui suivent une formation ou qui travaillent et qui ne peuvent pas s'acquitter de leurs responsabilités familiales.</p>	<p>Galice, EAPN-Canaries, mairie de Madrid, Castille-La Manche, Fondation La Caixa</p>

 NUMÉRIQUE	
Type d'action	Projets
<p>Formation en compétences numériques Cours de formation pour l'acquisition des compétences numériques de base qui facilitent la vie quotidienne et la communication avec les administrations publiques.</p>	<p>Aragon, Principauté des Asturies, ville autonome de Ceuta, Galice, EAPN-Canaries, région de Valence, région de Murcie, fondation CEPAIM, Caritas-Accede, Croix-Rouge, Fondation Secretariado Gitano</p>
<p>Fourniture de dispositifs portables et/ou de matériel informatique Fourniture et/ou aide à l'achat de téléphones portables, de tablettes ou d'ordinateurs en cas d'obstacles à l'accès numérique.</p>	<p>Principauté des Asturies, ville autonome de Ceuta, EAPN-Canaries</p>
<p>Aides à la connectivité Aide à l'utilisation d'internet sur des dispositifs portables (SIM, subvention internet, etc.) en cas de fracture numérique.</p>	<p>Principauté des Asturies, EAPN-Canaries, Fondation Secretariado Gitano</p>



ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET NON-RECOURS RMV

Type d'action	Projets
<p>Accompagnement social personnalisé Séances individuelles d'accompagnement pour répondre aux besoins spécifiques de la personne participante en matière de bien-être émotionnel. Accompagnement thérapeutique spécifique dirigé par des professionnels de référence en fonction des besoins particuliers de la personne participante.</p>	<p>Save the Children, région de Valence, Castille-La Manche, région de Murcie, Plena Inclusión, Croix-Rouge, fondation CEPAIM, Fondation Secretariado Gitano, Estrémadure, Navarre-Services sociaux</p>
<p>Actions collectives d'accompagnement social Séances de groupe visant à aborder des problématiques spécifiques dont l'approche nécessite une dynamique de groupe et au cours desquelles un service de conseil est fourni pour la gestion des aides, des services et/ou des prestations. Projets favorisant la connaissance des aides publiques et offrant un accompagnement pour la demande de prestations, tout en travaillant à l'autonomisation des personnes pour qu'elles puissent s'informer des aides existantes et y avoir accès par elles-mêmes.</p>	<p>Mairie de Barcelone, Aragon, région de Madrid, EAPN-Canaries, ville autonome de Ceuta, région de Valence, Catalogne, Castille-La Manche, EAPN-Espagne, région de Murcie, fondation CEPAIM, Caritas-Accede</p>
<p>Activités de participation communautaire Activités de groupe pour encourager l'implication au sein de la communauté, l'accès aux ressources et services de loisirs, à la culture, etc. Création d'espaces de rencontre et de vivre-ensemble afin de favoriser les échanges dans les quartiers d'intervention et les zones rurales isolées.</p>	<p>Mairie de Barcelone, Galice, région de Murcie, Plena Inclusión, Caritas-Accede, région de Valence, Catalogne, fondation CEPAIM</p>



LOGEMENT ET PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Type d'action	Projets
<p>Aides à la réparation du logement Aides financières pour la réalisation de travaux de réparation et/ou de réhabilitation dans la résidence habituelle.</p>	<p>Catalogne</p>
<p>Conseil sur des questions liées au logement Séances de conseil (individualisé et/ou en groupe) afin d'aborder des problématiques diverses : conflits de voisinage, souscription des abonnements (eau, gaz, électricité), efficacité énergétique, économie du ménage, législation en matière de location, etc.</p>	<p>Catalogne</p>
<p>Aide au paiement des frais liés aux abonnements Accompagnement dans la gestion des factures, révision des factures et aides financières ponctuelles pour le règlement de celles-ci (eau, gaz, électricité) quand elles correspondent à la résidence habituelle et que la personne ne dispose pas d'autres moyens.</p>	<p>Catalogne, Galice</p>
<p>Accompagnement des personnes sans abri Accompagnement spécifique pour aider les personnes sans abri à surmonter certains obstacles structurels auxquels elles sont confrontées, notamment l'instabilité de l'habitat.</p>	<p>Hogar Sí, région de Valence</p>



ÉDUCATION

Type d'action	Projets
Tutorat (soutien scolaire individuel) Soutien scolaire pour les compétences de base (langue espagnole, mathématiques).	Navarre-Éducation, Fondation Bofill
Soutien scolaire en groupe Tutorat de groupe pour le renforcement scolaire dans les compétences clés.	Save the Children, Fondation Secretariado Gitano, Andalousie, mairie de Séville, Galice, Fondation Bofill
Développement première enfance Séances pour favoriser le développement psychomoteur, cognitif et social dans la première enfance.	Fondation La Caixa, Save the Children,
Développement des compétences personnelles /compétences douces (« soft skills ») Espaces consacrés à l'éducation intégrale (visant à développer la motivation, l'intelligence émotionnelle, la confiance en soi, les compétences socio-émotionnelles, etc.). Formation pratique pour le personnel enseignant, ateliers avec les élèves.	Ayuda en Acción, Andalousie, mairie de Séville, Fondation Bofill, mairie de Santander
Compétences parentales Séances de formation visant à développer les compétences parentales en mettant l'accent sur les soins et l'éducation (gestion des dynamiques familiales, liens affectifs, communication, stress parental, alimentation, etc.).	Fondation La Caixa, mairie de Madrid, Andalousie
Orientation professionnelle Entretiens d'orientation dans des établissements scolaires ou des espaces communautaires à l'intention, entre autres, des élèves de terminale.	Esplai, Ayuda en Acción, région de Murcie
Soutien aux activités éducatives non formelles Aides pour favoriser la participation à des activités extrascolaires, sportives et culturelles. Gestion saine des loisirs et du temps libre.	Esplai

Enfin, la **figure 9** montre la répartition territoriale des personnes participantes par domaines d'intervention, en indiquant le pourcentage de bénéficiaires par rapport à la population en situation d'extrême pauvreté.

Projets par modèle d'expérimentation. Les statistiques suivantes portent sur le modèle d'expérimentation aléatoire. Dans sa version la plus simple, cette méthodologie comprend un groupe de traitement et un groupe de contrôle, mais il y a des versions plus élaborées. Sur les 32 projets du Laboratoire, 20 ont été mis en œuvre avec un seul groupe de traitement et un seul groupe de contrôle, tandis que pour les 12 autres, plusieurs groupes de traitement et un groupe de contrôle ont été constitués¹⁰.

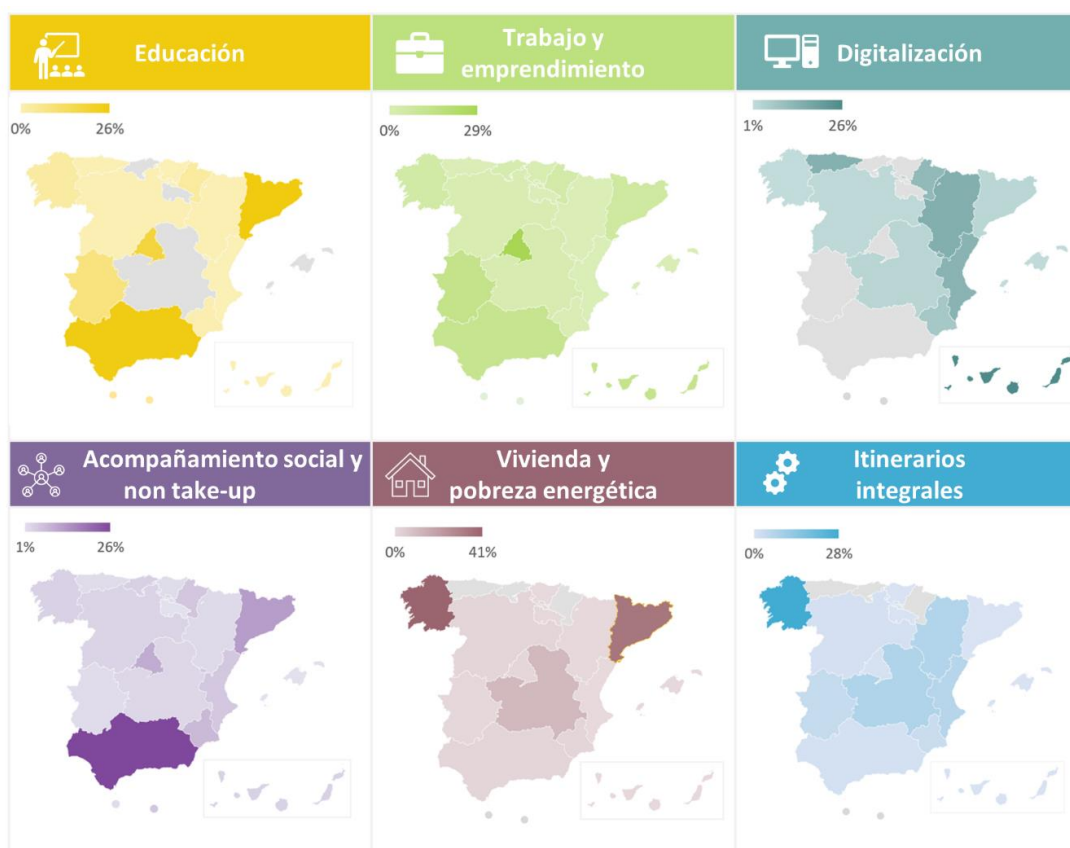
Les projets se différencient aussi en fonction de l'unité d'assignation aléatoire (unité de randomisation). Dans 21 projets, ce sont les individus qui ont été affectés aléatoirement aux différents groupes. Dans 6 projets, l'assignation aléatoire s'est appliquée aux

¹⁰ Sur les 12 projets à traitements multiples, 7 ont appliqué des traitements progressifs (un traitement de base auquel ont été ajoutées des interventions supplémentaires), et 5 ont été conçus selon le modèle 2x2 (un groupe de contrôle pur, un groupe recevant le traitement A, un autre recevant le traitement B et un quatrième groupe recevant les traitements A et B).

ménages. Et dans 5 projets, elle s’est effectuée à d’autres niveaux : 3 au niveau classe (milieu scolaire), 1 au niveau groupement paroissial (projet Caritas-Accede) et 1 au niveau quartier (EAPN-ES).

Enfin, il est important de préciser que, dans certains cas, il a été déconseillé de ne fournir aucune intervention dans le groupe de contrôle pour des raisons éthiques. Dans seulement 14 des 32 projets, le groupe de contrôle n’a bénéficié d’aucune intervention. Dans les 18 autres projets, le groupe de contrôle a bénéficié d’une intervention de base, qui souvent reflétait le degré d’accompagnement que reçoivent habituellement ces personnes. L’évaluation a alors permis de mesurer l’effet causal de l’aide *supplémentaire* reçue par les personnes du groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle. C’est un aspect important pour interpréter correctement les résultats de l’évaluation d’impact.

Figure 9. Répartition par communautés et villes autonomes des personnes participant aux parcours (par type d’intervention)

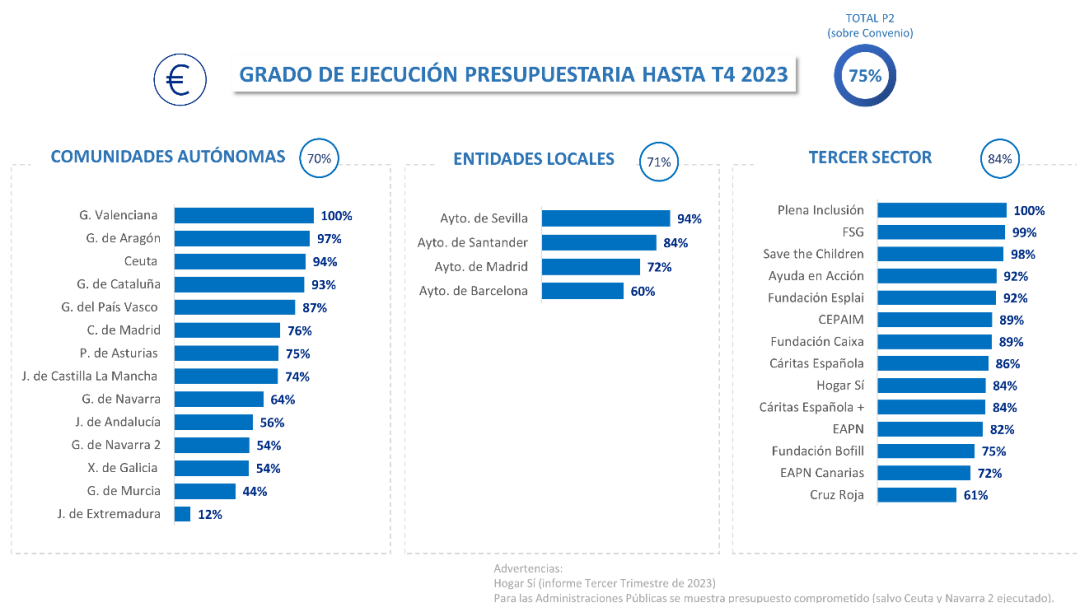


Remarque : ces cartes représentent pour chaque domaine d’intervention la répartition territoriale des personnes participantes (échantillon d’observation).

Projets par exécution budgétaire. Les graphiques suivants renseignent sur l’exécution budgétaire des projets. La **Figure 10** montre que, jusqu’au quatrième trimestre 2023,

75 % des fonds alloués en vertu des conventions initiales passées avec les organismes de mise en œuvre avaient été exécutés. Il est important de souligner qu’il restait encore deux trimestres pour exécuter les dépenses : jusqu’au 31 mars, pour exécuter et imputer les dépenses de diffusion et d’évaluation, et jusqu’au 30 juin pour les dépenses de justification de la subvention. Il est probable qu’au terme du délai de justification le budget exécuté soit plus élevé.

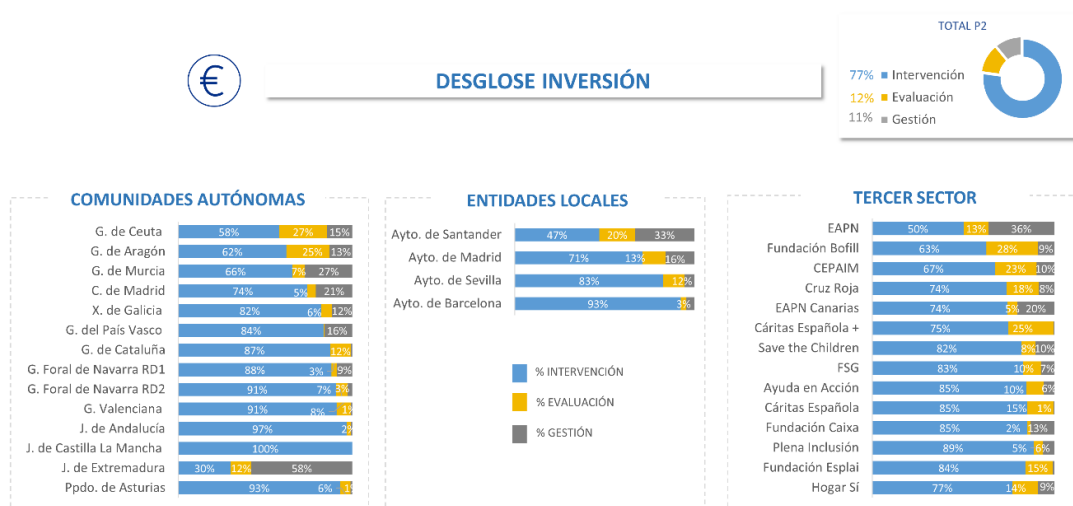
Figure 10. Degré d’exécution budgétaire



La

Figure 11 présente la ventilation du budget par postes de dépenses (mise en œuvre, exécution et gestion). Pour la plupart des projets, le gros des dépenses a été affecté à la mise en œuvre, soit 77 % sur l’ensemble des projets. Les coûts d’évaluation (par exemple, la réalisation d’enquêtes) ont représenté 12 % des dépenses, et les frais de gestion 11 %.

Figure 11. Ventilation du budget par postes de dépenses

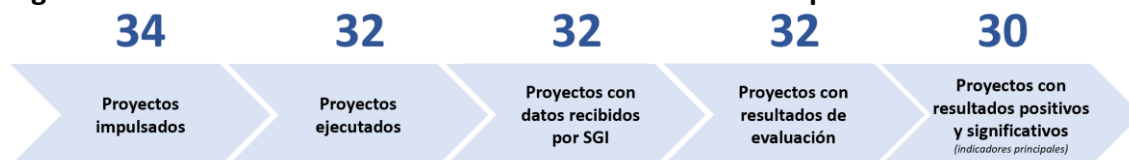


4. Résultats de l'évaluation d'impact

Cette section présente les principaux résultats de l'évaluation d'impact des projets. Le **Figure 72** offre une première vue d'ensemble du travail réalisé. Le ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations avait prévu de lancer 34 projets encadrés par des conventions. Sur ces 34 projets, 32 ont pu être exécutés. Ceux-ci ont été menés à terme de manière satisfaisante et le secrétariat général pour l'Inclusion (SGI) a reçu dans les délais prévus les données pertinentes afin de procéder à leur analyse et évaluation. Il est important de préciser qu'il s'agit déjà d'une réussite en soi car, dans le cadre des expérimentations aléatoires, il est fréquent que certains projets n'arrivent pas jusqu'à la phase d'analyse. Au moment de la rédaction du présent rapport, nous disposons des résultats d'évaluation de 30 projets. Sur ces 30 projets, 28

ont obtenu des résultats positifs et significatifs à 5 % pour les principaux indicateurs d'évaluation.

Figure 72. Vue d'ensemble des résultats de l'évaluation d'impact



Remarque : les projets qui n'ont pas pu être exécutés sont ceux de la région de La Rioja et de la région de Valence. Tous deux relevaient du deuxième décret royal (décret royal 378/2022).

Compte tenu des difficultés inhérentes à la création du Laboratoire, du grand nombre d'acteurs impliqués et des délais stricts et serrés établis pour l'exécution et l'évaluation des projets, le fait d'avoir pu obtenir autant de résultats d'évaluation est une réussite en soi.

L'**annexe A** fournit un résumé des principaux résultats d'évaluation pour chacun des projets.

4.1 Résultats des projets sur l'emploi et l'entrepreneuriat

Un nombre important de parcours abordent l'inclusion sociale sous l'angle de l'activation sur le marché du travail. Les interventions dans ce domaine sont de nature diverse, par exemple : accompagnement et formation individualisés, stages de formation pour des professions demandées sur le marché du travail, orientation individuelle pour l'emploi, formation en compétences numériques et psycho-émotionnelles ou encore aide à la conciliation.

La **Figure** résume quelques-uns des principaux résultats en matière d'insertion professionnelle. Les projets d'accompagnement personnalisé vers l'emploi ciblant les personnes sans abri ou en situation de handicap ont fourni de bons résultats : le projet de l'ONG Hogar Sí (personnes sans abri) a augmenté de 77 % le nombre de jours travaillés et le projet du réseau Plena Inclusión (personnes en situation de handicap) a augmenté de 73 % le nombre d'heures travaillées.

Des interventions d'accompagnement personnalisé vers l'emploi ont aussi été menées dans le cadre de projets mis en œuvre notamment par la région de Madrid, la ville autonome de Ceuta, Save the Children, la région de Castille-La Manche, l'organisation Caritas (avec ses projets « Emplea-Lab » et « Accede »), le réseau EAPN Canaries et le Pays basque. Il convient de souligner l'impact du projet conduit par les services sociaux de la région de Navarre, qui a augmenté de 13,7 % le nombre de jours travaillés. L'orientation individuelle pour l'emploi fournie dans la région de Castille-La Manche a accru l'employabilité de 28 %. Le projet Emplea-Lab de Caritas Espagne a permis d'augmenter de 0,12 écart-type le nombre d'offres d'emploi reçues. Le projet mis en œuvre en Estrémadure a conduit à une augmentation de 67 % du nombre d'heures travaillées pour les trois groupes de traitement.

Figure 13. Effets sur l'emploi ou l'employabilité

Figure 13.A Effets en pourcentage

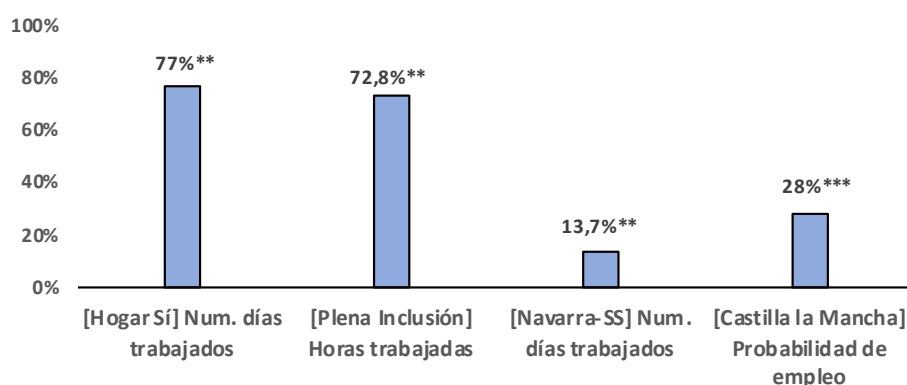
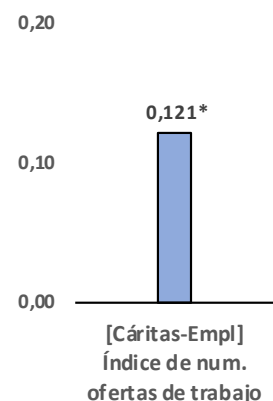


Figure 13.B Effets standardisés



Remarque : ce graphique montre les différences pour plusieurs indicateurs entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les résultats du panel A sont exprimés en pourcentage de la moyenne du groupe de contrôle. Les résultats du panel B sont exprimés en écart-type. ***= résultats statistiquement significatifs à un degré de confiance de 1 %. **= degré de confiance 5 %. *= degré de confiance 10 %.

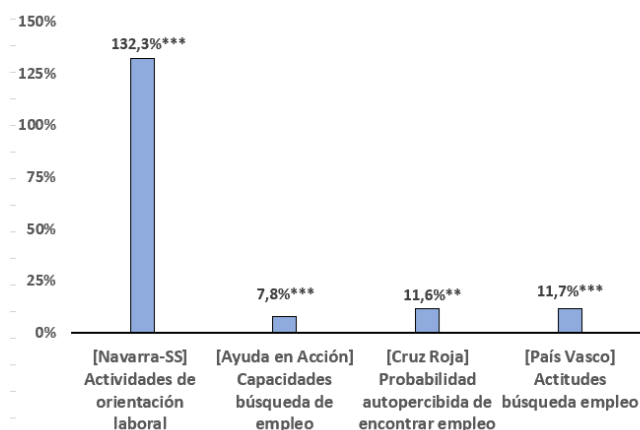
Les projets d'insertion professionnelle comprenaient souvent des interventions complémentaires : formation en compétences douces, aides à la conciliation ou formation en compétences numériques, transversales et professionnelles. Certains de ces projets ont eu des effets positifs sur l'employabilité. C'est le cas du programme de la région de Madrid, qui a amélioré l'employabilité de 0,5 écart-type. Le projet de l'ONG Hogar Sí a eu un impact significatif sur le nombre d'offres auxquelles postulent les personnes participantes et sur le nombre de processus de sélection auxquels elles participent.

Les projets d'insertion professionnelle ont également eu des effets positifs sur d'autres paramètres, comme la perception de l'employabilité, la motivation, l'orientation et les outils de recherche d'emploi. Ces attitudes et ces compétences sont souvent l'antichambre de l'insertion professionnelle. La *referencia* présente quelques-uns des principaux résultats obtenus. Par exemple, le projet de la région de Navarre a entraîné une augmentation de 132 % des actions d'orientation professionnelle reçues par les bénéficiaires. Le projet de l'ONG Ayuda en Acción, qui ciblait les jeunes, a augmenté de 7,8 % leurs compétences de recherche d'emploi. Le projet de la Croix-Rouge a amélioré de 11,6 % le sentiment d'employabilité. Le projet du Pays basque a amélioré de 11,7 % les comportements de recherche d'emploi. Les projets de la région de Madrid, d'EAPN Canaries et de Caritas (projet Accede) ont augmenté les indicateurs d'employabilité et de compétences acquises dans une fourchette de 0,23 à 0,53 écart-type. Le projet de l'ONG Ayuda en Acción a amélioré de 4,5 % l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Le projet de la région de Castille-La Manche a accru la qualification pour l'emploi (+21 %) et les compétences de recherche d'emploi (+13 %). Le projet de la mairie de Santander reflète une augmentation de

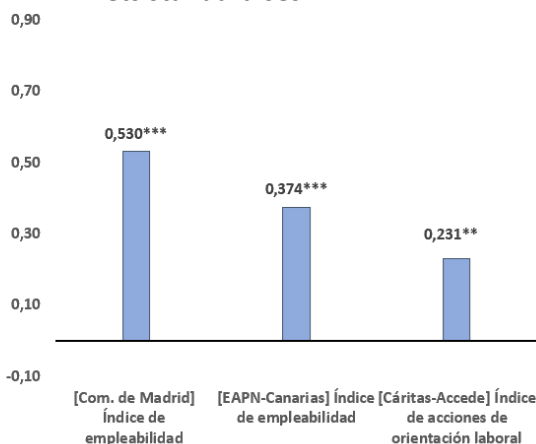
4,73 % de l'indice d'employabilité des personnes ayant bénéficié d'une intervention par rapport au groupe de contrôle.

Figure 14. Effets sur l'emploi ou l'employabilité

Figure 14.A Effets en pourcentages



14.B Effets standardisés



Remarque : ce graphique montre les différences pour plusieurs indicateurs entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les résultats du panel A sont exprimés en pourcentage de la moyenne du groupe de contrôle. Les résultats du panel B sont exprimés en écart-type. ***= résultats statistiquement significatifs à un degré de confiance de 1 %. **= degré de confiance 5 %. *= degré de confiance 10 %.

4.2 Résultats des projets d'accompagnement social et de réduction du non-recours aux minima sociaux

Les parcours d'accompagnement social sont parvenus à réduire les privations matérielles et sociales, à favoriser une meilleure connaissance des services sociaux, à accroître l'accès aux aides et à améliorer la satisfaction de vie et le bien-être psychologique des personnes participantes.

La **Figure 15** présente quelques-uns des principaux résultats en termes de bien-être psychologique. Le projet du réseau EAPN Canaries et le projet conduit par le gouvernement de l'Aragon ont respectivement augmenté le degré de satisfaction de vie de 4,5 % et de 1,9 %. Les projets mis en œuvre par le réseau Plena Inclusión, la région de Murcie et la fondation CEPAIM ont eu eux aussi des effets positifs sur les indicateurs de bien-être psychologique (+0,36, +0,29 et +0,15 écart-type, respectivement). Un autre projet qui a eu de l'impact est celui de l'ONG Hogar Sí, qui a amélioré la qualité de vie de 0,29 écart-type. Le projet de la mairie de Santander a augmenté l'indice de résilience de 7 % dans le groupe qui a bénéficié de la formation professionnelle par rapport au groupe de contrôle.

Figure 15. Résultats des projets d'accompagnement social

Figure 15.A Effets en pourcentages

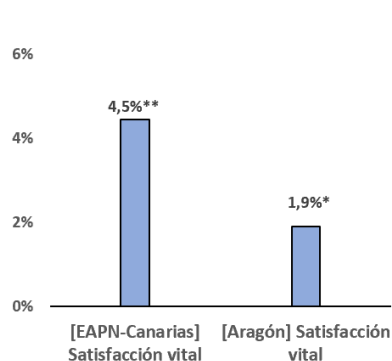
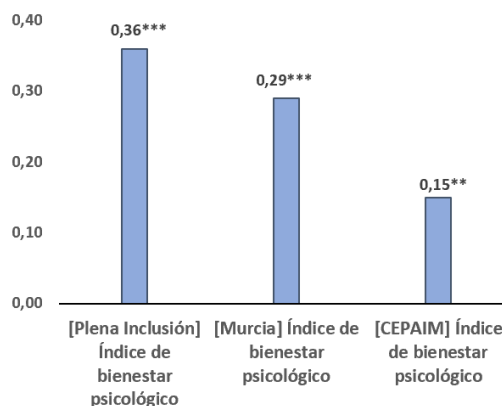


Figure 15.B Effets standardisés



Remarque : ce graphique montre les différences pour plusieurs indicateurs entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les résultats du panel A sont exprimés en pourcentage de la moyenne du groupe de contrôle. Les résultats du panel B sont exprimés en écart-type. ***= résultats statistiquement significatifs à un degré de confiance de 1 %. **= degré de confiance 5 %. *= degré de confiance 10 %.

Un certain nombre de projets d'accompagnement social ont été complétés par des actions visant à faire connaître aux personnes participantes les aides et les ressources publiques existantes. Ces interventions avaient pour objectif de **réduire le non-recours à certaines prestations sociales**, un phénomène connu sous l'appellation de « non-take-up ». La **Figure** présente les principaux résultats dans ce domaine. Le seul projet dont l'objectif principal était de réduire le non-recours aux minima sociaux est celui du réseau EAPN Espagne. L'accompagnement présentiel pour demander le revenu minimum vital a permis d'augmenter le nombre de demandes de 19,5 % dans les endroits où cette intervention a été réalisée. Il y a d'autres exemples de résultats positifs concernant la connaissance des ressources publiques et l'accès à celles-ci. Ainsi, le projet de la Fondation Secretariado Gitano a amélioré de 17,4 % l'accès aux ressources publiques. Le projet du gouvernement de l'Aragon a augmenté le niveau de connaissance des sites web de l'administration publique de 13 %. Le projet de la fondation CEPAIM adressé aux femmes migrantes a permis d'améliorer leur connaissance des ressources publiques de 0,31 écart-type et leur degré d'autonomie dans la gestion du RMV de 0,12 écart-type. Le projet Accede de l'organisation Caritas est également parvenu à augmenter l'accès aux aides publiques de 0,142 écart-type. Celui de la Croix-Rouge a augmenté la connaissance des ressources disponibles de 3,3 %. L'accompagnement présentiel en compétences numériques fourni dans le cadre du projet de la Principauté des Asturies a permis d'améliorer significativement l'interaction avec les administrations publiques par des moyens numériques, le nombre de démarches réalisées en ligne par les personnes bénéficiant de cet accompagnement ayant augmenté de 13 % par rapport au groupe de contrôle. Le projet des services sociaux de la région de Valence a augmenté de 0,2 écart-type la satisfaction vis-à-vis des services sociaux et de l'accueil reçu. Enfin, l'initiative mise en œuvre par la mairie de Barcelone pour améliorer le taux de participation au programme a augmenté de 14 % la probabilité de passer la phase de recrutement pour le groupe de traitement.

Certains de ces projets sont parvenus à réduire les degrés de vulnérabilité des personnes participantes. Les projets de la région de Castille-La Manche et de Save the Children ont respectivement réduit la vulnérabilité de 11 % et 12 %. Le programme de la Fondation Secretariado Gitano a amélioré la protection sociale des familles de 8 %. Le projet Accede de Caritas a augmenté de 16 % les revenus mensuels totaux des personnes participantes.

Figure 16. Résultats concernant la réduction du non-recours

Figure 16.A Effets en pourcentages

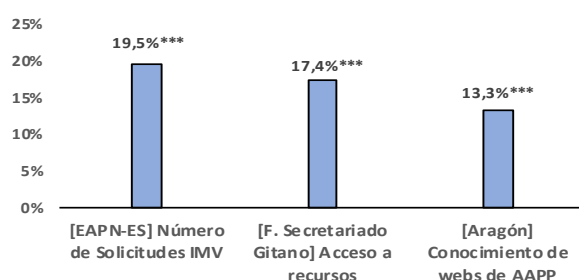
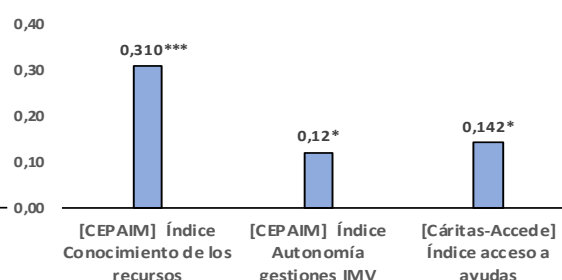


Figure 16.B Effets standardisés



Remarque : ce graphique montre les différences pour plusieurs indicateurs entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les résultats du panel A sont exprimés en pourcentage de la moyenne du groupe de contrôle. Les résultats du panel B sont exprimés en écart-type. ***= résultats statistiquement significatifs à un degré de confiance de 1 %. **= degré de confiance 5 %. *= degré de confiance 10 %.

4.3 Résultats des projets d'éducation

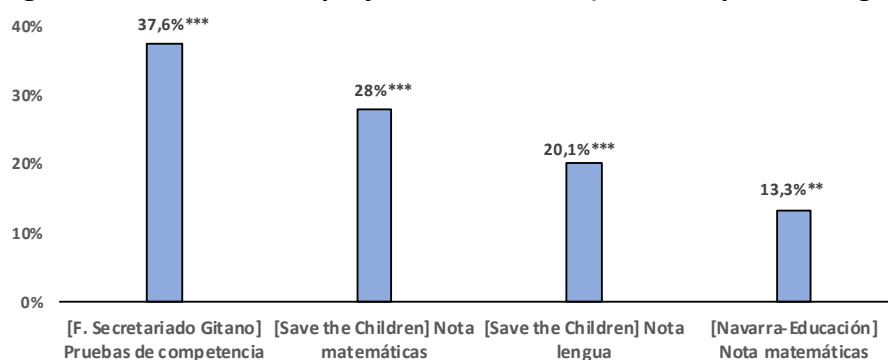
Neuf parcours s'inscrivent dans la thématique de l'éducation, couvrant différents domaines d'intervention : tutorat, soutien scolaire, développement dans la première enfance et développement des compétences douces et de l'esprit d'entreprise, etc.

Les programmes de **tutorat** et de **soutien scolaire** ont eu un impact positif sur les tests standardisés de compétences, mais l'impact sur les notes des élèves s'est avéré plus modéré et variable. Les résultats de la Fondation Secretariado Gitano méritent d'être soulignés, avec une amélioration de 37,6 % des résultats aux tests de compétence, de même que ceux du programme du département de l'éducation de la région de Navarre, avec une amélioration de 13,3 % de ces résultats en mathématiques. Le projet de la région de Navarre a également permis d'augmenter de 11 % les notes finales en mathématiques. Les élèves participant au projet intégré de Save the Children ont amélioré leurs résultats aux test standardisés de mathématiques (+28 %) et de langue espagnole (+20 %).

Par ailleurs, les parcours éducatifs permettent d'obtenir des améliorations scolaires qui vont au-delà des résultats que reflètent les tests. Ainsi le programme de la région de Navarre a renforcé la confiance en soi des élèves et réduit leur angoisse face aux mathématiques, tout en stimulant leur intérêt pour cette matière. Les projets de la

Fondation Secretariado Gitano et de Save the Children ont renforcé l'implication des parents dans l'éducation de leurs enfants. Le projet de la Fondation La Caixa a amélioré les compétences parentales (réactivité, affection, encouragement, éducation), les travailleuses et travailleurs sociaux ayant observé dans le groupe de traitement une augmentation de ces compétences comprise entre 0,33 et 0,63 écart-type. En Galice, les familles bénéficiant d'un traitement montrent une amélioration significative de 0,14 écart-type en ce qui concerne l'intégration et la réussite scolaire des enfants, et une amélioration de 0,12 écart-type en ce qui concerne la responsabilité parentale. Le projet de la fondation Esplai reflète une réduction de la probabilité de ne pas faire d'études de 1,5 point de pourcentage.

Figure 17. Résultats des projets d'éducation (effets en pourcentages)



Remarque : ce graphique montre les différences pour plusieurs indicateurs entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les résultats sont exprimés en pourcentage de la moyenne du groupe de contrôle. ***= résultats statistiquement significatifs à un degré de confiance de 1 %. **= degré de confiance 5 %. *= degré de confiance 10 %.

4.4 Résultats des projets portant sur les compétences numériques

Sept parcours d'inclusion ont pour domaine d'intervention les compétences numériques, avec pour objectif d'améliorer l'accès aux technologies de l'information et l'utilisation de ces technologies. D'autres projets ciblant l'emploi, l'éducation ou le non-recours aux minima sociaux, présentent aussi des axes de travail liés aux compétences numériques. Dans ce domaine, les principaux axes d'intervention sont au nombre de trois : **formation en compétences numériques, fourniture de dispositifs informatiques et aides à la connectivité.**

Les projets qui offrent une formation numérique ont permis d'améliorer considérablement les compétences numériques générales des personnes participantes. Le programme de formation numérique conduit en Aragon a amélioré de 53 % les résultats au test de compétences numériques. À l'issue du projet de la Fondation Secretariado Gitano, les compétences numériques des personnes participantes étaient supérieures de 15 % à celles du groupe de contrôle. Les membres du groupe de traitement du projet de la Croix-Rouge ont amélioré de 7,7 % l'auto-perception de leurs compétences numériques.

Les projets du réseau EAPN Canaries et de la fondation CEPAIM ont eux aussi produit des effets positifs sur les compétences numériques (+0,39 et +0,28 écart-type, respectivement). Par ailleurs, le projet de la ville de Ceuta a amélioré l'indicateur « identité numérique » de 0,41 écart-type, le projet conduit en Galice a augmenté les compétences numériques de 0,11 écart-type et celui de la région de Murcie a accru l'utilisation des services numériques de 0,16 écart-type.

Certains des programmes qui ont eu un impact positif sur les compétences numériques et l'utilisation d'internet pour la réalisation de démarches en ligne ont fourni des dispositifs informatiques et des aides à la connectivité. C'est le cas des projets de la Principauté des Asturies, d'EAPN Canaries et de la Fondation Secretariado Gitano. Ces résultats montrent que la fourniture de dispositifs connectés à internet et la formation numérique constituent l'une et l'autre des politiques efficaces, qui permettent de développer les compétences numériques et la réalisation de démarches en ligne. Les projets pilotes suggèrent aussi que la formation donne de meilleurs résultats et qu'elle constitue une valeur ajoutée à la disponibilité d'accès à internet.

Figure 18. Résultats en compétences numériques

Figure 18.A Effets en pourcentages

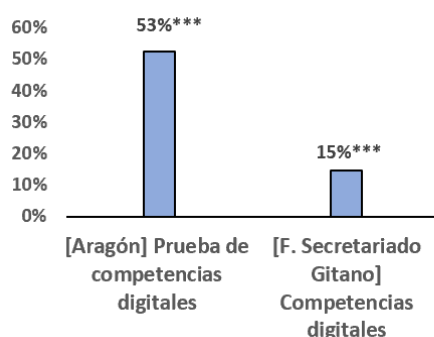
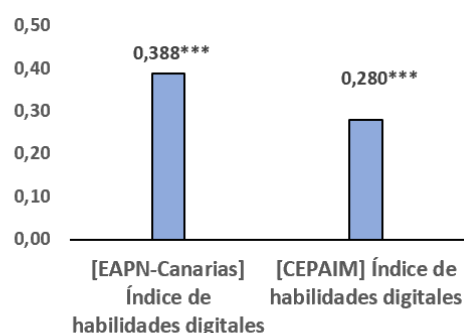


Figure 18.B Effets standardisés



Remarque : ce graphique montre les différences pour plusieurs indicateurs entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les résultats du panel A sont exprimés en pourcentage de la moyenne du groupe de contrôle. Les résultats du panel B sont exprimés en écart-type. ***= résultats statistiquement significatifs à un degré de confiance de 1 %. **= degré de confiance 5 %. *= degré de confiance 10 %.

4.5 Résultats en matière de santé, de participation sociale et de logement

Certains parcours d'inclusion proposent des interventions qui comprennent des actions en matière de santé et de soins. Celles-ci consistent essentiellement à apporter aux personnes participantes une formation dans ce domaine, avec des ateliers ou des séances de formation visant à favoriser l'adoption de comportements favorables à la santé (nutrition, loisirs et activité physique, abandon de la consommation de toutes

sortes de substances toxiques). Elles comprennent également un soutien psychologique, voire, dans certains cas, un accompagnement pour obtenir les aides aux dépenses de santé non couvertes par la sécurité sociale (frais médicaux, thérapeutiques ou pharmaceutiques). Si ces projets ont en général des résultats modérés sur la santé physique, ils peuvent avoir des **effets positifs sur le bien-être émotionnel et la santé mentale**. Par exemple, en Castille-La Manche, les personnes participant au parcours ont montré une satisfaction de vie supérieure de 8 % à celle du groupe de contrôle et une plus grande auto-perception de leur autonomie (+0,15 écart-type). Les projets conduits dans les régions de Murcie et de Galice ont, l'un et l'autre, amélioré de 0,29 écart-type la satisfaction émotionnelle des personnes participantes.

Certains projets ont aussi eu des effets positifs sur le niveau de participation sociale et de citoyenneté active. C'est le cas de celui mis en œuvre par la Fondation Secretariado Gitano, qui a conduit à une augmentation de 21 % du niveau de participation sociale. Par ailleurs, le projet Accede de l'organisation Caritas a eu un impact positif significatif de 0,48 écart-type sur l'indicateur « participation à un groupe communautaire au cours des six derniers mois », et le projet de la fondation CEPAIM a amélioré de 0,31 écart-type la connaissance des ressources de la communauté.

Enfin, un projet mis en œuvre par la région de Catalogne, qui avait pour domaine d'intervention le logement et la précarité énergétique, a eu un impact significatif sur les habitudes de consommation et l'efficacité énergétique des logements. Ainsi, concernant les habitudes de consommation, les personnes participantes qui ont été conseillées ont mieux réparti leur consommation d'énergie sur toute la journée (+36 %) et utilisé de manière plus efficace les appareils consommateurs d'énergie (+2 %). L'efficacité énergétique des logements s'est améliorée de 12 % lorsque des investissements ont été réalisés dans le logement.

Un autre projet qui a donné des résultats intéressants en matière de logement est celui de l'ONG Hogar Sí. Les membres du groupe de traitement ont pu disposer d'un logement stable pendant 5,5 semaines de plus que les membres du groupe de contrôle. Par ailleurs, l'accompagnement personnalisé a entraîné une progression moyenne de plus de deux échelons dans la grille ETHOS, qui mesure le degré d'accès à un logement décent.

Figure 19. Résultats des parcours intégrés sur les niveaux de bien-être

Figure 19.A Effets en pourcentages

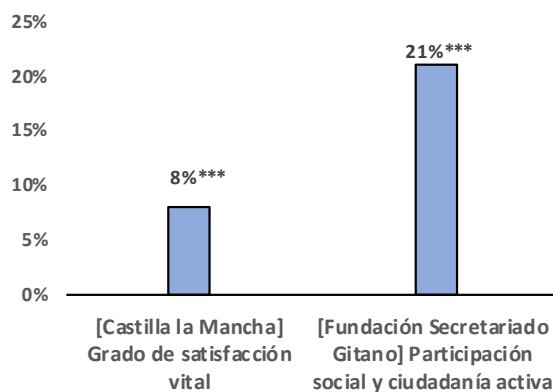
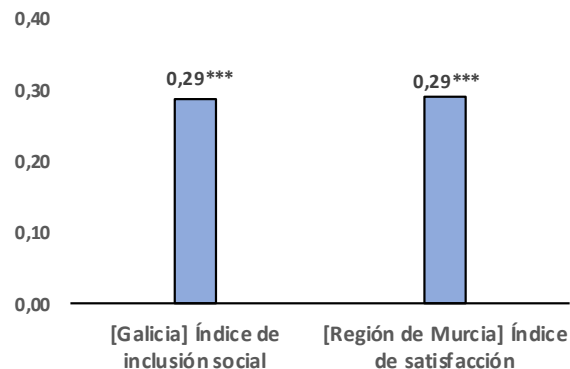


Figure 19.B Effets standardisés



Remarque : ce graphique montre les différences pour plusieurs indicateurs entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Les résultats du panel A sont exprimés en pourcentage de la moyenne du groupe de contrôle. Les résultats du panel B sont exprimés en écart-type. ***= résultats statistiquement significatifs à un degré de confiance de 1 %. **= degré de confiance 5 %. *= degré de confiance 10 %.

5. Enseignements et recommandations en matière de politiques publiques

Cette section présente les enseignements tirés de l'évaluation qui peuvent être utiles pour la conception des politiques publiques et l'inclusion à grande échelle des parcours dans les politiques d'inclusion des administrations publiques.

1. Investir dans l'accompagnement personnalisé

Les projets évaluant l'accompagnement personnalisé et intégré par rapport à des approches plus standards et moins intensives ont obtenu des résultats nettement positifs. Cela a été le cas dans des projets tels que ceux mis en œuvre par Hogar Sí, Plena Inclusión, la Fondation Secretariado Gitano et les régions de Castille-La Manche et de Galice, entre autres. Écouter attentivement les personnes, se montrer sensible à leur situation et adapter les interventions à leur réalité sont des éléments cruciaux pour la réussite des projets. Il est important de souligner que cette approche personnalisée a été possible grâce au soutien permanent des travailleurs sociaux et du personnel spécialisé, **ce qui met en évidence l'importance d'avoir de faibles ratios personnes vulnérables/personnel technique.**

Dans l'optique de l'évaluation, une limite inhérente à cette approche, en raison de son caractère intégré et personnalisé, est qu'il n'est pas facile de déceler les composantes spécifiques qui sont à l'origine des effets positifs, d'où la nécessité de poursuivre les recherches afin d'identifier les interventions ou protocoles d'action les plus efficaces.

2. Agir sur différents plans

L'insertion socioprofessionnelle représente un défi important pour les groupes les plus vulnérables. Les résultats de divers projets indiquent néanmoins qu'**il est possible de parvenir à l'insertion professionnelle si l'orientation professionnelle est complétée par d'autres actions.**

C'est le cas des méthodologies d'accompagnement personnalisé vers l'emploi (projets Hogar Sí et Plena Inclusión), qui se caractérisent par un accompagnement intensif axé sur l'adaptation de l'intervention aux préférences, aux compétences et aux circonstances particulières de chaque individu.

D'autres projets ont obtenu des résultats positifs lorsque les actions générales de soutien à la recherche d'emploi sont associées à des **interventions psychosociales visant à améliorer l'estime de soi** des personnes participantes, ou à des interventions visant à développer des compétences douces (aptitudes à la communication, travail en équipe, résolution de conflits). Des résultats positifs ont également été obtenus dans le cadre d'actions intégrant une aide à la conciliation, une formation spécifique aux compétences numériques ou dans des domaines à forte demande de main-d'œuvre (par exemple, les projets mis en œuvre par la région de Castille-La Manche, les services sociaux de Navarre, EAPN Canaries, Ayuda en Acción, Cáritas-Emplea-Lab, Cáritas Accede, Croix-Rouge).

Ces résultats montrent qu'il existe des synergies importantes entre les différentes stratégies d'intervention et que l'impact des initiatives peut être amplifié par la combinaison de différentes approches.

3. Promouvoir les réseaux d'entraide sociale et l'accompagnement psychologique

Plusieurs projets ont été menés en s'appuyant sur l'intégration d'**interventions axées sur le bien-être psycho-émotionnel dans les parcours d'insertion professionnelle, d'accompagnement social ou de soutien scolaire.**

Ces initiatives ont eu un **impact positif sur le bien-être émotionnel des personnes participantes et leur inclusion sociale.** Dans certains cas, les interventions ont été réalisées au niveau d'une communauté sous la forme de séances de groupe, ce qui a également favorisé le développement de **réseaux d'entraide** entre les personnes participantes et la possibilité de s'aider au sein du groupe. Ces actions ayant été combinées à d'autres initiatives, il est difficile de déterminer l'impact spécifique de la création d'un réseau d'entraide. Cependant, associé à d'autres actions, la création de ce réseau a eu un effet positif sur les indicateurs d'inclusion.

4. Prioriser l'investissement dans l'éducation en tant que levier pour améliorer le capital humain

Neuf parcours se sont concentrés sur **l'éducation, couvrant des domaines tels que le tutorat, le soutien scolaire, le développement de la première enfance et la promotion des compétences douces et de l'esprit d'entreprise.** Les interventions de tutorat et de soutien scolaire ont eu un impact positif sur les tests standardisés de compétences.

En outre, les parcours combinant le soutien scolaire et l'accompagnement social **ont eu un impact positif non seulement sur les résultats scolaires, mais aussi sur des aspects tels que la confiance en soi** et la réduction de l'anxiété mathématique, l'implication accrue des parents dans l'éducation de leurs enfants et l'amélioration d'indicateurs généraux en matière d'éducation, notamment l'assiduité et les résultats scolaires. L'un des programmes axés sur le développement de la première enfance par le biais des compétences parentales a également donné des résultats positifs. Par ailleurs, les programmes d'entrepreneuriat et de développement de compétences douces, axés sur les jeunes en enseignement professionnel ont permis de réduire de 40 % la probabilité de décrochage, ce qui met en évidence l'efficacité de ces interventions globales dans le renforcement des acquis éducatifs et sociaux des personnes participantes.

Ces résultats soulignent que le soutien éducatif ciblant les groupes vulnérables permet d'améliorer de manière significative les résultats scolaires et le bien-être des personnes participantes, tout en agissant comme un **levier essentiel pour promouvoir le capital humain** et accroître la productivité dans la société.

5. Réduire la fracture numérique par la formation

Plusieurs projets ont mis en place des actions visant à améliorer les compétences numériques des groupes vulnérables. **La mise à disposition de dispositifs et la formation aux compétences numériques se sont révélées être des stratégies efficaces pour réduire la fracture numérique**, car en plus de faciliter l'accès à la technologie ils renforcent la capacité des personnes participantes à l'utiliser efficacement dans leur vie quotidienne et dans leur interaction avec l'administration. Ils se sont également révélés être des **leviers efficaces pour la recherche d'emploi**, dans la mesure où ils ont contribué à améliorer les compétences numériques des personnes participantes et leur capacité à utiliser des outils numériques pour rechercher un emploi. Les résultats suggèrent que la combinaison de l'accès aux dispositifs et de la formation spécialisée offre les meilleurs résultats, d'où l'importance d'avoir des politiques intégrées pour le développement des compétences numériques et l'insertion sur le marché du travail.

6. Le Laboratoire, un grand potentiel, mais de grands défis : intensifier les efforts dans la phase de recrutement et de fidélisation aux projets

Le Laboratoire, qui est un projet d'une ampleur considérable par sa portée et sa méthodologie ambitieuse, s'est vu confronté à des défis complexes.

L'une des principales gageures a été l'adaptation au calendrier imposé par le PRTR, un défi majeur pour les administrations publiques, car les procédures à suivre pour l'exécution des dépenses publiques ne sont pas faciles à concilier avec la nature innovante et expérimentale de ces projets.

Le long processus de planification et de conception a réduit le temps disponible pour la mise en œuvre et l'évaluation des projets, non seulement en raison des exigences administratives mais aussi de la nécessité d'adapter les projets à la méthodologie des

essais randomisés, qui exige des efforts considérables pour garantir un échantillon suffisant de personnes participantes et la normalisation des interventions. La mise en place du Laboratoire, dans un contexte général de méconnaissance de cette méthodologie, a impliqué un important processus d'apprentissage.

Le recrutement a présenté des difficultés pour de nombreuses entités, en raison du grand nombre de personnes à recruter. Ces difficultés ont parfois été le résultat de l'absence d'analyse préalable pour évaluer la demande pour les actions proposées, et souvent des circonstances complexes des personnes susceptibles de participer, qui ont limité leur capacité à s'engager dans le parcours, notamment les problèmes de conciliation ou les problèmes de santé physique ou mentale. Dans certains cas, les difficultés rencontrées lors du recrutement ont été mises à profit pour mener des recherches plus approfondies sur les meilleurs moyens pour communiquer avec les personnes participantes et les fidéliser (projets de la mairie de Barcelone et d'EAPN Canaries). La méthodologie expérimentale a cet avantage de pouvoir s'adapter aux circonstances et de réorienter les évaluations pour tirer le plus grand profit des retours d'expérience dans le cadre de la conception de politiques publiques.

Ces défis marquent l'activité du Laboratoire, qui cherche constamment à offrir les meilleures réponses grâce à la coordination de toutes les parties impliquées. Les leçons tirées tout au long de ce processus sont un atout pour les initiatives futures.

7. Renforcer la collaboration avec les administrations et les structures de proximité

Certains des parcours qui ont donné les meilleurs résultats ont été mis en place par des entités solides avec une grande expérience dans la problématique des groupes cibles. C'est le cas des organisations du tiers secteur, en particulier celles qui s'adressent à des groupes présentant une vulnérabilité particulière, comme l'organisation Hogar Sí (sans-abri), le réseau Plena Inclusión (personnes handicapées), la fondation CEPAIM (femmes migrantes), ou la Fondation Secretariado Gitano (population gitane).

Le succès de ces initiatives tient d'abord à la connaissance approfondie que ces organisations ont des besoins et des réalités des groupes dont elles s'occupent. En outre, l'efficacité est renforcée par le travail en amont et l'établissement d'un lien de confiance entre la population cible et l'entité, ce qui facilite la compréhension et la collaboration réciproques. Cette relation étroite entre les organisations et les groupes présente également des avantages du point de vue de l'évaluation, car elle facilite le recrutement et la fidélisation des personnes participantes au programme et conduit à des taux de réponse plus élevés aux enquêtes et aux formulaires.

Ces cas prouvent qu'il **est possible d'améliorer l'inclusion sociale et professionnelle des groupes les plus vulnérables, à condition que les interventions soient soigneusement conçues pour répondre à leurs problématiques particulières**, et qu'elles soient mises en œuvre par un personnel en qui ils ont confiance. Il est également essentiel de disposer d'un personnel qui non seulement comprend la complexité de chaque situation, mais qui s'attache également à cultiver et à renforcer les relations de confiance avec les personnes participantes.

8. La proximité, clé de la réduction du non-recours aux minima sociaux : renforcer les processus de soutien pour surmonter les obstacles à l'accès aux prestations publiques

Les projets visant à analyser et à atténuer le phénomène du « non-recours » aux prestations publiques (« non-take-up »), ont révélé sa nature complexe, tout en mettant en lumière qu'il n'existe pas de solution unique et définitive. Les **interventions axées exclusivement sur l'information donnée aux personnes participantes ont montré qu'elles ne suffisaient pas** à elles seules à augmenter le nombre de demandes de prestations, même dans le cas de personnes qui ignoraient leur existence. En revanche, les stratégies favorisant la proximité et **l'accompagnement présentiel se sont révélées beaucoup plus efficaces**, ce qui laisse entendre que le processus d'accompagnement, que ce soit au stade de la demande de la prestation ou dans le soutien continu apporté aux personnes pour qu'elles comprennent qu'elles sont des bénéficiaires éligibles de l'aide, est un facteur essentiel pour surmonter les obstacles à l'accès aux prestations publiques.

9. Un laboratoire d'expérimentation en coopération avec la communauté scientifique : la clé de l'innovation en matière de politiques d'inclusion

La création du **Laboratoire des politiques d'inclusion**, qui a assuré la coordination de 32 projets avec des interventions qui se chevauchent partiellement, a joué un **rôle crucial dans l'optimisation de l'apprentissage** quant aux interventions qui fonctionnent le mieux et de l'élaboration de politiques efficaces. L'étroite collaboration avec la communauté scientifique par le biais de partenariats stratégiques avec deux institutions internationalement reconnues, le CEMFI et le J-PAL, a également été déterminante. C'est grâce à cette collaboration qu'une méthodologie rigoureuse a pu être adoptée et que des évaluations conformes aux normes scientifiques internationales ont pu être conçues. En outre, la mise en œuvre de plusieurs projets dans le cadre d'un seul laboratoire a également permis d'homogénéiser les procédures, les bases de données et les méthodes d'évaluation des résultats. Une évaluation comparative détaillée des interventions a ainsi pu être effectuée et des enseignements précieux ont été tirés sur la reproductibilité et l'efficacité de diverses pratiques dans différents contextes.

L'expérience du **Laboratoire des politiques d'inclusion met en évidence le potentiel de l'administration générale de l'État à encourager l'innovation dans le domaine des politiques publiques**, en étroite collaboration avec d'autres administrations publiques, le tiers secteur et le monde scientifique. Elle constitue également une référence pour d'autres pays et un exemple d'amélioration des politiques publiques **sur la base de preuves scientifiques**.

10. Pilotage par l'État : fort potentiel de développement et d'intégration dans les politiques publiques. Réinvestir les apprentissages acquis pour la mise en œuvre des meilleures pratiques à grande échelle

Plusieurs projets ont démontré qu'ils pouvaient être menés à plus grande échelle et intégrés dans les politiques publiques. De fait, des mesures ont déjà été prises en ce sens. Par exemple, la fondation La Caixa a décidé d'étendre son intervention auprès des

familles ayant des enfants âgés de 0 à 3 ans au cours de l'année scolaire 2023-2024. Par ailleurs, le réseau Plena Inclusión a prévu d'appliquer à ses services la méthodologie de accompagnement personnalisé vers l'emploi, qui avait déjà été appliquée avant le projet pilote. Il convient de souligner que l'expérience du réseau Plena Inclusión en matière d'accompagnement personnalisé vers l'emploi a eu une influence significative sur la conception de l'intervention de Hogar Sí, ce qui démontre le potentiel de transfert de connaissances entre différentes entités. Pour sa part, EAPN Canarias envisage la possibilité d'étendre son projet REDLAB à l'ensemble de la communauté autonome des îles Canaries, en collaborant avec les administrations publiques, même si les interventions devraient être de moindre intensité.

Le processus de passage à plus grande échelle présente des défis intrinsèques, tels que la nécessité d'adapter la mise en œuvre du programme, par exemple aux contraintes budgétaires ou à la nécessité d'augmenter le nombre de personnes participantes. Ces adaptations sont essentielles pour garantir l'adéquation des interventions à des contextes plus vastes sans compromettre leur efficacité. À cet égard, un suivi détaillé de l'impact de ces changements sur les résultats du programme est essentiel pour s'assurer que le processus de mise à l'échelle ne compromet pas les bénéfices constatés dans la phase pilote. La capacité du Laboratoire à accompagner le processus d'extension, dans le cadre d'une évaluation continue et d'une analyse rigoureuse, est essentielle à la réussite de la mise à l'échelle de ces initiatives, de sorte que les leçons tirées à petite échelle puissent fournir des informations utiles quant à l'adoption de politiques publiques à caractère général.

6. Réalisation de l'objectif 351 du PRTR

Le présent rapport confirme la réalisation de l'objectif 351 du PRTR. Cet objectif prévoit qu'à l'issue d'au moins 18 projets pilotes, des évaluations accompagnées de recommandations en matière de politiques publiques soient publiées afin d'améliorer l'efficacité des stratégies d'inclusion sociale à l'horizon 2024. La documentation fournie, dont font partie le présent rapport et les analyses individuelles des 18 projets, viennent étayer la réalisation de cet objectif. Pas moins de 32 rapports, correspondant à des projets spécifiques et résumant les principales conclusions, sont prêts pour être présentés à la Commission¹¹.

Le présent rapport sera également présenté, accompagné des principales conclusions en matière de politiques publiques, de recommandations et de stratégies de mise à

¹¹ Les 18 projets qui seront présentés dans un premier temps sont ceux mis en œuvre par les entités suivantes : gouvernement régional d'Aragon, Ville autonome de Ceuta, gouvernement régional de Galice, gouvernement régional du Pays basque, Fondation Secretariado Gitano, Hogar Sí, Plena Inclusión, Save the Children, Cáritas Espagne (projet Accede), mairie de Barcelone, gouvernement régional de Catalogne, gouvernement régional de Madrid, gouvernement régional de Navarre (département de l'éducation), EAPN España, EAPN Canarias, fondation La Caixa, fondation Ayuda en Acción, fondation CEPAIM. Les raisons pour lesquelles ces projets ont été sélectionnés sont multiples, mais la priorité a été donnée à ceux dont les données et les résultats d'évaluation ont été disponibles le plus rapidement.

l'échelle, ainsi que d'une liste des évaluations qu'il conviendrait de réaliser lors d'une prochaine étape. Cette approche vise à orienter la mise à l'échelle sous la forme de politiques publiques qui soient rentables et agissent comme de véritables leviers pour l'inclusion, en favorisant un modèle d'inclusion plus juste et plus durable.

ANNEXE

A. Résumé des projets

PROJETS PILOTES MIS EN ŒUVRE PAR LE TIERS SECTEUR	49
1. Caritas - Accede.....	49
2. Fondation Secretariado Gitano.....	52
3. Hogar Sí.....	54
4. Plena Inclusión.....	56
5. Save the Children.....	59
6. Ayuda en Acción.....	61
7. Fondation CEPAIM.....	64
8. EAPN Espagne.....	66
9. EAPN Canarias.....	68
10. Fondation La Caixa.....	72
11. Fondation Bofill.....	75
12. Caritas – Emplea - Lab.....	77
13. Croix-Rouge.....	79
14. Esplai.....	81
PROJETS PILOTES MIS EN ŒUVRE PAR LES RÉGIONS.....	84
15. Aragon.....	84
16. Ville autonome de Ceuta.....	86
17. Galice.....	89
18. Pays basque.....	92
19. Catalogne.....	94
20. Région de Madrid.....	97
21. Navarre – Département de l'éducation.....	100
22. Andalousie.....	102
23. Principauté des Asturies.....	104
24. Castille-La Manche.....	106
25. Estrémadure.....	110
26. Région de Murcie.....	113
27. Navarre – Services sociaux.....	115
28. Région de Valence.....	117
PROJETS PILOTES MIS EN ŒUVRE PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES.....	120
29. Mairie de Barcelone.....	120
30. Mairie de Madrid.....	125
31. Mairie de Santander.....	125
32. Mairie de Séville.....	128

Projets pilotes mis en œuvre par le tiers secteur

Caritas Espagne : projet ACCEDE d'accompagnement intégré pour lutter contre l'exclusion sociale

L'objectif de l'expérimentation est d'évaluer si les parcours d'inclusion visant à fournir à leurs destinataires les moyens de prendre des décisions en toute autonomie offrent de meilleurs résultats que les accompagnements standards mis en place pour satisfaire leurs besoins.

L'expérimentation évalue l'impact d'un programme destiné à des personnes en situation d'exclusion professionnelle, économique et sociale qui viennent demander de l'aide auprès des délégations paroissiales de Caritas. Ces personnes reçoivent un accompagnement personnalisé et adapté à leurs besoins dans trois domaines : économique, social et relationnel. Ce programme offre aussi des espaces de rencontre aux personnes participantes afin qu'elles puissent créer des réseaux entre elles (espaces « ACCEDE »).

Organisme de mise en œuvre

Caritas Espagne

Budget (établi dans une convention)

6 170 912,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 5 301 106,88 euros, soit 85,90 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Laura Hospido et Yarine Fawaz).

Informations générales

Caritas Espagne	Exclusion sociale
<p>Créée en 1947, Caritas Espagne est une confédération qui organise l'action caritative et sociale de l'Église en Espagne.</p> <p>Elle promeut le développement intégral des personnes, en particulier des plus pauvres et des personnes en situation d'exclusion, en offrant un accompagnement aux personnes vulnérables.</p> <p>Elle rassemble 70 délégations diocésaines chargées de coordonner, d'orienter et de promouvoir l'action caritative et sociale chacune dans leur diocèse. Dans le cadre de ce programme, 18 délégations diocésaines ont été les opérateurs finaux du projet dans leur zone géographique d'action.</p>	<p>L'exclusion sociale se manifeste sous diverses formes et a des conséquences diverses. La fondation FOESSA (fondation de Caritas pour la promotion des études sociales et de la sociologie appliquée) définit l'exclusion sociale comme « un phénomène lié à une accumulation de difficultés dans différents domaines, ce qui inclut la pauvreté, mais concerne aussi l'emploi, le logement, les relations sociales ou l'accès aux systèmes de protection sociale ». L'exclusion sociale doit donc être entendue comme un processus marqué par plusieurs étapes, qui éloignent la personne de l'intégration à mesure que les difficultés s'accumulent.</p>

Intervention

Le groupe de contrôle et le groupe de traitement bénéficient des services d'accompagnement traditionnel des délégations paroissiales de Caritas, à savoir : aides financières ou en nature ; accès aux prestations de Caritas, des organismes sociaux ou des services publics ; accompagnement dans les démarches administratives ou, encore, détection de situations de vulnérabilité sociale, entre autres.

En complément de cet accompagnement traditionnel, le groupe de traitement bénéficie d'une intervention concrète et personnalisée qui comprend notamment des formations en compétences numériques, des activités visant à améliorer les relations avec la communauté ou toute une série d'activités adaptées aux besoins de chaque personne participante. Toujours pour le groupe de traitement, les paroisses ont ouvert des espaces physiques, appelés « espaces ACCEDE », où les personnes participantes disposent d'une connexion à internet et de ressources informatiques qui leur permettent d'accéder à un grand nombre de ces services personnalisés. L'objectif de l'expérimentation est d'évaluer l'efficacité de ces actions personnalisées par rapport à un modèle d'accompagnement traditionnel.

Champ d'action

La **population cible** est composée de personnes en **risque de pauvreté ou d'exclusion sociale**, déjà prises en charge dans les paroisses ou venues demander de l'aide auprès de ces paroisses pendant la période de recrutement des personnes participantes. La zone d'action géographique correspond à la zone d'influence des 18 délégations paroissiales de Caritas qui mettent en œuvre le projet : Barbastro-Monzón, Barcelone, Bilbao, Carthagène-Murcie, Ciudad Real, Huelva, Huesca, Madrid, Majorque, Minorque, Mérida-Badajoz, Ourense, La Rioja, Salamanque, Segorbe-Castellón, Sigüenza-Guadalajara, Tenerife et Zamora.

Profil des personnes participantes

73 % des personnes participantes sont des femmes. La plupart de ces personnes ont entre 30 et 54 ans, elles sont majoritairement sans emploi (66 %), avec un niveau d'éducation primaire (27 %), voire non alphabétisées ou sans formation certifiée (34 %).

Plan de l'expérimentation

L'unité de randomisation est le groupement paroissial. 32 groupements paroissiaux ont été assignés au groupe de traitement et 32 au groupe de contrôle soit, au total, 44 paroisses pour le groupe de traitement et 44 paroisses pour le groupe de contrôle. Dans chaque groupement paroissial, l'intervention a ciblé toutes les familles répondant aux critères de sélection au sein du groupement.

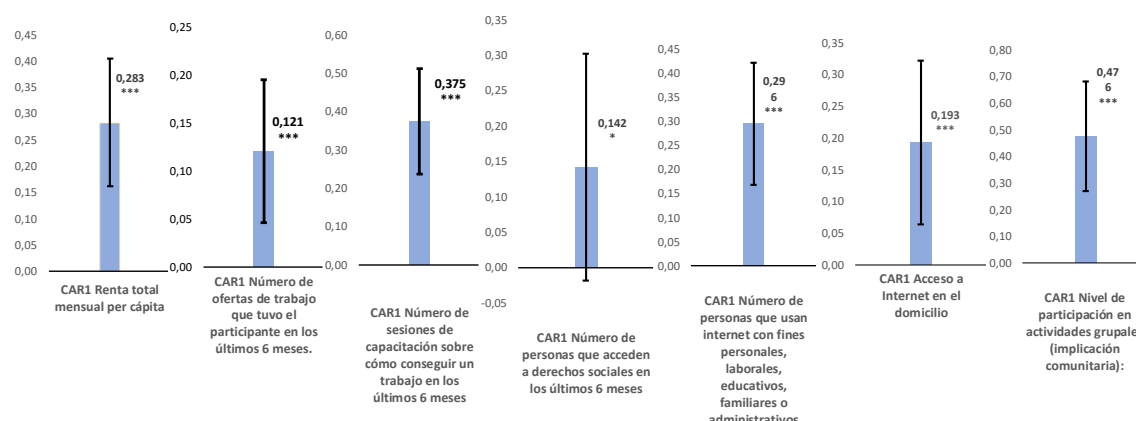
2 625 personnes ont participé au projet, 1 420 dans le groupe de traitement et 1 205 dans le groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Le projet pilote ACCEDE a démontré être une initiative prometteuse pour favoriser l'inclusion sociale et améliorer les compétences numériques des familles vulnérables. La création d'un

espace commun de référence et les séances de formation ont eu un impact positif sur plusieurs aspects majeurs de la vie des personnes participantes.

- Amélioration de la **situation économique** des personnes participantes : augmentation significative du revenu mensuel du ménage¹².
- Progrès en termes d'**employabilité** : augmentation du nombre d'entretiens d'embauche et d'offres d'emploi reçues ; plus grande participation aux actions de formation et d'orientation pour l'emploi.
- Impact positif sur l'**accès aux droits et aux services** : meilleure connaissance des droits et des services et augmentation du nombre de demandes.¹³
- Amélioration des **compétences numériques et de l'accès à internet** : nette amélioration tant au niveau des compétences numériques¹⁴ que de l'accès à internet, que ce soit à domicile ou par d'autres moyens¹⁵.
- Plus grande **participation aux groupes communautaires** : malgré l'absence de changement notable concernant la satisfaction vis-à-vis des relations sociales, on observe une amélioration significative de la participation à l'un ou l'autre groupe de la communauté, ce qui reflète une intégration sociale plus active¹⁶.



Dans l'ensemble, le projet a eu un impact positif sur l'insertion professionnelle et sociale des personnes participantes.

¹² Efecto positivo significativo de 0,29 punto de error-tipo para el indicador « total des revenus par personne au cours des 6 derniers mois ».

¹³ Efecto positivo significativo de 0,14 punto de error-tipo sur les démarches réalisées auprès des services sociaux, du trésor public, des services de santé publique et d'éducation.

¹⁴ Efecto positivo significativo de 0,30 punto de error-tipo para el indicador « utilización d'internet à des fins personnelles, professionnelles et éducatives ».

¹⁵ Efectos positivos significativos de 0,19 y 0,16 punto de error-tipo, respectivamente.

¹⁶ Efecto positivo significativo de 0,48 punto de error-tipo para el indicador « participación a un grupo comunitario au cours des 6 derniers mois ».

Fondation Secretariado Gitano : projet d'accompagnement éducatif et social des familles en situation d'exclusion

L'expérimentation évalue l'impact d'un programme éducatif et d'accompagnement destiné aux familles en risque d'exclusion sociale, principalement de l'ethnie gitane. Le projet a pour objectif de développer les compétences scolaires des élèves afin qu'ils réussissent à l'école, d'améliorer la situation sociale des familles et d'accroître leur implication dans le processus éducatif.

Organisme de mise en œuvre

Fondation Secretariado Gitano

Budget (établi dans une convention)

2 536 971,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 2 505 943,82 euros, soit 98,80 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Ana García-Hernández et Inés Torres).

Informations générales

Fondation Secretariado Gitano (FSG)	Exclusion sociale de la population gitane
<p>Organisation sociale interculturelle, à but non lucratif, qui travaille depuis 40 ans en faveur de la promotion et de l'égalité des chances de la communauté gitane en Espagne et en Europe.</p> <p>Mission : promotion intégrale du peuple gitane selon une approche fondée sur la diversité culturelle.</p> <p>La FSG œuvre en faveur de la promotion et du changement social afin de faciliter l'accès des personnes gitanes aux droits, aux prestations, aux biens et aux services sociaux sur un pied d'égalité avec le reste de la population.</p>	<p>La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la vulnérabilité des groupes qui, comme le peuple gitane, se trouvaient déjà en situation d'exclusion sociale avant la pandémie. En matière d'éducation, le fossé entre la communauté gitane et le reste de la population est important : 63 % des jeunes de 16 à 24 ans n'ont pas terminé leur scolarité obligatoire, contre 4 % pour le reste de la population. Les dispositifs d'aide et d'accompagnement des élèves et de leurs familles doivent être renforcés afin de réduire la persistance de la pauvreté dans certains milieux.</p>

Intervention

Les principaux **domaines d'intervention** du projet sont : l'éducation, l'accessibilité numérique et l'accompagnement social.

Le groupe de traitement a bénéficié des interventions suivantes :

- un parcours éducatif, pour lequel ont été définies comme actions prioritaires le soutien scolaire et l'accompagnement éducatif des élèves et de leurs familles ;

- un accompagnement social et personnalisé des familles visant à faciliter l'accès aux services et aux prestations, ainsi qu'à développer les compétences de base ;
- un service d'accessibilité technologique comprenant le prêt d'ordinateurs, la fourniture de points d'accès à internet et l'acquisition de compétences numériques (programme adressé aux élèves et aux familles).

Au moment du recrutement, les élèves allaient de la troisième année de primaire à la troisième année d'enseignement secondaire.

Le groupe de contrôle n'a bénéficié d'aucune intervention, à l'exception d'aides concrètes visant à couvrir des besoins essentiels (accès aux minima sociaux, revenu minimum vital) ou d'un soutien ponctuel, en cas d'urgence, l'organisation ayant décidé d'intervenir pour des raisons éthiques.

Champ d'action

Population cible : élèves en scolarité obligatoire, issus ou non de la communauté gitane, ainsi que leurs familles (parents ou tuteurs légaux des enfants, adolescents et adolescentes participant aux différents actions). La zone d'action géographique couvre six provinces espagnoles : **Corogne, Asturies, Grenade, León, Madrid et Murcie.**

Profil des personnes participantes

Les élèves sont majoritairement âgés de 9 à 15 ans et il y a 52 % de filles. Les cours suivis vont de la troisième année de primaire à la troisième année de secondaire. Une grande partie des familles concernées ne reçoivent pas de prestations sociales (43 %).

Plan de l'expérimentation

399 familles ont participé au projet. 197 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement (270 élèves) et 202 au groupe de contrôle (268 élèves). L'unité de randomisation est la famille.

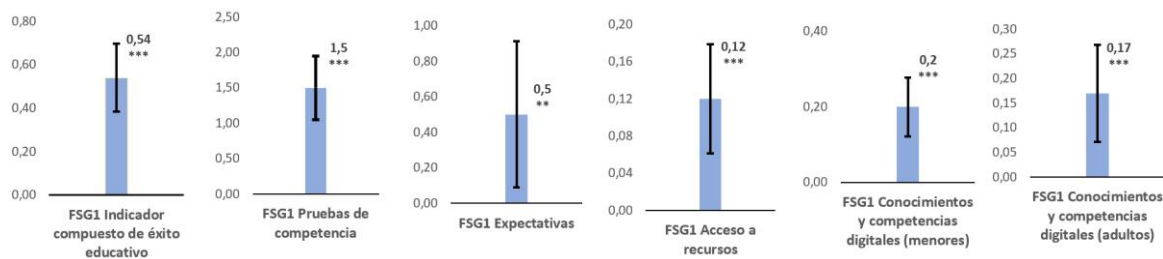
Résultats de l'évaluation

La vie des familles de la communauté gitane qui ont bénéficié de l'accompagnement intégré a connu un changement significatif dans les domaines d'action du programme : éducation, intégration sociale et compétences numériques.

- **Amélioration en matière d'éducation** :
 - Le parcours scolaire des enfants qui ont bénéficié du programme a connu une transformation positive, avec une **amélioration de 18 % de leurs résultats scolaires**. Les élèves du groupe de traitement ont obtenu des notes plus élevées d'1,5 point que les élèves du groupe de contrôle (5,49 contre 3,99). Autrement dit, le traitement a entraîné une amélioration de 38 % des performances scolaires des enfants.

- Les familles qui ont reçu le traitement s'intéressent et participent plus à l'éducation de leurs enfants que les familles du groupe de contrôle. En outre, les élèves ont eux-mêmes des **attentes scolaires plus élevées**.
- Ces résultats sont essentiels, car ils peuvent avoir une influence positive sur le futur parcours scolaire des enfants.
- **Accès aux services et aux prestations** : les familles qui ont reçu le traitement se sont plus familiarisées avec les aides et les prestations sociales disponibles. La participation des familles du groupe de traitement à la vie de la communauté s'est accrue de 21 %.
- **Compétences numériques** : les jeunes et les adultes ont amélioré leurs compétences numériques (+ 16 % et + 21 % respectivement) par rapport aux personnes qui n'ont pas reçu le traitement.

Ce programme ne contribue pas seulement à améliorer la qualité de vie actuelle des familles de la communauté gitane. Il jette aussi les bases d'un avenir plus prometteur grâce à l'éducation, la participation communautaire et l'accès à la technologie.



Hogar Sí : projet d'accompagnement personnalisé vers l'emploi pour les personnes sans abri

Ce projet a mis en place un dispositif d'accompagnement personnalisé vers l'emploi, qui repose sur une grande interaction entre les bénéficiaires et le personnel d'accompagnement et qui vise à faciliter la sortie autonome du système de prise en charge en favorisant l'accès au marché du travail et la stabilisation dans l'emploi.

Organisme de mise en œuvre

Hogar Sí

Budget (établi dans une convention)

2 891 015 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 2 420 257,21 euros, soit 83,7 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Miguel Almunia).

Informations générales

Hogar Sí	Sans-abrisme
<p>Organisation sociale à but non lucratif, indépendante et d'envergure nationale. Mission : lutte contre le sans-abrisme selon une approche fondée sur les droits. Pour en finir avec le sans-abrisme, Hogar Sí considère qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des changements et des actions innovantes à différents niveaux : logement, santé, emploi, sécurité et services sociaux.</p>	<p>Le phénomène du sans-abrisme touchait plus de 28 000 personnes en Espagne en 2022 (Institut national de la statistique). Chaque personne sans abri présente des problématiques et des situations très diverses, ce qui explique l'inefficacité des réponses généralistes. Il est essentiel de mettre en place des programmes et des actions adaptés à chaque personne.</p>

Intervention

L'expérimentation a pour objectif d'évaluer l'efficacité et l'efficience d'un modèle innovant d'accompagnement personnalisé par rapport au modèle traditionnel fondé sur le développement de parcours d'insertion professionnelle. L'intervention consiste en un **accompagnement des personnes sans abri plus intensif et personnalisé, avec un plus grand nombre d'heures consacrées à cet accompagnement** par le travailleur ou la travailleuse sociale. Les principaux **domaines d'intervention** du projet sont : l'emploi (axe central du projet) ; l'accès aux services sociaux ; la santé et les soins ; le logement.

Champ d'action

La **population cible** est composée de personnes sans abri. La zone d'action géographique couvre les villes suivantes : **La Corogne, Carthagène, Madrid, Murcie, Palma de Majorque et Valence.**

Profil des personnes participantes

75 % des personnes participantes sont des hommes et 25 % sont des femmes. La plupart ont entre 30 et 59 ans. 54 % ont la nationalité espagnole.

Plan de l'expérimentation

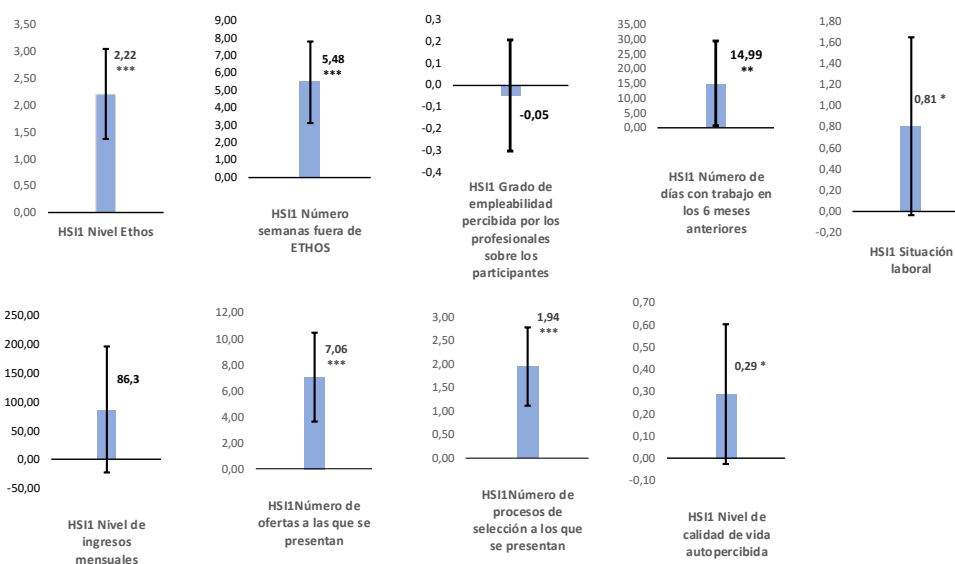
322 personnes ont participé au projet¹⁷. 154 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement et 168 au groupe de contrôle. Le groupe de contrôle a reçu un accompagnement standard ou traditionnel et le groupe de traitement un accompagnement plus intensif et personnalisé.

Résultats de l'évaluation

Par rapport au modèle traditionnel, le nouveau modèle d'accompagnement des personnes sans abri a conduit à des améliorations dans plusieurs domaines.

¹⁷ Au total, 344 personnes ont participé. Mais 22 des personnes assignées au groupe de traitement ont été intégrées dans des entreprises d'insertion et n'ont donc pas été prises en compte dans l'évaluation des résultats.

- **Amélioration de la situation en termes d’habitat : logement stable pendant 5,5 semaines de plus** au cours des six derniers mois.
- **Amélioration de la qualité de vie** : augmentation de l’auto-perception de la qualité de vie (+ 0,28 point d’écart-type).
- **Amélioration de l’employabilité** : les personnes du groupe de traitement se présentent à un plus grand nombre d’offres d’emploi que les personnes bénéficiant de l’accompagnement traditionnel (+ 7,5) et participent à un plus grand nombre de procédures d’embauche (+ 2 environ).
- **Amélioration de l’insertion professionnelle** : à l’issue du programme, les personnes du groupe de traitement avaient travaillé en moyenne 15 jours de plus au cours des six mois précédents que les personnes du groupe de contrôle, d’après les fiches de relevé de carrière de la sécurité sociale.



Les effets sur la situation économique sont également positifs, même s’ils sont peu précis et non significatifs.

Plena Inclusión : projet d’accompagnement personnalisé vers l’emploi pour l’inclusion sociale des personnes en situation de handicap intellectuel

Ce projet met en place un dispositif d’accompagnement personnalisé vers l’emploi qui se caractérise par une grande interaction entre le personnel d’accompagnement et les personnes atteintes de déficiences intellectuelles et de troubles du développement afin d’améliorer leur intégration sur le marché du travail, leur insertion sociale et leur bien-être.

Organisme de mise en œuvre

Confédération Plena Inclusión España

Budget (établi dans une convention)

2 540 972 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 2 535 918,45 euros, soit 99,8 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Samuel Bentolila et Yanina Domenella).

Informations générales

Confédération Plena Inclusión España	Déficiences intellectuelles et troubles du développement
<p>Organisation du tiers secteur, indépendante et constituée sous la forme d'une confédération d'organisations présentes sur l'ensemble du territoire national.</p> <p>Mission : contribuer à ce que les personnes atteintes de déficiences intellectuelles et de troubles du développement, ainsi que leurs familles, puissent développer un projet de qualité de vie ; promouvoir leur inclusion en tant que citoyens et citoyennes.</p>	<p>En 2021, plus de 541 000 personnes étaient atteintes de déficiences intellectuelles et de troubles du développement en Espagne (Institut national de la statistique). Ces personnes sont confrontées à de grands obstacles pour accéder au marché du travail, d'où un taux d'emploi très faible (17,5 %). Pour fournir un accompagnement efficace, il est essentiel de mettre en place des programmes intensifs et adaptés à chaque personne.</p>

Intervention

L'expérimentation a pour objectif d'évaluer l'efficacité et l'efficience d'un modèle innovant d'accompagnement personnalisé par rapport aux autres modèles traditionnels fondés sur le développement de parcours d'insertion professionnelle. L'intervention consiste en **un accompagnement plus intensif et personnalisé des personnes atteintes de déficiences intellectuelles et de troubles du développement afin de découvrir ce que chaque personne peut offrir sur le marché du travail, de configurer et de négocier des opportunités d'emploi auprès d'employeurs potentiels, l'accompagnement se poursuivant après l'obtention d'un emploi.** Le principal **domaine d'intervention** est l'emploi.

Champ d'action

La **population cible** est composée de personnes atteintes de déficiences intellectuelles et de troubles du développement. La zone d'action géographique couvre les régions suivantes : **Andalousie, Aragon, Canaries, Castille-et-León, Catalogne, région de Madrid, région de Valence, Estrémadure, Galice, La Rioja, Principauté des Asturies et région de Murcie**, ainsi que la ville autonome de **Ceuta**.

Profil des personnes participantes

56 % des personnes participantes sont des hommes et 44 % sont des femmes. La plupart ont entre 20 et 44 ans. 89 % sont sans emploi.

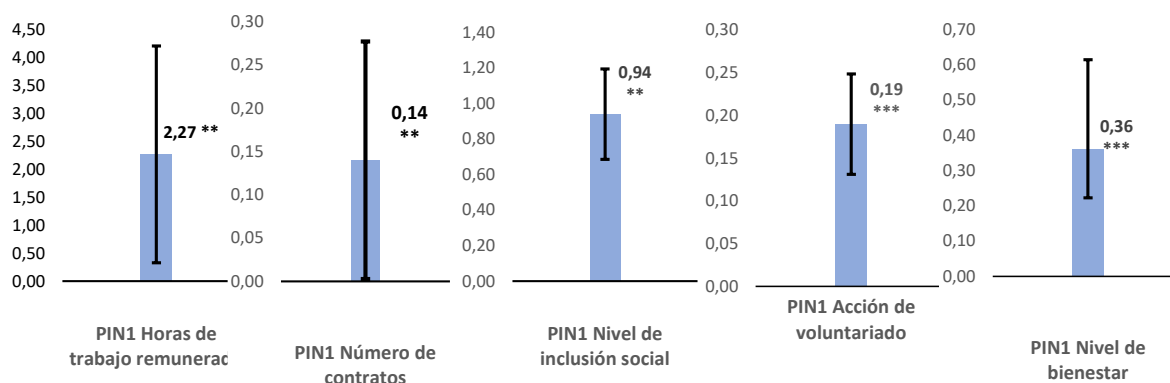
Plan de l'expérimentation

512 personnes qui étaient déjà en relation avec Plena Inclusión ont participé au projet. 259 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement et 253 au groupe de contrôle. Le groupe de contrôle a bénéficié d'un accompagnement standard et le groupe de traitement d'un accompagnement plus intensif et personnalisé dans le cadre du projet d'accompagnement personnalisé vers l'emploi. À cette approche générale, s'est ajoutée l'évaluation spécifique du traitement pour les 435 personnes sans emploi au début du projet (232 dans le groupe de traitement et 203 dans le groupe de contrôle). Ces résultats sont ceux indiqués ci-dessous.

Résultats de l'évaluation

Le nouveau modèle d'accompagnement des personnes atteintes de déficiences intellectuelles et de troubles du développement a conduit à des améliorations dans plusieurs domaines.

- **Augmentation des heures travaillées : + 2,3 heures travaillées par semaine** grâce au traitement.
- **Augmentation du nombre de contrats de travail : + 45 %** sur la période écoulée entre le début et la fin du traitement.
- **Augmentation de l'intensité d'emploi** : parmi les personnes avec un handicap intellectuel supérieur à 65 %, **l'intensité d'emploi¹⁸ augmente de 3,8 points de pourcentage**, mais la probabilité d'être employé à la fin du traitement reste inchangée.
- **Amélioration de l'inclusion sociale : meilleure auto-perception du degré d'inclusion sociale¹⁹.**
- **Amélioration du bien-être** : les personnes du groupe de traitement **sont plus satisfaites de leur vie²⁰.**



¹⁸ Mesure du nombre de jours travaillés par rapport au nombre total de jours de la période.

¹⁹ + 0,94 écart-type par rapport au groupe de contrôle.

²⁰ + 0,36 écart-type par rapport au groupe de contrôle.

Save The Children : projet de parcours d'inclusion à l'intention de familles en situation de vulnérabilité

Ce projet évalue l'impact d'un traitement global sur l'inclusion sociale de familles avec enfants à charge en situation de vulnérabilité. Il vise à garantir leur accès aux services et prestations, à apporter un soutien personnalisé aux adultes pour trouver ou améliorer un emploi et à fournir un soutien scolaire aux enfants, adolescents et adolescentes afin de réduire la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Organisme de mise en œuvre

Save The Children

Budget (établi dans une convention)

7 647 534,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 7 473 267,50 euros, soit 98 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Verónica Gonzáles, Teresa Molina-Millán et Pedro Rey)

Informations générales

Save The Children	Exclusion sociale
<p>Organisation indépendante à but non lucratif œuvrant à la promotion et à la défense des droits des enfants, des adolescents et adolescentes. Présente dans plus de 120 pays, elle répond aux situations d'urgence, met en œuvre des programmes de développement et contribue à donner aux enfants une enfance saine et sûre.</p> <p>En Espagne, elle travaille depuis plus de 30 ans dans le cadre de programmes destinés aux enfants les plus vulnérables, en se concentrant sur les enfants en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.</p>	<p>34,5 % des enfants de moins de 18 ans sont en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale en Espagne, ce qui en fait l'un des pays de l'UE où la situation des enfants est la plus critique. L'écart entre la grande pauvreté des enfants, adolescents et adolescentes et celle de l'ensemble de la population reste important. Il est essentiel de réduire l'impact de la situation de vulnérabilité sociale sur les résultats scolaires des enfants, adolescents et adolescentes et, partant, sur la transmission intergénérationnelle du niveau d'éducation et de la situation de pauvreté.</p>

Intervention

L'objectif est d'évaluer l'efficacité et l'efficacité relatives des interventions socio-éducatives et socioprofessionnelles, et d'une approche globale conjuguant les deux types d'interventions, afin d'améliorer trois aspects de la vie des familles avec des enfants et des adolescents et adolescentes socialement exclus ou en risque d'exclusion : la qualité de vie ; l'intégration socioprofessionnelle des adultes ; la continuité éducative et l'apprentissage des mineurs.

Dans le premier groupe de traitement, les familles ont bénéficié d'un accompagnement social et les enfants âgés de 0 à 18 ans ont eu la possibilité de bénéficier de toutes les ressources éducatives. Le deuxième groupe d'intervention a bénéficié d'un accompagnement social et les adultes d'activités d'insertion professionnelle. Dans le troisième groupe d'intervention, un travail holistique a été réalisé avec tous les membres de la famille, qui ont donc bénéficié de tous les traitements précédents : accompagnement social, ressources éducatives pour les enfants, adolescents et adolescentes de 0 à 18 ans, et insertion professionnelle pour les adultes.

Le groupe de contrôle n'a reçu que l'accompagnement social.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de familles avec enfants à charge, bénéficiaires du revenu minimum vital (RMV) et/ou du revenu minimum régional, ou en situation de vulnérabilité économique, ayant une connaissance suffisante de l'espagnol et des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Les interventions ont été menées dans quatre municipalités : Fuenlabrada, Séville, Cadix et Melilla.

Profil des personnes participantes

38 % des familles participantes sont des familles monoparentales et, parmi les autres familles, les familles biparentales prédominent (49 %). La nationalité des adultes est majoritairement espagnole (55 %), suivie par les nationalités hors UE (33 %). Dans 59 % des familles, aucun adulte ne travaille.

Plan de l'expérimentation

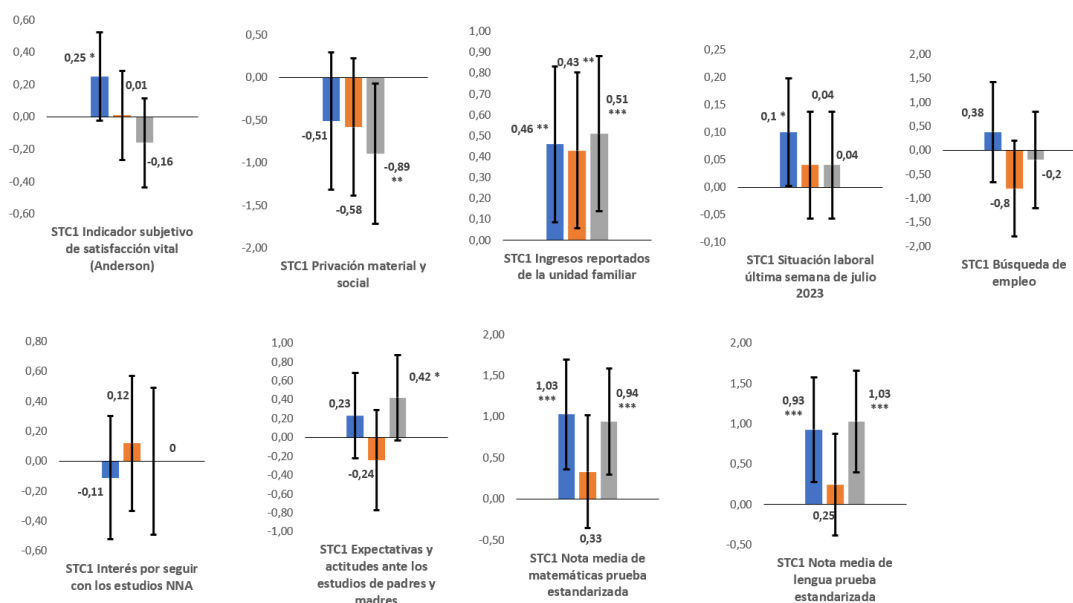
792 familles (3 133 personnes) ont accepté de participer à ce projet. Elles ont été assignées de manière aléatoire aux différents groupes de traitement (192 familles dans le groupe socio-éducatif, 190 familles dans le groupe socioprofessionnel et 190 familles dans le groupe global) et au groupe de contrôle (220 familles).

Résultats de l'évaluation

- **Réduction des privations matérielles et sociales** : la combinaison des interventions éducatives, sociales et d'emploi réduit les privations matérielles et sociales totales déclarées de 0,9 point.
- Des effets positifs sont constatés au niveau de **l'emploi au cours de la dernière semaine de juillet 2023** pour les familles du groupe d'intervention socio-éducatif, mais ils ne sont pas précis.
- **Améliorations des revenus mensuels nets** : la combinaison des interventions éducatives, sociales et d'emploi se traduit par une augmentation des revenus mensuels de 0,5 point au mois de juin 2023. Les familles du groupe de traitement socio-éducatif voient leurs revenus mensuels augmenter dans la même proportion en juin 2023. Cette augmentation est de 4 % dans le groupe de traitement socioprofessionnel. Ces chiffres signifient que, si le groupe de contrôle se situe en moyenne dans la fourchette de

601 € - 1 000 € de revenus mensuels nets, les familles des différents groupes de traitement se sont rapprochées de la fourchette 1 001 - 1 200 €.

- Des effets positifs sont également notés en ce qui concerne **la satisfaction professionnelle générale** des familles du groupe de traitement socioprofessionnel, mais ils ne sont pas précis.
- **Amélioration** dans les **attentes des parents à l'égard de la scolarisation de leurs enfants** : la combinaison des interventions éducatives, sociales et d'emploi augmente de 0,4 point les attentes des parents à l'égard de l'éducation des enfants, adolescents et adolescentes à leur charge. Cet effet signifie que les parents du groupe global s'attendent, en moyenne, à ce que leurs enfants puissent faire des études universitaires, tandis que ceux du groupe de contrôle s'attendent à ce que leurs enfants suivent un enseignement professionnel supérieur ou une formation équivalente.
- **Améliorations des résultats aux tests standardisés** : la combinaison des interventions éducatives, sociales et d'emploi augmente les résultats aux tests standardisés de 0,94 point en mathématiques et de 1,03 point en langue espagnole, ce groupe de traitement obtenant une moyenne de 4,3 en mathématiques et de 6 en langue espagnole. Les familles du groupe bénéficiant du traitement socio-éducatif ont également vu leurs résultats augmenter de 1,03 point en mathématiques et de 0,93 point en langue espagnole.



Fondation Ayuda en Acción : projet « eMprende » en faveur de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes en risque d'exclusion sociale

Ce projet évalue l'impact d'un programme de mise en œuvre et de dynamisation d'une formation spécifique à l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement professionnel.

Le projet vise à promouvoir l'employabilité et l'esprit d'entreprise chez les jeunes en risque d'exclusion sociale.

Organisme de mise en œuvre

Fondation Ayuda en Acción.

Budget (établi dans une convention)

4 303 776,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 3 962 970,87 €, soit 92,10 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Ana García Hernández, Inés Torres Rojas).

Informations générales

Ayuda en Acción	Décrochage scolaire et chômage des jeunes
<p>Ayuda en Acción est une organisation internationale qui cherche à créer des opportunités dans des environnements d'exclusion sociale et de grande vulnérabilité, dans plus de 20 pays. L'un de ses principaux objectifs est d'accompagner les enfants et les jeunes dans les étapes clés de leur existence, en leur facilitant l'accès à l'éducation et la transition vers l'emploi et l'entrepreneuriat, et en favorisant un développement viable et durable dans les environnements et les communautés ciblées.</p>	<p>En Espagne, un jeune sur trois était en risque de pauvreté en 2022 et le taux de chômage des jeunes était de 27,82 % en 2023. Dans les zones qualifiées de défavorisées la problématique est encore plus critique. Cette situation souligne la nécessité et l'urgence d'intégrer les jeunes au marché du travail.</p>

Intervention

Le **principal domaine d'intervention** du parcours est le **pré-emploi** (amélioration de l'employabilité et de l'entrepreneuriat) pour les élèves qui suivent un enseignement professionnel.

Le groupe de traitement a bénéficié d'un accompagnement éducatif, psychologique et social, ainsi que de conseils (individuels et collectifs). Le **traitement principal** comprend des mesures d'orientation professionnelle et d'acquisition de compétences clés (compétences professionnelles douces, compétences entrepreneuriales et compétences numériques). Les activités proposées ont été insérées dans le programme éducatif des établissements participants et tous les élèves inscrits en 2022-2023 dans les établissements de traitement y ont donc participé. D'autres actions ont également été menées sur le plan du soutien psychosocial, de l'environnement communautaire et du réseau d'entreprises locales.

Le groupe de contrôle n'a bénéficié d'aucun traitement.

Champ d'action

La **population cible** est constituée des élèves inscrits dans des établissements publics de formation professionnelle, quel que soit le cycle (élémentaire, moyen ou supérieur), dans les **communautés autonomes d'Andalousie, d'Estrémadure et de Galice**, et plus particulièrement dans les zones identifiées comme défavorisées selon les indicateurs d'exclusion sociale.

Profil des personnes participantes

61 % des personnes participantes sont des hommes et 37 % des femmes, 2 % se déclarant non binaires. La majorité d'entre elles ont entre 16 et 24 ans et sont de nationalité espagnole (94 %). La majorité (70 %) ont pour seule occupation leurs études, tandis que les 30 % restants combinent les études avec d'autres activités (travail, stages, travail indépendant, etc.).

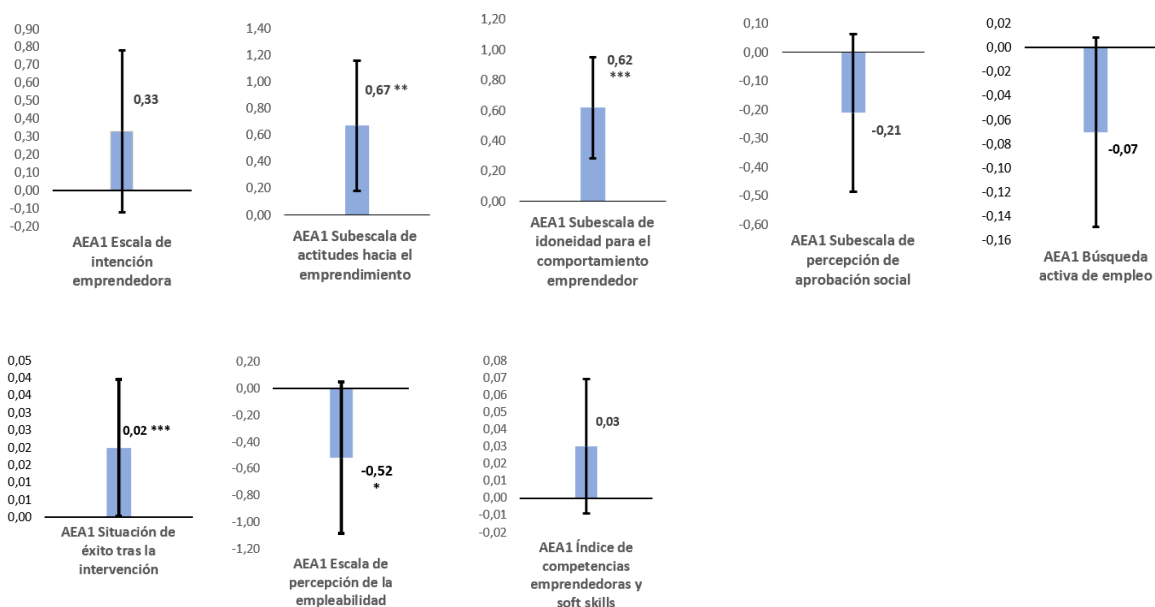
Plan de l'expérimentation

51 établissements (avec 3 823 élèves inscrits en enseignement professionnel pour l'année scolaire 2022-2023) ont participé à ce projet. 25 établissements (1 800 élèves inscrits) ont été assignés de manière aléatoire au groupe de traitement et 26 (2 023 élèves inscrits) au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Le parcours eMprende, axé sur la promotion de l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement professionnel, produit des effets positifs mais modérés sur les aspects suivants :

- Une **augmentation de l'attitude entrepreneuriale** de 4,5 % est constatée dans le groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle (15,02 contre 15,69), ainsi qu'une **amélioration de l'aptitude au comportement entrepreneurial** de 4,68 % (13,22 contre 13,84).
- Les personnes participantes font preuve de compétences plus actives en matière de recherche d'emploi (+ 7,81 %) que celles du groupe de contrôle (9,47 contre 10,21) et ont une meilleure perception dans leur capacité à rechercher un emploi (+ 1,57 %) que celles du groupe de contrôle (7,62 contre 7,73).
- Le programme **diminue la probabilité de décrochage scolaire de 2 %** (0,05 contre 0,03) et **augmente la probabilité de travailler ou d'étudier** également de 2 % par rapport au groupe de contrôle (0,97 contre 0,99).
- Il convient de noter que seuls 38 % des élèves ayant répondu à l'enquête initiale ont réalisé l'entretien à la fin du programme, et que les résultats présentés sont fondés sur ces réponses.



Fondation CEPAIM : projet « + que Emple-A » d'accompagnement social des femmes migrantes dans la région de Murcie

Ce projet évalue l'impact d'un programme d'intervention sociale et d'accompagnement visant à améliorer la situation d'inclusion sociale des femmes migrantes et de leurs familles à charge dans la région de Murcie.

Organisme de mise en œuvre

Fondation Cepaim (action intégrale auprès des personnes migrantes).

Budget (établi dans une convention)

4 257 795,79 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 3 783 925,83 euros, soit 88,90 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Antonio Cabrales et Warn Lekfuangfu).

Informations générales

Fondation CEPAIM	Exclusion sociale des femmes migrantes
<p>Organisation non gouvernementale à but non lucratif, à vocation nationale et internationale, intégrée au réseau espagnol de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et à la plateforme du tiers secteur de l'économie sociale. Sa mission est de promouvoir une société inclusive, cohésive, égalitaire et interculturelle qui facilite le plein accès aux droits de citoyenneté pour les personnes les plus vulnérables, en particulier les personnes migrantes.</p>	<p>Au cours de la phase de mise en œuvre du revenu minimum vital, il est apparu clairement qu'il était difficile pour certains groupes de population d'accéder à cette prestation, notamment pour les personnes migrantes, qui sont aussi plus vulnérables. En outre, ce groupe éprouve des difficultés particulières à remplir les formalités administratives pour déposer la demande et a besoin d'un accompagnement et d'interventions personnalisées.</p>

Intervention

Les principaux **domaines d'intervention** du parcours sont les suivants : l'intervention sociale individualisée, les soins psychosociaux, l'accompagnement sous la forme de médiation interculturelle et la formation aux compétences numériques.

Le **groupe de traitement** a bénéficié d'ateliers, en séances individuelles et collectives, offrant une intervention psychosociale et une formation aux compétences numériques dans le cadre de la médiation interculturelle. En outre, certaines personnes participantes ont bénéficié d'un soutien linguistique en fonction des besoins identifiés. Le groupe de contrôle a bénéficié de l'accompagnement standard proposé par le CEPAIM.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de femmes migrantes étrangères bénéficiant du RMV (revenu minimum vital) ou du RBI (revenu de base d'insertion) dans la région de Murcie. Plus précisément, le projet a été mené dans les douze municipalités suivantes : Alhama de Murcia, Carthagène, Lorca, Totana, Torre Pacheco, Alguazas, Murcie, San Pedro del Pinatar, Fuente Álamo, Mazarrón, Los Alcázares et Cieza.

Profil des personnes participantes

Toutes les personnes participantes sont des femmes, dont la majorité ne sont pas des ressortissantes de l'UE (93 %) et qui sont soit au chômage (35 %), soit en charge d'enfants ou de personnes dépendantes (24 %).

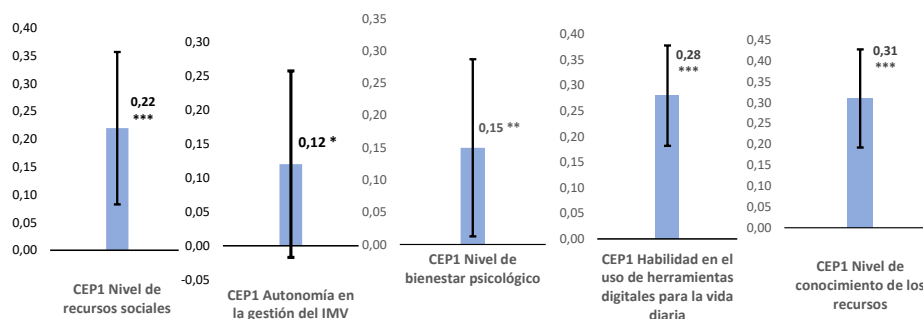
Plan de l'expérimentation

762 personnes ont participé à ce projet ; 381 ont été affectées de manière aléatoire au groupe de traitement et 381 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Les programmes testés dans le cadre de ce projet ont eu des effets significatifs sur plusieurs aspects. Le programme d'intervention, qui comprend le développement de compétences de base, le soutien psychosocial, l'apport de connaissances et la participation communautaire, la formation aux compétences numériques et un soutien financier, est considéré comme induisant un changement positif dans de multiples aspects chez les femmes migrantes, à savoir :

- **Effets sur la dimension de l'inclusion sociale** : des effets positifs sont notés, notamment une augmentation du niveau des ressources sociales et de l'autonomie dans la gestion du RMV, avec un effet positif de 0,22 et 0,12 écart-type respectivement pour cet indicateur dans chaque domaine.
- **Bien-être psychosocial** : une amélioration du bien-être psychosocial des participants est observée, avec 0,15 écart-type pour cet indicateur.
- **Compétences numériques** : l'intervention augmente également les compétences numériques (mesurées comme un indice de la capacité à utiliser des outils numériques dans la vie quotidienne), avec un résultat de 0,28 écart-type pour cet indicateur.
- **Participation communautaire** : une augmentation de la dimension de la participation communautaire (une augmentation de la connaissance des ressources communautaires) est observée, avec un résultat de 0,31 écart-type pour cet indicateur.



EAPN Espagne : Projet « Acceso Vital » pour la détection et la mobilisation des personnes en situation de non-recours

Le projet évalue l'impact des interventions visant à réduire le phénomène de non-recours au revenu minimum vital (« non-take-up »). Deux interventions différentes sont évaluées concernant la manière de fournir des informations sur le revenu minimum vital et d'accompagner les personnes participantes dans leur demande de la prestation.

Organisme de mise en œuvre

Réseau européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Espagne (EAPN ES)

Budget (établi dans une convention)

6 173 427 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 5 035 231,36 euros, soit 81,56 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Carlos Sanz, Yanina Domenella, Inés Torres et Mónica Martínez-Bravo jusqu'en décembre 2023).

Informations générales

EAPN Espagne	Non-recours
Coalition indépendante d'ONG et d'autres groupes impliqués dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les États membres de l'Union européenne. Créé en décembre 1990 dans le but d'éradiquer la pauvreté et l'exclusion sociale, cette coalition veille à ce que les personnes qui souffrent de la pauvreté et de l'exclusion sociale puissent exercer leurs droits et leurs devoirs.	Le phénomène de non-recours fait référence à la non-demande de prestations, de services publics ou de programmes sociaux de la part de personnes répondant aux critères d'éligibilité, ce qui entraîne une sous-utilisation des ressources destinées à lutter contre l'exclusion sociale.

Intervention

L'intervention a combiné différents traitements afin d'identifier celui qui est le plus efficace pour améliorer la connaissance du RMV, l'opinion des personnes participantes sur cette mesure, et l'accès à la prestation. Trois traitements ont été appliqués : le premier a pris la forme d'une campagne de mobilisation sur le terrain (information et accompagnement) ; le deuxième, celle d'une campagne de visibilité à travers les réseaux sociaux géoréférencés au niveau du code postal ; et le troisième est une combinaison des deux autres.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de personnes résidant dans des quartiers sélectionnés pour leur taux élevé de pauvreté. L'action est menée au niveau du quartier concerné et l'intervention a lieu dans les rues de ce quartier (dans le cas du premier traitement) et dans les quartiers regroupés sous les codes postaux sélectionnés (dans le cas du deuxième traitement).

Profil des personnes participantes

59 % des personnes participantes sont des femmes et 41 % des hommes. La majorité sont âgées de 35 à 54 ans (52 %), possèdent la nationalité espagnole (84 %) et ont un emploi (55 %).

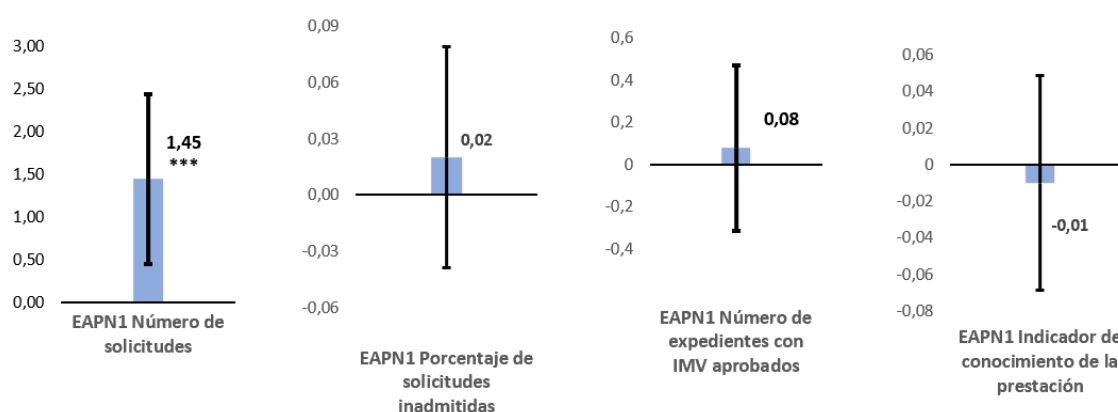
Plan de l'expérimentation

400 quartiers ont participé à ce projet, répartis de manière aléatoire en 4 groupes de 100.

Résultats de l'évaluation

Le programme de détection et de mobilisation des personnes éligibles au RMV et se trouvant en situation de non-recours a donné les résultats ci-dessous après l'application des différents traitements (campagnes d'information sur les réseaux sociaux ou sur le terrain, conseil et accompagnement dans les démarches pour introduire une demande de revenu minimum).

- **Augmentation du nombre de demandes dans les quartiers concernés.** La campagne d'information sur le terrain, la détection des personnes en situation de non-recours et l'accompagnement qui leur a été offert ont conduit à une augmentation du nombre de demandes de 19,5 % (1,4 demande supplémentaire par quartier) par rapport aux zones de contrôle, au cours des 13 semaines d'intervention. L'impact se maintient dans le temps, bien qu'avec une intensité moindre, ce pourcentage tombant à 11 % dans le cas d'une analyse portant sur 4 mois supplémentaires.
- L'augmentation du nombre de demandes dans les quartiers concernés **ne se traduit pas par une augmentation du pourcentage de demandes rejetées.** Ce résultat est positif car il indique que la campagne sur le terrain n'a pas incité les personnes non éligibles à introduire une demande.
- **La campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux n'a pas eu d'effet significatif.** Cela indique que la réduction du non-recours n'est pas uniquement un problème de manque d'information, mais qu'il existe d'autres obstacles qui empêchent les personnes de demander la prestation.



EAPN Canarias : projet REDLAB en faveur de l'inclusion numérique et de l'amélioration de l'employabilité

EAPN Canarias a mis en place un programme de fourniture de dispositifs connectés à internet et de formation en compétences numériques (REDLAB 1). Destiné à des personnes d'âge moyen (45-65 ans), le programme REDLAB 1 vise à réduire la fracture numérique, qui constitue un frein à l'emploi et à l'interaction avec les administrations publiques. L'expérimentation évalue

l'impact de l'accès aux dispositifs numériques et de la formation en compétences numériques sur l'employabilité et l'exercice des droits citoyens.

Au regard du taux d'adhésion relativement faible au projet REDLAB 1, une étude supplémentaire a été mise en place, avec une nouvelle stratégie de recrutement, afin d'identifier l'impact différencié des deux formes de recrutement. L'évaluation de REDLAB 2 a pour objectif de comprendre dans quelle mesure la quantité d'information fournie lors du premier contact a un impact sur le recrutement (« take-up ») et sur l'adhésion au programme de formation.

Organisme de mise en œuvre

EAPN Canaries

Budget (établi dans une convention)

8 030 388,15 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 5 779 450,52 euros, soit 72,0 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Miguel Almunia et Tom Zohar).

Informations générales

EAPN Canaries	Fracture numérique et personnes en situation d'exclusion sociale	Difficultés de recrutement pour la formation REDLAB 1
<p>Réseau fondé en 2003. Mission : prévention et lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans la région des îles Canaries. Le réseau regroupe aujourd'hui 33 entités sociales des Canaries.</p> <p>Les principaux objectifs d'EAPN Canaries sont d'améliorer l'efficacité des actions contre la pauvreté et l'exclusion dans la région des Canaries, de participer activement à l'élaboration de politiques et de développer les voies de communication entre les membres du réseau afin de mutualiser les ressources et les expériences.</p>	<p>Le projet REDLAB donne suite à deux recommandations du réseau EAPN, dont une étude récente a mis en évidence un lien étroit entre la pauvreté, un faible niveau d'instruction et une fracture numérique importante. La première recommandation porte sur la nécessité de renforcer les aides institutionnelles pour réduire la fracture numérique, car les personnes en situation d'exclusion sociale reçoivent peu d'aides financières pour l'achat de dispositifs numériques et l'installation d'une connexion à internet à domicile. La deuxième recommandation préconise de développer l'accès aux moyens technologiques et au monde du numérique, afin de favoriser la socialisation et l'acquisition ultérieure de compétences numériques.</p>	<p>Seulement 68 % des personnes assignées au groupe de traitement 2 ont commencé la formation, 42 % l'ayant terminée. Ce manque d'adhésion peut être dû à une information initiale insuffisante sur les conditions et les caractéristiques de la formation. Une autre raison peut être le temps qui s'est écoulé entre le recrutement effectué via enquête téléphonique et le début de la formation (deux mois).</p>

Intervention

Le projet REDLAB 1 porte sur la fracture numérique et la faible employabilité des personnes participantes. Deux traitements ont été mis en place. Dans le cadre du **traitement 1**, les personnes participantes ont reçu **un kit numérique (tablette, clavier, housse, écouteurs) et une connexion d'un an à internet**. Dans le cadre du **traitement 2**, en plus du kit numérique et de la connexion d'un an à internet, les personnes participantes ont été intégrées au parcours REDLAB, comprenant 100 heures d'**alphabétisation numérique**, un **accompagnement** personnalisé et un **stage tutoré** de 30 heures. Le groupe de contrôle n'a reçu aucun traitement.

Le projet REDLAB 2 s'intéresse aux modalités du recrutement des personnes participantes. Les personnes participantes potentielles sont divisées en deux groupes : **les personnes du groupe de traitement reçoivent des informations détaillées** sur le lieu de la formation (adresse du centre, durée et horaire des cours) et sur les différentes aides et facilités pour participer au programme. **Les personnes du groupe de contrôle reçoivent des informations générales** sur la formation et il leur est indiqué qu'elles recevront ultérieurement plus d'informations si elles sont intéressées. Toutes les personnes qui acceptent de participer reçoivent le kit numérique et participent à la formation, comme dans le cadre du traitement 2 de REDLAB 1.

Les principaux **domaines d'intervention** du projet sont les compétences numériques et la formation professionnelle, ainsi que le **recrutement** (deuxième phase du projet).

Champ d'action

Pour les deux phases du projet, la **population cible** est composée de personnes percevant le revenu minimum vital ou le revenu canarien d'insertion, âgées **de 45 à 65 ans**, avec un faible niveau d'instruction et résidant aux Canaries. REDLAB 1 a été mis en place dans les îles de **Tenerife, Gran Canaria, Lanzarote, La Palma et Fuerteventura**, tandis que REDLAB 2 a seulement couvert **Tenerife et Gran Canaria**.

Profil des personnes participantes

Dans les deux cas, les personnes participantes sont majoritairement des femmes (65 % pour REDLAB 1 et 63 % pour REDLAB 2). La plupart des personnes participantes sont sans emploi (92 % pour REDLAB 1 et 93 % pour REDLAB 2), avec un niveau d'éducation primaire (38 % pour REDLAB 1 et 42% pour REDLAB 2) ou secondaire (23 % pour REDLAB 1 et 26 % pour REDLAB 2).

Plan de l'expérimentation

2 968 personnes ont participé à la première phase du projet. 988 ont été assignées de manière aléatoire au **groupe de traitement 1** (GT1, kit numérique exclusivement), 994 au **groupe de traitement 2** (GT2, kit numérique + formation) et 986 au **groupe de contrôle** (GC, aucune intervention).

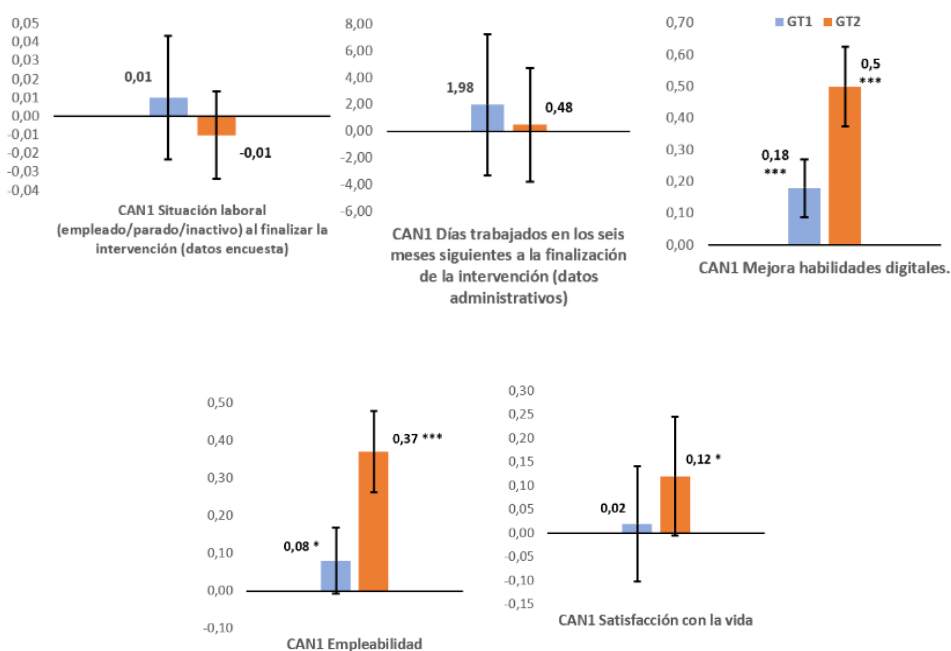
Pour la seconde phase, 2 200 personnes ont été contactées par téléphone pour répondre à l'enquête (visant à déterminer leur éligibilité). Une moitié a été assignée au groupe de

traitement et l'autre au groupe de contrôle. 375 personnes ayant répondu à l'enquête et remplissant les critères de participation ont accepté d'assister à la formation.

Résultats de l'évaluation

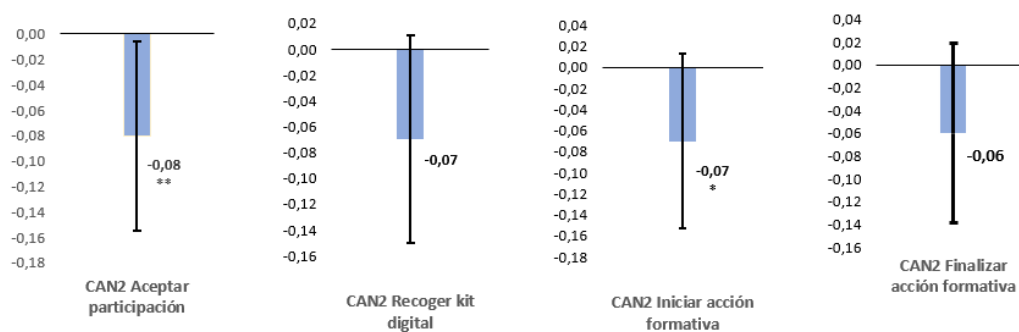
L'intervention REDLAB 1 a produit les effets suivants :

- **Amélioration des compétences numériques** : les deux groupes de traitement ont amélioré leurs compétences numériques, l'amélioration étant plus nette dans le GT2 (qui a reçu la formation en plus du kit numérique), avec une augmentation de **0,5 écart-type** pour l'indicateur des compétences numériques, contre une augmentation de **0,18 écart-type** pour le GT1. Ces effets se maintiennent à moyen terme (six mois après la fin de l'intervention), malgré une légère diminution.
- **Amélioration de la satisfaction de vie** : augmentation de 0,12 écart-type pour la satisfaction de vie autodéclarée dans le GT2, sans effet significatif dans le GT1. À moyen terme, les deux groupes reflètent un impact positif sur la satisfaction de vie.
- **Employabilité et recherche d'emploi** : effet positif et significatif pour les deux groupes de traitement en ce qui concerne le niveau d'employabilité et la capacité de recherche d'emploi, mais, encore une fois, l'effet est plus important pour le GT2. Ces effets se maintiennent dans le temps pour le GT2 (avec une légère diminution). Les indicateurs d'employabilité et de recherche d'emploi portent sur les compétences numériques liées à la recherche d'emploi, par exemple être capable de demander un relevé de carrière, de renouveler ses indemnités de chômage, ou de télécharger et de remplir des formulaires officiels.



En revanche, l'expérience REDLAB 2 révèle que la fourniture d'informations complètes et détaillées (traitement) a un **effet négatif** sur la participation à la formation. Les résultats suggèrent que les personnes qui reçoivent plus d'informations au moment du recrutement

seraient plus conscientes de l'engagement qu'implique la formation, d'où un plus grand nombre de refus de participation. Les femmes et les personnes de 45 à 54 ans (plus que les 55-64 ans) semblent accuser dans une plus grande mesure cet effet négatif, même si la différence n'est pas significative pour les femmes.



Fondation La Caixa : projet « Espaces enfants 0-3 » d'aide à la première enfance pour les familles en situation de vulnérabilité

Le projet « Espaces enfants 0-3 » s'adresse aux familles avec des enfants de 0 à 3 ans, auxquelles il offre un accompagnement social continu pendant toute l'année scolaire. Mis en œuvre dans le cadre du programme « Caixaproinfancia », il profite de son réseau territorial et reprend ses modalités d'intervention : évaluation sociale, élaboration de programmes de travail, prestation de services, suivi et évaluation, adhésion volontaire et implication des familles.

Organisme de mise en œuvre

La fondation La Caixa collabore avec vingt entités du tiers secteur social qui font partie du réseau territorial « Caixa proinfancia ».

Budget (établi dans une convention)

2 737 370,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 2 423 530,49 euros, soit 88,5 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Ana García-Hernández et Inés Torres Rojas).

Informations générales

Fondation La Caixa	Familles vulnérables avec des enfants de 0 à 3 ans
<p>Depuis plus d'un siècle, la fondation La Caixa travaille en particulier pour offrir plus d'opportunités aux personnes qui en ont le plus besoin. Elle s'engage à construire un avenir meilleur pour toutes et tous, en mettant en œuvre des actions en faveur du progrès social, de la culture et de la science, de l'éducation, de la recherche et de la santé. Elle œuvre au progrès de la société en développant des solutions durables visant à améliorer la qualité de vie de toutes les personnes, en particulier des plus vulnérables.</p>	<p>Le programme « Espaces enfants 0-3 » aspire à offrir un espace de référence aux familles vulnérables. La plupart des personnes qui demandent une aide financière se trouvent dans une situation de vulnérabilité en raison de multiples facteurs : faible niveau d'instruction, précarité de l'emploi, familles déstructurées, méconnaissance de la langue, impossibilité de trouver un emploi, faible estime de soi, absence de motivation pour avancer, etc. C'est pourquoi il est essentiel de mettre en place un accompagnement social afin de promouvoir la parentalité positive : soutien financier pour couvrir les besoins essentiels, accompagnement pour l'insertion professionnelle et sociale et ateliers familiaux sur les compétences transversales et la parentalité positive.</p>

Intervention

L'objectif est de développer les compétences parentales sous l'angle de la **parentalité positive**, en mettant l'accent sur les soins, l'éducation et le soutien éducatif, et d'**autonomiser les parents** d'enfants de 0 à 3 ans en renforçant leurs aptitudes sociales et en les accompagnant dans des processus d'insertion professionnelle et sociale, ainsi que d'évaluer les effets nets des « ateliers familiaux 0-3 » sur la réduction de la vulnérabilité sociale des familles et l'amélioration des compétences parentales.

Le groupe de traitement et le groupe de contrôle ont tous les deux bénéficié d'un accompagnement social sous diverses formes.

En complément, le groupe de traitement a reçu une formation visant à autonomiser les parents dans le cadre des « ateliers familiaux 0-3 ». Cette formation s'est articulée autour de six blocs thématiques : être femme et mère ; juste après la naissance ; éducation respectueuse ; alimentation et sommeil ; développement intégral ; jouer.

Champ d'action

La **population cible** est composée de familles en situation de vulnérabilité avec des enfants de 0 à 3 ans. La zone d'action géographique couvre neuf régions : **Andalousie** (Malaga et Séville), **Aragon** (Saragosse), **Canaries** (Santa Cruz de Tenerife-San Cristobal de la Laguna et Las Palmas), **Castille-et-León** (Valladolid), **Catalogne** (Barcelone, Badalona et Sabadell), **région de Valence** (Valence), **Pays basque** (Bilbao), **région de Madrid** (Madrid et Leganés) et **région de Murcie** (Beniján et Lorca).

Perfil des personnes participantes

84 % des parents ou tuteurs participant au projet sont des femmes. Les personnes participantes ont en moyenne 34-35 ans, 45 % ont la nationalité espagnole et 74 % sont sans emploi. Leurs enfants (0-3 ans) sont à 54 % des garçons et à 46 % des filles.

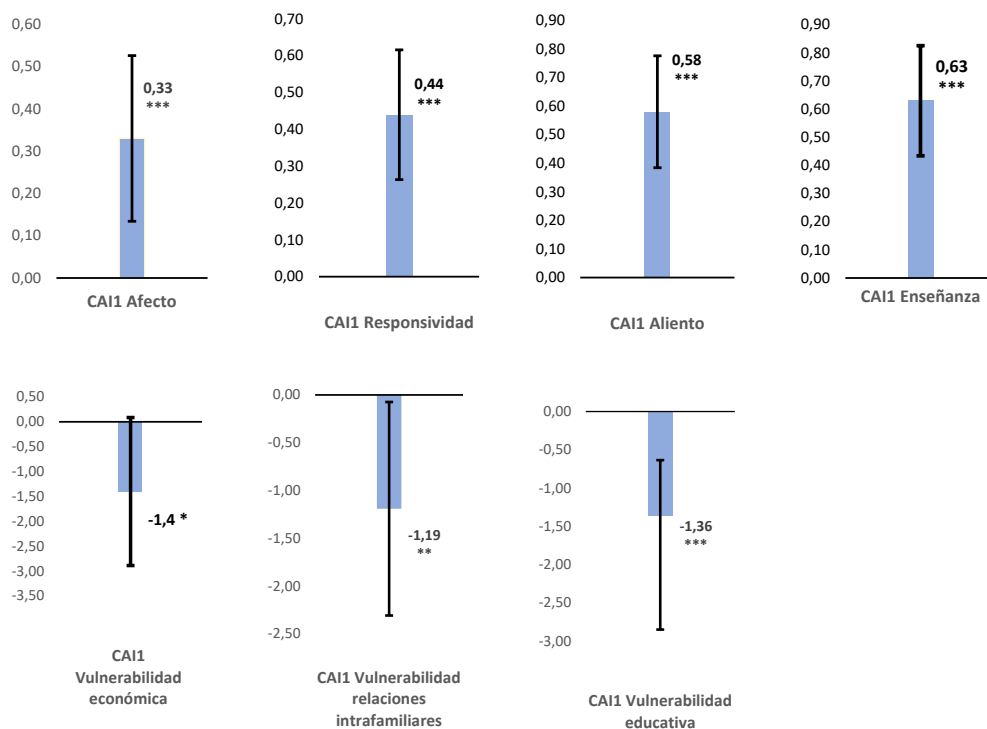
Plan de l'expérimentation

944 familles ont participé au projet. 473 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement et 471 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Les principaux résultats de l'évaluation des « ateliers familiaux 0-3 » destinés aux familles vulnérables avec des enfants de 0 à 3 ans sont les suivants :

- **Amélioration des compétences parentales** observées et rapportées par le **personnel d'accompagnement** : impact positif et significatif sur les indicateurs observables de compétences (réactivité, affection, encouragement et éducation).
- **Amélioration des compétences parentales auto-rapportées** par les familles : impact positif sur l'indicateur relatif à l'encouragement et à l'affection. Les mesures réalisées par le personnel d'accompagnement reflètent un impact moins significatif.
- **Diminution de la vulnérabilité économique, intrafamiliale et éducative** : effets positifs avec une diminution de la vulnérabilité dans le groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle, l'impact le plus significatif d'un point de vue statistique se produisant dans le domaine de l'éducation.



Fondation Bofill : projets de soutien scolaire Lexcit, Math Tutoring et Pentabilities

Le projet part de l'idée que l'accompagnement socio-éducatif des élèves en situation de vulnérabilité renforce l'efficacité des aides financières comme le revenu minimum vital et il a pour objectif d'améliorer les performances scolaires des enfants, adolescents et adolescentes de milieux défavorisés.

Organisme de mise en œuvre

Fondation Bofill

Budget (établi dans une convention)

12 500 000,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 9 391 830,96 euros, soit 75,10 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion

Informations générales

Fondation Bofill	Élèves en situation de vulnérabilité
<p>La Fondation Bofill est une entité à but non lucratif, créée en 1969 afin de promouvoir la transformation et le changement de la société en Catalogne. La fondation est un laboratoire de recherche et d'idées qui, surtout depuis 2009, mise sur l'amélioration de l'éducation en tant que levier du progrès social.</p>	<p>Le projet entend réduire la vulnérabilité des élèves issus de milieux défavorisés à différents stades de la scolarité obligatoire (primaire et secondaire). Il s'attaque à la vulnérabilité socio-éducative, qui a été aggravée par la crise de la Covid-19. Tous les programmes pilotes proposés visent à améliorer les performances scolaires des enfants, des adolescents et des adolescentes en situation de vulnérabilité et de pauvreté, l'objectif ultime étant d'élargir leurs perspectives scolaires. L'accent est notamment mis sur l'élargissement des opportunités avec des interventions de prise en charge et de soutien scolaire fondées sur le principe de l'éducabilité.</p>

Intervention

Trois programmes et méthodologies d'accompagnement socio-éducatif ont été mis en œuvre et soumis à évaluation.

- LEXCIT est un programme de mentorat consacré à la lecture, qui s'adresse aux élèves de 4^e et de 5^e année de primaire ayant des difficultés d'apprentissage de la lecture. L'objectif est d'améliorer leur niveau de compréhension de l'écrit et de leur faire découvrir le plaisir de la

lecture. 5-7 élèves par classe participent au projet, mais en principe chaque enfant travaille seul avec son mentor. Le mentor est une personne qui participe au projet sans contrepartie financière. Lorsque le nombre de mentors est insuffisant, ceux-ci se voient assigner plus d'un enfant.

- MATH TUTORING est un programme de tutorat en mathématiques, visant à améliorer les résultats en compétences mathématiques des élèves de 6^e année de primaire en situation de vulnérabilité. Un tutorat présentiel hebdomadaire est organisé avec des petits groupes d'élèves, complété par des solutions technologiques. 5 élèves par classe participent au projet. Le travail est réalisé en groupe. La personne chargée du tutorat est engagée par la fondation Bofill.

Dans les deux projets, Lexcit et Math Tutoring, une équipe technique coordonne les équipes de tuteurs/mentors. Les élèves des groupes de traitement pour une intervention servent de groupes de contrôle pour l'autre intervention.

- PENTABILITIES est une méthodologie axée sur l'apprentissage des compétences sociales et émotionnelles dans l'enseignement secondaire obligatoire. Plusieurs enseignants des établissements concernés sont formés à une méthodologie en compétences personnelles et sociales, quelle que soit la matière enseignée, ces compétences ayant un impact favorable sur les résultats scolaires des jeunes et sur leur épanouissement en général.

Dans les projets Lexcit et Math Tutoring, les élèves du groupe de contrôle n'ont reçu aucun traitement. Dans le cas de Pentabilities, le personnel enseignant du groupe de contrôle a reçu la formation sur la méthodologie lorsque le projet pilote a pris fin.

Champ d'action

Ce projet éducatif s'adresse à des **élèves issus de milieux défavorisés, depuis la 4^e année de primaire jusqu'à la 3^e année d'enseignement secondaire obligatoire**. La zone d'action géographique couvre les régions et villes suivantes : **Catalogne, Andalousie**, villes autonomes de **Ceuta et Melilla**.

Plan de l'expérimentation

13 271 personnes ont participé aux 3 projets. 6 743 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement et 6 528 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

- Projet **Lexcit** : l'évaluation d'impact montre que le traitement a **augmenté le goût de la lecture et l'habitude de lire** chez les élèves qui l'ont reçu. En revanche, les compétences en lecture ne s'améliorent pas de manière significative.
- Projet **Math Tutoring** : on constate **une amélioration significative des compétences mathématiques chez les élèves qui avaient plus de difficultés au départ**.

- **Projet Pentabilities** : le traitement a eu un **impact significatif sur la pratique du personnel enseignant en classe**. L'intervention a réduit le temps consacré à résoudre des problèmes de discipline, que ce soit en classe (- 42 %) ou en dehors (- 26 %) et amélioré les perceptions des élèves sur leurs professeur/es. Le personnel enseignant constate une amélioration des compétences sociales et personnelles de leurs élèves.

Caritas Espagne : projet EMPLEA-LAB de parcours intensifs d'insertion professionnelle

Ce projet met en place des parcours d'inclusion sociale intensifs et innovants qui poursuivent l'insertion professionnelle de personnes en âge de travailler percevant le revenu minimum vital (RMV) ou le revenu minimum versé par la région, ou bien se trouvant en situation de vulnérabilité ou d'exclusion sociale. L'expérimentation évalue l'impact de ces parcours intensifs qui proposent un service d'orientation professionnelle et d'intermédiation pour l'emploi et une formation en compétences numériques en vue d'accroître l'employabilité des personnes participantes.

Organisme de mise en œuvre

Caritas Espagne

Budget (établi dans une convention)

7 139 879,10 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 5 965 593,82 euros, soit 83,55 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Laura Hospido, Yarine Fawaz et Julia Marti).

Informations générales

Caritas Espagne	Difficultés d'accès à l'emploi
Caritas Espagne est la confédération officielle des entités chargées de mettre en œuvre l'action caritative et sociale de l'Église catholique en Espagne. Elle promeut le développement intégral des personnes et des populations, en particulier des plus pauvres et marginalisées. Elle rassemble 70 délégations diocésaines qui orientent et promeuvent l'action caritative et sociale dans leurs diocèses.	Les personnes bénéficiaires du RMV ou des revenus minimums versés par les régions et les personnes en situation de vulnérabilité ou d'exclusion sociale rencontrent de grandes difficultés à trouver et à conserver un emploi. Les facteurs qui provoquent et déterminent ces difficultés sont divers, multidimensionnels et intersectionnels. Ils sont associés à des déficits de compétences de base et de compétences douces, ainsi qu'à un manque de formation et de compétences numériques qui freinent la recherche active d'emploi.

Intervention

Le groupe de traitement 1 a bénéficié d'une intervention comprenant des séances simples de recherche active d'emploi, des séances de groupe consacrées au développement de compétences douces (de base et transversales) et un service d'intermédiation pour l'emploi fourni par les agences de placement de Caritas. Le groupe de traitement 2 a bénéficié, en complément de cette intervention, de séances de formation en compétences numériques. Le groupe de contrôle a seulement bénéficié des séances simples de recherche active d'emploi.

Champ d'action

La **population cible** était essentiellement composée de personnes bénéficiaires du RMV ou du revenu minimum versé par la région, auxquelles se sont ajoutées des personnes en âge de travailler se trouvant dans une situation de vulnérabilité ou d'exclusion sociale. Le projet a été mis en œuvre dans 11 provinces : **Albacete, Barcelone, Cuenca, Gérone, Guadalajara, León, Lugo, Minorque, Ourense, Valladolid et Zamora.**

Profil des personnes participantes

66 % des personnes participantes sont des femmes et 31 % des hommes. La plupart ont entre 30 et 59 ans, un niveau d'éducation primaire ou inférieur (50 %), sont sans emploi ou se consacrent aux soins de proches ou aux tâches domestiques (76 %) et ont la nationalité espagnole (74 %).

Plan de l'expérimentation

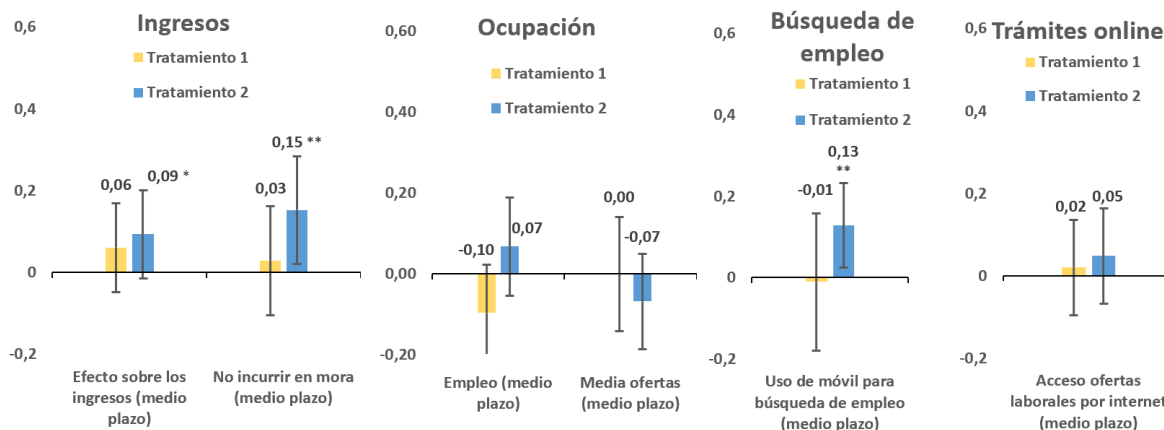
2 364 personnes ont participé au projet. 665 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement 1, 653 au groupe de traitement 2 et 1 055 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Le projet pilote EMPLEA-LAB et son nouveau modèle d'insertion professionnelle proposé aux personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale a donné des résultats encourageants dans différents domaines.

- **Revenus et surendettement** : amélioration de la situation économique des personnes participantes, en particulier de celles qui ont reçu le traitement 2 (formation en compétences numériques). Cette amélioration se manifeste par une augmentation des revenus et une plus grande capacité à éviter le surendettement.
- **Emploi** : impact positif sur l'obtention d'un contrat pour les personnes participantes qui travaillaient mais n'avaient pas de contrat dans leur emploi précédent.
- **Employabilité** : pas d'effet statistiquement significatif du traitement dans l'ensemble. Toutefois, si on s'intéresse au niveau d'implication des personnes participantes, on peut observer un effet positif et significatif pour les personnes dont la participation au programme est supérieure à la moyenne (assiduité).
- **Réduction de la fracture numérique** pour la recherche d'emploi en ligne : amélioration significative grâce au traitement spécialisé en compétences numériques (traitement 2). Ces résultats soulignent le rôle de la formation spécifique en contenus numériques, ainsi

que l'importance de l'assiduité des personnes participantes aux séances qui leur sont proposées.



Croix-Rouge espagnole : parcours d'inclusion active destinés aux personnes bénéficiaires du revenu minimum vital ou des revenus minimums versés par les régions

L'objectif du projet est d'éviter que les personnes en situation de vulnérabilité ne s'installent durablement dans le système de protection sociale. Il agit sur la motivation de ces personnes de manière à les aider à identifier leurs capacités et à accroître leur autonomie personnelle, cet accompagnement étant complété par des actions visant à améliorer leur employabilité.

Organisme de mise en œuvre

Croix-Rouge espagnole

Budget (établi dans une convention)

3 222 885 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 1 969 684,57 euros, soit 61,1 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Verónica Gonzales, Yanina Domenella et Pedro Rey).

Informations générales

Croix-Rouge espagnole	Personnes en situation de vulnérabilité
<p>La Croix-Rouge espagnole est une organisation humanitaire bénévole, avec un fort ancrage social, qui répond aux situations de vulnérabilité en travaillant sur trois axes prioritaires (non-discrimination, égalité des chances et lutte contre le changement climatique) et en créant des environnements inclusifs, durables et sûrs. L'institution place les personnes et leurs besoins au cœur de ses interventions afin d'apporter des réponses plus rapides et efficaces.</p>	<p>En 2023, selon les chiffres fournis par l'Institut national de la statistique, le taux de chômage en Espagne était de 11,76 %, soit un niveau proche de celui de 2003. Or, même si le chômage a baissé, le marché du travail espagnol se caractérise par une prévalence du chômage de longue durée qui, en 2022, touchait 5,1 % de la population active. Fin 2022, sur l'ensemble des personnes sans emploi, 41,3 % des femmes et 36 % des hommes entre 15 et 64 ans étaient des chômeurs de longue durée. Le chômage de longue durée réduit les chances de trouver un emploi car non seulement il conduit à une dépréciation des compétences et de l'expérience acquise, mais il diminue aussi l'estime de soi.</p>

Intervention

Le groupe de traitement et le groupe de contrôle ont pu bénéficier des services habituels de la Croix-Rouge espagnole et participer à une séance de motivation et d'orientation. En complément, le groupe de traitement a bénéficié, sur toute la durée du projet, d'un accompagnement visant à **améliorer la résilience et l'état émotionnel**, mis en œuvre de manière transversale dans le cadre de différentes actions : formation en compétences de base et alphabétisation numérique ; orientation et accompagnement personnalisé pour la recherche d'emploi ; **modules de formation** et délivrance d'un **certificat de qualification professionnelle**.

Champ d'action

La **population cible** est composée de femmes en difficulté sociale et sans emploi et/ou de ménages dont tous les membres sont sans emploi ou en faible intensité d'emploi. Les personnes participantes ont entre 25 et 55 ans et sont bénéficiaires du revenu minimum vital (RMV) ou d'un revenu minimum versé par la région. Elles résident en zone urbaine ou rurale, dans les provinces suivantes : **Albacete, León, Madrid, Murcie, Malaga, Pontevedra**.

Profil des personnes participantes

79 % des personnes qui ont participé au projet sont des femmes ; 72 % ont entre 31 et 50 ans ; 85 % ont la nationalité espagnole et 13 % n'ont pas terminé l'enseignement primaire.

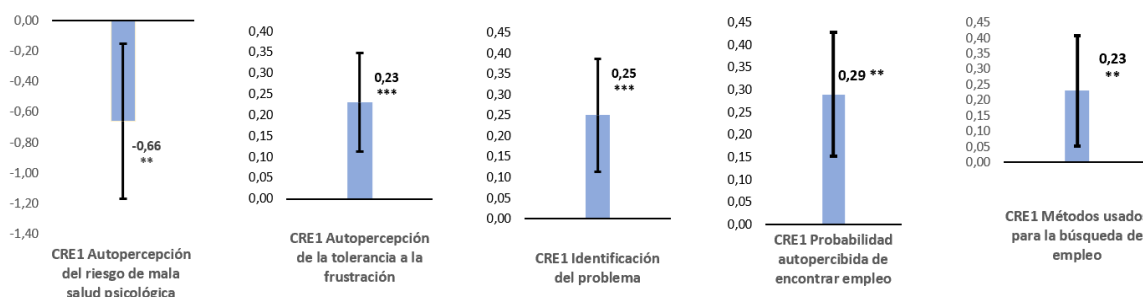
Plan de l'expérimentation

695 personnes ont participé au projet, 373 dans le groupe de traitement et 322 dans le groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Les principaux résultats de l'évaluation sont les suivants :

- **Amélioration de la santé mentale** : le traitement réduit de 0,7 point l'auto-perception du risque de mauvaise santé mentale.
- **Amélioration de la tolérance à la frustration** : le traitement augmente de 0,2 point la capacité à surmonter les difficultés et à tolérer l'échec.
- **Amélioration de la capacité à identifier le problème** pour trouver un emploi : le traitement augmente de 0,3 point la capacité à identifier le problème.
- **Amélioration de la probabilité perçue de trouver un emploi** : le traitement augmente de 0,3 point le sentiment de pouvoir trouver un emploi au cours des 6 mois suivant la fin du programme.
- **Augmentation du nombre de méthodes utilisées pour rechercher un emploi** : les personnes assignées au groupe de traitement utilisent plus de méthodes pour rechercher un emploi que les personnes du groupe de contrôle (+ 0,2).



Esplai : projet Hedera pour des transitions vers l'enseignement supérieur

Le projet évalue l'impact de deux programmes éducatifs pour des jeunes en risque d'exclusion sociale qui terminent leur deuxième cycle d'enseignement secondaire général ou suivent un enseignement professionnel. Le premier programme vise à augmenter le pourcentage d'élèves qui entreront à l'université, et le deuxième à susciter des attentes quant à la possibilité d'entrer à l'université.

Organisme de mise en œuvre

Fondation catalane Esplai

Budget (établi dans une convention)

3 027 578 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 2 779 411,13 euros, soit 91,80 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion

Informations générales

Fondation catalane Esplai	Obstacles à l'accès à l'enseignement supérieur
<p>La fondation Esplai est une entité à but non lucratif qui met en œuvre des projets visant à promouvoir l'autonomisation citoyenne selon une approche fondée sur les droits, l'inclusion et la transformation sociale, en s'appuyant sur le travail en réseau, l'action socio-éducative et l'inclusion dans le domaine des TIC (technologies de l'information et de la communication).</p>	<p>Les performances scolaires et le niveau d'études jouent un rôle essentiel dans l'inclusion sociale, la mobilité économique et la capacité à développer un projet de vie hors de la pauvreté. Selon l'enquête sur les conditions de vie de l'Institut national de la statistique, le revenu moyen d'une personne avec des études supérieures est en moyenne 62,2 % plus élevé que celui d'une personne ayant suivi uniquement la scolarité obligatoire, et 36,2 % plus élevé que celui d'une personne s'étant arrêtée à la fin de l'enseignement secondaire post-obligatoire.</p> <p>Dans l'enseignement supérieur, les facteurs qui expliquent le taux plus élevé d'abandon au sein de la population en situation de vulnérabilité sont multiples : difficultés économiques pour faire face aux coûts, directs et indirects, associés à la poursuite des études ; coût du renoncement au travail ; difficultés découlant des lacunes scolaires et des déficits de compétences accumulés tout au long de l'enseignement primaire et secondaire ; ou encore problèmes de socialisation ou mal-être psychologique.</p>

Intervention

Le principal **domaine d'intervention** du projet est le domaine éducatif.

Le traitement reçu par les élèves participant au projet comprenait principalement des activités de mentorat et d'orientation conduites soit par des éducateurs ou éducatrices, soit par des bénévoles, toutes ces personnes ayant été préalablement formées. Ces activités portaient sur la motivation et l'orientation professionnelle, la création d'attentes vis-à-vis de l'université et l'accompagnement émotionnel. Dans le cadre du premier programme, les élèves ont aussi reçu un accompagnement pour la réalisation des démarches associées à la procédure d'accès à l'université et à la demande de bourses d'études. Certaines activités étaient individuelles, d'autres collectives.

Dans le cadre du premier programme, le groupe de contrôle a participé aux réunions d'information et d'orientation aux cours desquelles les élèves se sont vu remettre un questionnaire à remplir. Dans le cadre du deuxième programme, le groupe de contrôle n'a reçu aucun traitement.

Champ d'action

La **population cible** est composée d'élèves terminant le deuxième cycle d'enseignement secondaire ou suivant un enseignement professionnel supérieur, scolarisés dans des établissements financés par des fonds publics. Il s'agit d'établissements difficiles ou avec un faible taux d'élèves entrant à l'université, situés en zone urbaine. Le projet a été mis en œuvre **en Andalousie et en Catalogne** pour le premier programme, et seulement en **Catalogne** pour le deuxième programme.

Plan de l'expérimentation

Pour le premier programme, 130 établissements ont participé au projet en Catalogne et 70 en Andalousie. L'unité de randomisation était l'établissement scolaire. 297 élèves du groupe de traitement ont bénéficié d'une intervention de mentorat/orientation/accompagnement conduite par un éducateur ou éducatrice et 296 par une personne bénévole.

Pour le deuxième programme, 809 personnes ont participé au projet en Catalogne. 223 ont été assignées au groupe de traitement et 586 au groupe de contrôle. L'unité de randomisation était l'élève.

Résultats de l'évaluation (deuxième programme)

- **Entreprendre des études** : la probabilité de poursuivre ses études après avoir suivi un enseignement professionnel augmente de 3,23 points de pourcentage.
- **Poursuivre ses études l'année suivante** : la probabilité de ne pas faire d'études diminue de 1,5 point.
- **Information et attentes** : les élèves qui ont reçu le traitement espèrent se positionner dans un centile supérieur de trois points en ce qui concerne leurs notes s'ils suivent un enseignement professionnel supérieur. Par ailleurs, la probabilité perçue de connaître des personnes avec des intérêts communs si l'on entre à l'université ou si l'on suit un enseignement professionnel supérieur augmente respectivement de 3,3 et 5,5 points de pourcentage.

Projets pilotes mis en œuvre par les régions

Aragon : projet « ARAGON INCLUYE » (parcours personnalisés et compétences numériques)

Ce projet vise à évaluer l'impact des parcours de formation aux compétences numériques sur l'amélioration de l'inclusion sociale ou socioprofessionnelle de la population en situation de vulnérabilité ou de risque d'exclusion en Aragon. Plus précisément, il évalue l'amélioration des compétences numériques et leur utilisation dans les activités de la vie quotidienne et les démarches auprès des administrations publiques, ainsi que l'amélioration de l'employabilité et du niveau d'estime de soi et de satisfaction de vie.

Organisme de mise en œuvre

Gouvernement d'Aragon par l'intermédiaire du Réseau aragonais des entités sociales pour l'inclusion

Budget (établi dans une convention)

7 471 600 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 6 753 369,11 euros, soit 90,39%)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du J-PAL Europe

Informations générales

Aragon	Inclusion sociale
<p>L'Institut aragonais des services sociaux est un organisme autonome dépendant du département du bien-être social et de la famille du gouvernement d'Aragon. Il dispose de son propre budget et est responsable de l'administration et de la gestion de tous les services sociaux du gouvernement d'Aragon.</p>	<p>La majorité des personnes en situation de vulnérabilité ont besoin d'un soutien efficace à l'intégration et à la promotion sociale et professionnelle, au moyen d'instruments d'action axés sur la prévention et l'atténuation des situations de risque et d'exclusion sociale et professionnelle. Le projet vise à garantir le principe éthique de l'accessibilité et le droit de l'ensemble de la société à utiliser des produits et des services sur un pied d'égalité, ainsi qu'à augmenter le niveau de satisfaction personnelle et à améliorer l'insertion professionnelle. Le but est d'améliorer la capacité d'intégration, la qualification professionnelle et les compétences numériques des personnes en risque d'exclusion ou en situation de pauvreté.</p>

Intervention

L'intervention a consisté en une série de **projets personnalisés** comprenant des actions dans les domaines personnel, économique, de la santé, du logement, de la promotion sociale, de l'éducation et du pré-emploi. Le groupe de contrôle et le groupe de traitement ont tous deux bénéficié d'un accompagnement socioprofessionnel ou social en fonction de leur situation d'emploi ou non.

En outre, le groupe de traitement a reçu une formation spécifique en compétences numériques, comprenant trois niveaux (élémentaire, intermédiaire et avancé). Les personnes ont été réparties entre les différents niveaux en fonction du résultat obtenu à un test initial sur les compétences numériques. Chaque niveau comprend cinq blocs thématiques : « Utilisation des dispositifs informatiques », « Traitement de l'information », « Communication », « Outils bureautiques », « Formalités et démarches en ligne ». La formation est complétée par un programme d'accompagnement personnalisé destiné à consolider les compétences numériques acquises au cours de la formation, en les adaptant aux besoins spécifiques de chaque participant.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de personnes qui résident en Aragon et qui soit perçoivent le revenu minimum vital (RMV) ou le revenu minimum vital complémentaire aragonais, soit ne sont pas bénéficiaires de ces prestations mais se trouvent en situation ou en risque d'exclusion pour des raisons de vulnérabilité économique et/ou sociale.

Profil des personnes participantes

27 % des personnes participantes sont des hommes et 73 % des femmes ; la plupart sont âgées de 16 à 49 ans, et 45 % sont de nationalité espagnole.

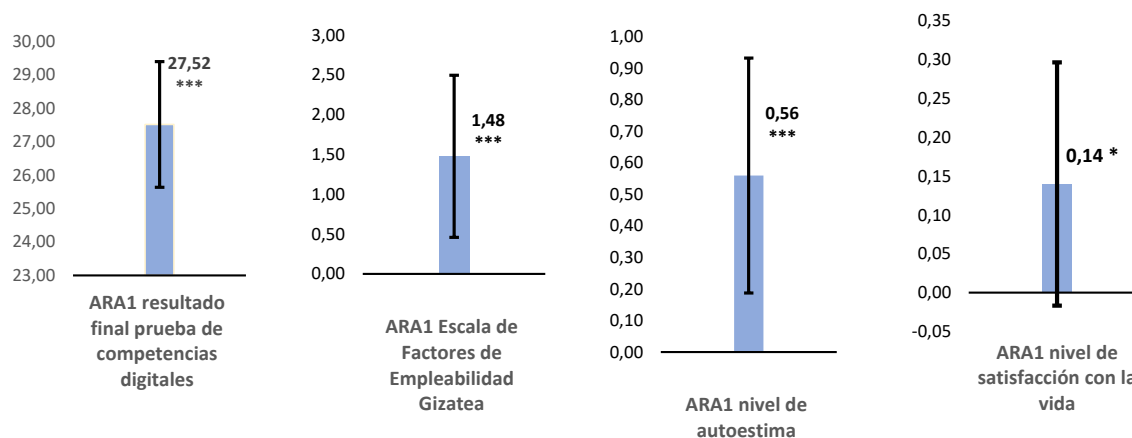
Plan de l'expérimentation

1 831 personnes ont participé à ce projet ; 922 ont été affectées de manière aléatoire au groupe de traitement et 909 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Les résultats de l'évaluation du traitement montrent que la formation aux compétences numériques a eu un effet positif sur les compétences numériques des personnes participantes. En particulier, des améliorations ont été observées dans les compétences numériques (échelle de 0 à 100) et dans le niveau d'utilisation de dispositifs (ordinateurs, tablettes et téléphones portables). Il y a également eu un impact positif sur la réalisation d'activités et de démarches en ligne, ainsi que sur la connaissance des sites et des applications de l'administration publique. L'analyse montre également un impact positif et significatif, bien que modeste, sur le niveau d'employabilité des participants (échelle des facteurs d'employabilité de Gizatea de -36 à 99).

En ce qui concerne le bien-être émotionnel, le parcours a un effet positif sur le niveau d'estime de soi (échelle de Rosenberg de 10 à 40) et un impact limité sur le niveau de satisfaction de vie (échelle de 0 à 10).



Ville autonome de Ceuta : projet « INVOLUCRADOS » d'accompagnement vers l'emploi et d'acquisition de compétences numériques à l'intention de personnes en situation d'exclusion sociale

Le projet INVOLUCRA2 vise à évaluer si la formation aux compétences personnelles de base a un effet positif sur l'employabilité et la recherche d'emploi. Un deuxième objectif est d'évaluer si la formation aux activités numériques pour l'emploi, en plus de la formation aux compétences personnelles de base, a un effet complémentaire sur l'employabilité et la recherche d'emploi.

Organisme de mise en œuvre

Département des services sociaux de la ville autonome de Ceuta

Budget (établi dans une convention)

2 127 057,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 2 004 590,38 euros, soit 94,24%)

Évaluation

Secrétariat général pour l'inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Antonio Cabrales et Warn N. Lekfuangfu).

Informations générales

Département des services sociaux de la ville autonome de Ceuta	Exclusion sociale à Ceuta
<p>Le département des services sociaux est l'entité de référence du système public de services sociaux de la ville autonome de Ceuta pour la mise en œuvre de la politique sociale des organes compétents de l'administration publique. Il planifie, gère et évalue les programmes mis en œuvre pour répondre aux besoins sociaux. Il coordonne ses propres ressources, ainsi que celles des différents systèmes de protection sociale, et toutes les actions inhérentes au système public de services sociaux.</p> <p>Pour la réalisation du projet, le département a bénéficié du soutien et de l'assistance technique de TRAGSATEC.</p>	<p>Le chômage et l'exclusion sociale sont étroitement liés et constituent des défis majeurs dans le domaine socio-économique en raison de leur complexité, de leur nature multidimensionnelle et de leur impact significatif sur des millions de personnes.</p> <p>Selon les données de l'INE (Institut national de la statistique), la ville autonome a enregistré un taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (indicateur AROPE) de 42,4 % en 2023, supérieur à la moyenne nationale (26,9 %). Elle a également atteint un taux de chômage de 28,4 % en 2023 (contre 11,8 % à l'échelle nationale). La situation en matière d'éducation présente des défis importants : plus de 50 % de la population âgée de 25 à 64 ans n'a pas terminé les études secondaires. Ce pourcentage est le plus élevé à l'échelle nationale.</p>

Intervention

Groupe de traitement 1 : des entretiens professionnels sont réalisés afin d'établir un plan personnalisé de formation et d'orientation vers l'emploi. Pendant cinq mois, à raison de deux heures par semaine, les personnes participantes reçoivent une formation personnelle à l'employabilité, sous la forme de séances individuelles et collectives. Groupe de traitement 2 : ce groupe reçoit lui aussi une formation aux compétences numériques en matière d'employabilité, à raison de quatre heures par semaine, pendant cinq mois également, sous forme de séances individuelles et collectives.

Le groupe de contrôle ne reçoit pas de formation, mais réalise l'entretien professionnel. L'objectif ici est d'offrir un soutien comparable à celui offert par les services publics de l'emploi de la ville, et d'établir une comparaison entre le modèle traditionnel et une approche plus personnalisée de l'accompagnement. Toutes les personnes participantes bénéficient d'un smartphone, de l'installation de l'application informatique de recrutement CRM-BAE et d'instructions sur son utilisation. De cette manière, toutes les personnes participantes savent utiliser les mêmes outils technologiques.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de personnes au chômage, bénéficiaires du RMV et/ou du revenu minimum d'insertion sociale, âgées de plus de 16 ans et de moins de 65 ans, possédant des compétences de base en espagnol (compréhension orale, lecture et écriture), et résidant

dans la ville autonome de Ceuta. Un seul membre de chaque unité familiale peut participer au projet.

Profil des personnes participantes

66 % des personnes participantes sont des femmes, âgées en moyenne de 43,2 ans, de nationalité espagnole pour la plupart (86 %) et sans emploi (77 %). 24 % n'ont pas fait d'études et 46 % ont un niveau d'études primaire ou secondaire inférieur.

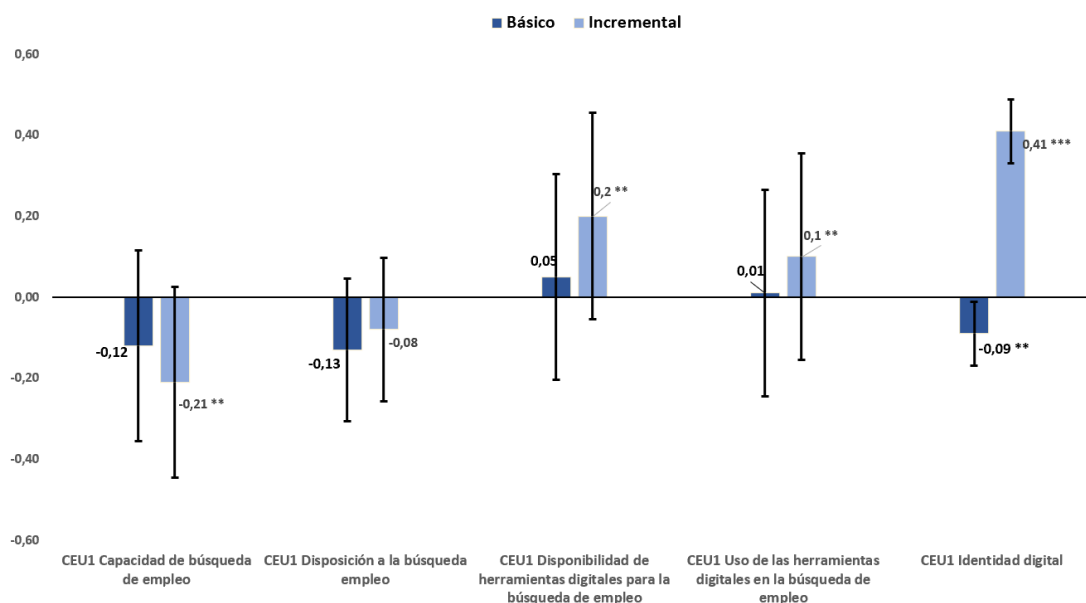
Plan de l'expérimentation

707 personnes ont participé à ce projet ; 237 ont été assignées au groupe de traitement 1, 234 au groupe de traitement 2 et 236 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Les résultats de l'évaluation du projet IMVolucra2 indiquent l'existence possible d'effets modérés sur certains indicateurs, en particulier dans le cas du groupe de traitement 2, avec un impact sur les compétences numériques :

- C'est dans le groupe de traitement 2 que certains effets sont observés dans le **domaine numérique**. Une augmentation possible de la disponibilité et de la capacité à utiliser des outils numériques est constatée, ainsi qu'une augmentation de la prise de conscience de l'identité numérique.
- Pour ce qui est de l'**auto-perception** de la situation subjective d'une personne, concernant la capacité et la disposition à rechercher un emploi, une prise de conscience de la situation de vulnérabilité dans ces domaines peut être en train de se produire. Cette constatation à court terme peut être une première étape qui pourrait conduire, à moyen ou à long terme, à un comportement visant à atténuer une situation dont la personne a déjà pris conscience.
- L'horizon de l'évaluation étant un horizon à court terme, il n'est pas possible de déceler dans les domaines étudiés des effets à moyen et long terme, période considérée comme la plus appropriée pour pouvoir constater les effets du programme.



Galice : projet intégral d'accompagnement pour la réduction de la pauvreté des enfants

Le projet évalue l'impact d'une approche globale de la pauvreté infantile dans les familles vulnérables avec enfants, vivant dans des contextes urbains défavorisés ou dans des zones rurales en situation d'exclusion territoriale en Galice. Des interventions et des services personnalisés, adaptés aux besoins spécifiques de chaque membre de la famille participant au projet sont offerts dans le but de réduire la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Organisme de mise en œuvre

Département des services sociaux et de la jeunesse du gouvernement régional de Galice

Budget (établi dans une convention)

10 602 625,83 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 5 679 071,17 euros, soit 53,6%)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Laura Hospido).

Informations générales

Département des services sociaux et de la jeunesse	Pauvreté des enfants
<p>Le département des services sociaux et de la jeunesse est l'organe chargé de proposer et de mettre en œuvre les lignes directrices générales du gouvernement régional de Galice dans le domaine du bien-être. Ses compétences couvrent le domaine des services sociaux, notamment les politiques familiales, les enfants, l'aide sociale, l'inclusion sociale, les services communautaires, l'immigration, l'aide aux personnes handicapées et aux personnes âgées, la promotion de l'autonomie personnelle et l'aide aux personnes en situation de dépendance, ainsi que les politiques en faveur des jeunes et le volontariat.</p> <p>Pour la mise en œuvre de ce projet, sept entités du tiers secteur de l'économie sociale ont apporté leur concours : fondation Juan Soñador, fondation Meniños, Cáritas Mondoñeño-Ferrol, Cáritas Lugo, l'association Arela, les centres de développement rural O Viso et Portas Abertas.</p>	<p>La pauvreté des enfants a différentes causes et est généralement associée à un moindre développement scolaire et à un abandon précoce de l'école, ce qui implique une probabilité plus faible d'avoir des emplois décents à l'avenir et, donc, une perte de ressources potentielles en termes de génération de connaissances pour la société dans son ensemble. C'est ainsi que se produit la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, quatre personnes pauvres sur cinq (83,3 %) restant pauvres pendant de nombreuses années. Voilà pourquoi, la pauvreté des enfants est l'un des principaux axes d'analyse des politiques sociales nationales et européennes.</p> <p>Selon les dernières données présentées par l'EAPN Espagne, la Galice a enregistré un taux de pauvreté infantile de 24,9 % en 2022, soit environ 92 000 enfants, adolescents et adolescentes.</p>

Intervention

L'objectif principal de ce projet est d'améliorer les niveaux d'inclusion sociale des familles avec enfants, adolescents et adolescentes à charge et de réduire ainsi la pauvreté infantile. Le projet vise donc à :

- offrir aux familles faisant l'objet de l'intervention un soutien et des services adaptés qui leur permettent d'accéder aux services, en éliminant les obstacles actuels, en promouvant le plein exercice de leurs droits et en améliorant leur inclusion sociale ;
- offrir aux enfants de ces familles un soutien scolaire spécial afin d'assurer leur continuité dans le système, d'améliorer leur réussite scolaire et de contribuer à éviter la transmission intergénérationnelle de la pauvreté ;
- offrir aux membres de la famille qui font partie de la population active ou de la population active potentielle une formation professionnelle qui leur permette de s'engager dans un parcours vers l'emploi, grâce à l'amélioration de leurs compétences et au soutien qui leur est apporté dans la recherche active d'un emploi.

Ce programme innovant est évalué par rapport au modèle traditionnel d'aide des services sociaux. Il offre un éventail de 22 interventions personnalisées en fonction des besoins particuliers de chaque membre de la famille. Les trois principaux domaines d'intervention du parcours sont : l'emploi, l'école et l'environnement social, ce dernier englobant la santé et les

soins, le logement, les compétences numériques, la responsabilité parentale et l'action communautaire.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de familles avec enfants à charge, bénéficiaires du revenu minimum vital et/ou du revenu d'inclusion sociale de Galice et d'autres familles en situation de vulnérabilité, résidant dans l'une des sept villes principales de Galice (La Corogne, Lugo, Ourense, Pontevedra, Ferrol, Saint-Jacques-de-Compostelle et Vigo).

Profil des personnes participantes

54 % des familles participantes sont des familles monoparentales et près de 90 % reçoivent le RMV. Pour ce qui est de la distribution géographique, 27 % des familles participantes vivent à Vigo et 23 % à La Corogne.

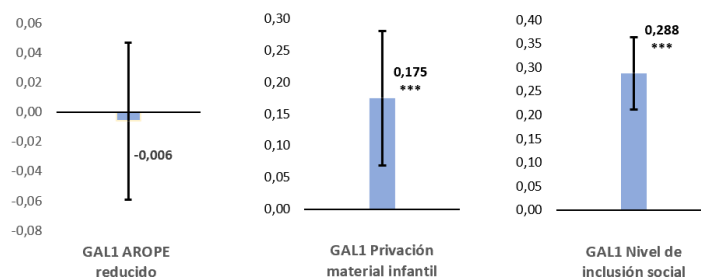
Plan de l'expérimentation

2 359 familles ont participé à ce projet ; 1 060 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement et 1 299 au groupe de contrôle. L'unité de randomisation est la famille.

Résultats de l'évaluation

Le nouveau modèle d'accompagnement personnalisé, adapté aux besoins spécifiques de chaque membre de la famille bénéficiaire, donne les résultats suivants :

- **Amélioration dans le domaine de la privation matérielle des enfants** : le traitement intégral et personnalisé a un effet positif et significatif avec une amélioration moyenne comprise entre 0,13 et 0,17 écart-type, par rapport au modèle traditionnel.
- **Amélioration dans le domaine de l'inclusion sociale** : l'effet du traitement intégral est positif et significatif, avec une amélioration de l'inclusion sociale des personnes participantes comprise entre 0,20 et 0,29 écart-type en moyenne, par rapport au modèle traditionnel. L'inclusion sociale est mesurée par un indicateur calculé sur la base de sept composantes : la santé, le logement, les compétences numériques, les responsabilités parentales, l'intégration communautaire, l'éducation et l'employabilité.



Pays basque : projet d'accompagnement intégral pour l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RMV ou de l'allocation de garantie de revenus

Le projet vise à améliorer les possibilités d'insertion sociale et professionnelle du groupe de personnes en situation de chômage de longue durée, bénéficiaires du RMV ou de l'allocation de garantie de revenus (RGI, selon le sigle en espagnol) par le biais de parcours d'accompagnement intégral et d'initiatives mixtes emploi-formation. Les personnes participantes pourront ainsi acquérir des compétences professionnelles qui leur permettent d'améliorer leur employabilité et leurs compétences, de modifier leur comportement en matière de recherche d'emploi, de renforcer leur proactivité et leur motivation, de manière à avoir une plus grande autonomie financière qui se traduira, à son tour, par une plus grande affirmation professionnelle.

Organisme de mise en œuvre

Région du Pays basque / Département du travail et de l'emploi du gouvernement par l'intermédiaire du Lanbide (service basque pour l'emploi)

Budget (établi dans une convention)

6 590 610,57 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 5 727 061,40 euros, soit 86,9 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du J-PAL Europe

Informations générales

Département du travail et de l'emploi du gouvernement basque via le Lanbide	Situation d'exclusion sociale et de chômage de longue durée
<p>Le gouvernement du Pays basque, par l'intermédiaire de son département du travail et de l'emploi, est responsable du projet. La mise en œuvre est assurée par le service basque pour l'emploi (Lanbide), qui est rattaché au département du travail et de l'emploi et dont la mission est de contribuer au plein développement du droit à un emploi stable et de qualité, et de promouvoir la réalisation d'un marché du travail qui contribue efficacement à garantir l'employabilité des travailleurs et des travailleuses et à couvrir les besoins en personnel adapté aux exigences des entreprises, ainsi qu'à promouvoir la cohésion sociale et territoriale, à travers la gestion des politiques de l'emploi qui lui sont confiées et l'application de la législation du travail.</p> <p>Par ailleurs, les services sociaux de chaque conseil municipal sont responsables de la coordination et du recrutement des personnes participantes.</p>	<p>Au Pays basque, le taux de chômage était de 7,5 % en 2023, avec un pourcentage de personnes en situation de chômage de longue durée de 45,4 % sur le chiffre total. Près de 39 % d'entre elles bénéficiaient de l'allocation de garantie de revenus, une aide financière gérée par le Lanbide et destinée à soutenir les personnes dans leur recherche d'emploi. Ces types de programmes d'emploi et de formation par l'expérience sont particulièrement exigeants en termes de ressources (personnelles, économiques et de coordination), compte tenu de leur durée ; mais ils peuvent a priori avoir des effets très positifs sur l'insertion professionnelle des personnes éloignées du marché du travail. Ils viennent compléter d'autres programmes similaires mais moins intensifs mis en place par le Lanbide. Le développement d'un programme pilote et l'évaluation de son efficacité sont donc nécessaires pour déterminer son intégration dans le portefeuille des services du Lanbide.</p>

Intervention

L'objectif de cette intervention est de doter les personnes participantes de qualifications adaptées aux besoins du marché du travail, par le biais d'initiatives pour l'emploi et de formation permettant de combiner l'apprentissage formel et la pratique professionnelle sur le lieu de travail. Le traitement reçu a consisté en une **formation de 2 mois**, de préférence associée à la délivrance d'un certificat officiel, à l'issue de laquelle les personnes ont été embauchées en alternance pour une **période de 10 mois** par les entités collaboratrices et ont perçu la rémunération correspondante. Le groupe de contrôle n'a reçu aucun traitement spécifique.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de personnes en situation de chômage de longue durée dans la région du Pays basque (personnes au chômage pendant au moins 12 mois sur une période de 18 mois) et des bénéficiaires du RMV et/ou de l'allocation de garantie de revenus. Le projet a été mené dans les territoires suivants : **Araba** (Vitoria-Gasteiz et Amurrio), **Bizkaia** (Bilbao, Bermeo, Sestao, Santurtzi, Orduña, Ermua, Muskiz et le groupement intercommunal de Encartaciones) et **Gipuzkoa** (Zumarraga, Irún, Arrasate et Tolosaldea).

Profil des personnes participantes

58 % des personnes participantes sont des hommes et 80 % sont de nationalité espagnole. 43 % ont plus de 50 ans et 64% ont un niveau de scolarisation correspondant au premier cycle du secondaire ou un niveau inférieur.

Plan de l'expérimentation

475 familles ont participé au projet. 199 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement et 276 au groupe de contrôle.

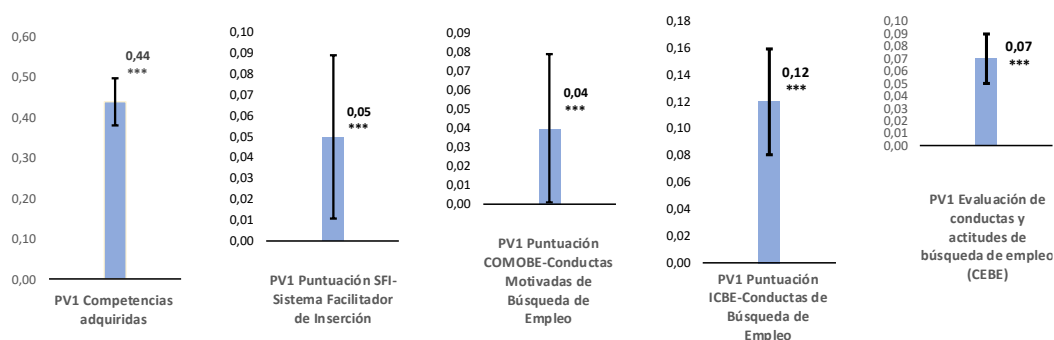
Résultats de l'évaluation

Les principaux résultats de l'évaluation sont les suivants :

- **Acquisition de compétences professionnelles** : les formations reçues par les personnes du groupe de traitement ont eu un effet très positif sur l'acquisition de compétences professionnelles, en comparaison avec le groupe de contrôle. Cet effet se traduit par un résultat presque six fois supérieur dans le groupe de traitement, en comparaison avec le résultat moyen du groupe de contrôle.
- **Amélioration du système de facilitation de l'insertion** : l'effet du traitement sur le système de facilitation de l'insertion se traduit par une augmentation de 5,6 % par rapport au groupe de contrôle.
- **Amélioration de la proactivité et de la motivation à l'égard de l'emploi** : le traitement a un effet positif en comparaison avec les interventions traditionnelles et montre une augmentation de plus de 7 % par rapport au résultat moyen du groupe de contrôle.
- **Amélioration des connaissances et des compétences en matière de recherche d'emploi** : les personnes du groupe de traitement améliorent leurs comportements en

matière de recherche d'emploi, avec un effet impliquant une augmentation de 31 % par rapport au résultat moyen du groupe de contrôle.

- **Amélioration de l'employabilité** : le traitement a un effet positif sur l'employabilité des personnes du groupe de traitement, avec des résultats entre 11 et 13 % supérieurs à ceux du groupe de contrôle.



Catalogne : projet de formation et d'amélioration de l'habitat pour lutter contre la précarité énergétique

L'objectif est d'évaluer l'impact sur la réduction de la précarité énergétique de traitements combinant un accompagnement ciblé et des investissements d'amélioration énergétique dans des logements sociaux. Le programme entend améliorer le bien-être des personnes participantes tout en étudiant la manière dont les politiques publiques peuvent s'attaquer aux deux causes principales de la précarité énergétique, à savoir les mauvaises performances énergétiques des logements et la difficulté des personnes à adapter leur consommation à leurs besoins.

Organisme de mise en œuvre

Gouvernement régional de la Catalogne (département des droits sociaux et Agence de l'habitat).

Budget (établi dans une convention)

11 000 000 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 10 262 591,21 euros, soit 93,3 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du J-PAL Europe.

Informations générales

Département des droits sociaux du gouvernement régional de la Catalogne	Précarité énergétique
<p>Au sein du gouvernement régional de la Catalogne, le département des droits sociaux est l'organe chargé des services, des prestations et de la protection en matière sociale, dont le versement de l'allocation citoyenne (revenu minimum régional), ainsi que des politiques en faveur des jeunes, des personnes âgées, des familles et des enfants, adolescents et adolescentes.</p> <p>Le projet a été mis en œuvre en collaboration avec l'Agence de l'habitat de la Catalogne, l'institution publique chargée de la gestion du parc de logements sociaux dans la région.</p>	<p>L'Observatoire européen de la précarité énergétique établit une liste d'indicateurs pour évaluer la précarité énergétique. Parmi ceux-ci, un indicateur recommandé est celui qui mesure le pourcentage de la population se trouvant dans l'incapacité de maintenir une température adéquate dans son logement.</p> <p>En Catalogne, 15,9 % des ménages disent ne pas pouvoir maintenir une température adéquate dans leur logement.</p>

Intervention

Le projet a pour objectif de comparer l'impact de différentes interventions sur la réduction de la précarité énergétique dont souffrent des groupes de population en risque d'exclusion sociale en Catalogne. Concrètement, il entend mesurer l'efficacité de deux types d'intervention : les **activités de formation et de conseil** portant sur les habitudes de consommation d'énergie domestique et les **investissements d'amélioration énergétique** dans les logements. Il s'agit également d'évaluer dans quelle mesure ces politiques peuvent réduire la précarité énergétique.

En outre, deux interventions satellites sont mises en place pour :

1. améliorer la situation financière des personnes participantes en les accompagnant dans les démarches nécessaires à l'obtention du revenu minimum vital ;
2. mettre fin aux situations d'isolement social dont peuvent souffrir les personnes participantes, cet isolement étant un obstacle à leur progression sociale.

Champ d'action

La **population cible** est composée de ménages locataires de logements sociaux appartenant à l'Agence de l'habitat de la Catalogne. Ce sont des logements dont les performances énergétiques doivent être améliorées.

Profil des personnes participantes

54 % des ménages participants ont des enfants et 16 % sont des familles monoparentales. En moyenne, les ménages participants comprennent 3,1 membres et leurs revenus mensuels avoisinent 1 086 euros. 50 % perçoivent une aide sociale pour leurs dépenses énergétiques. Les

logements ont un niveau de performance énergétique classé E ou F et plus de 80 % d'entre eux sont considérés comme étant dans un état passable ou mauvais.

Plan de l'expérimentation

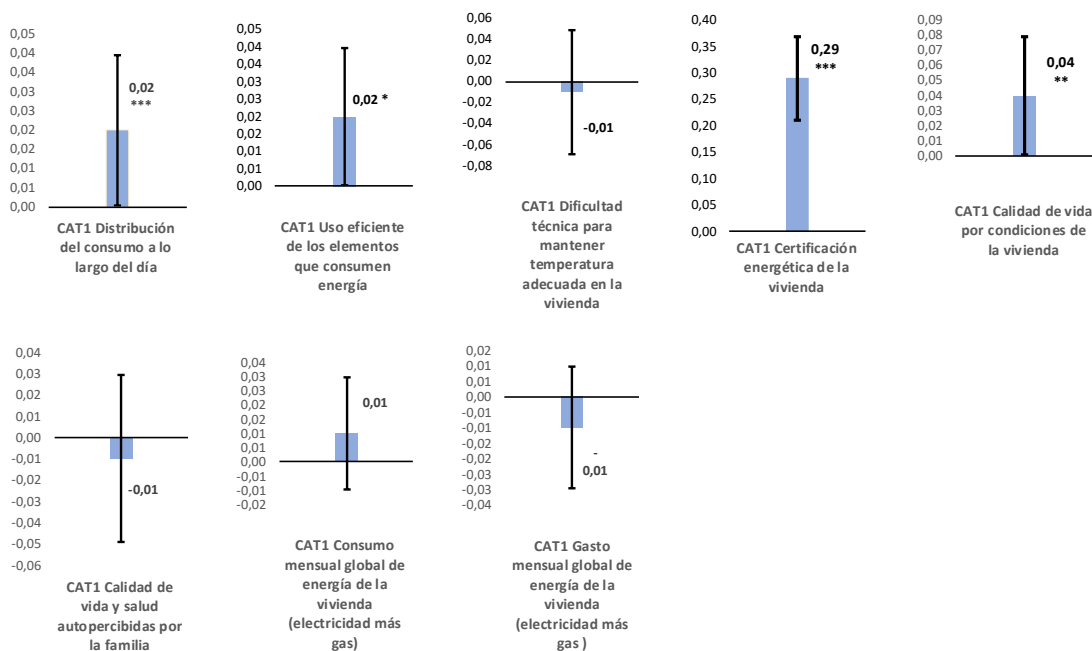
Trois groupes de traitement et un groupe de contrôle ont été constitués. Le groupe de contrôle n'a bénéficié d'aucune intervention. Chaque groupe de traitement était formé de 500 ménages et le groupe de contrôle en comprenait 492. L'expérimentation a été conçue selon le modèle 2x2, chaque groupe de traitement recevant une combinaison différente des deux interventions principales (conseil-formation en énergie et investissements).

Le premier groupe de traitement a uniquement reçu les investissements, le deuxième groupe a seulement bénéficié du conseil-formation, et le troisième groupe a reçu les deux traitements.

Résultats de l'évaluation

Les principaux résultats de l'évaluation sont décrits ci-dessous.

- **Amélioration des habitudes de consommation** : dans les logements dont les locataires ont bénéficié d'un conseil en énergie, la répartition de la consommation d'énergie sur toute la journée a enregistré une amélioration de 32 % et l'utilisation efficace des appareils consommateurs d'énergie une amélioration de 2 %.
- **Amélioration de l'efficacité énergétique du logement** : les logements des deux groupes de traitement ayant reçu des investissements affichent une progression considérable du niveau de performance énergétique (+ 12%) si l'on compare avec les logements du groupe de contrôle et de l'autre groupe de traitement. Cependant, malgré les investissements réalisés, la difficulté technique à maintenir une température adéquate dans le logement ne diminue pas.
- **Amélioration de la qualité de vie des ménages participants** : la qualité de vie liée aux conditions de logement enregistre une amélioration dans les groupes qui reçoivent des investissements, par rapport à ceux qui n'en reçoivent pas, mais il n'y a pas de différence significative entre ceux qui ne reçoivent que les investissements et ceux qui, en plus des investissements, bénéficient d'un conseil en énergie. La perception par les ménages de leur qualité de vie ou de leur santé n'enregistre pas d'amélioration significative, quel que soit le traitement appliqué.
- Les résultats montrent que les traitements proposés n'entraînent pas une diminution de la consommation d'énergie mensuelle. En revanche, une diminution de la facture d'énergie est constatée dans les groupes de traitement qui ont bénéficié d'un conseil en énergie, ceux-ci ayant réduit leurs dépenses de gaz et d'électricité. Les graphiques ci-dessous montrent les résultats du groupe de traitement qui a bénéficié des deux interventions (investissement et conseil) par rapport au groupe de contrôle.



Région de Madrid : projet pour l'employabilité et la formation des jeunes

L'objectif est d'évaluer l'efficacité d'un modèle d'immersion professionnelle visant à augmenter l'employabilité et l'insertion socioprofessionnelle de jeunes en décrochage scolaire.

Organisme de mise en œuvre

Gouvernement de la région de Madrid.

Budget (établi dans une convention)

3 465 899 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 2 638 105,52 euros, soit 76,1 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du J-PAL Europe.

Informations générales

Gouvernement de la région de Madrid	Employabilité des jeunes et retour en formation
<p>Le département de la famille, de la jeunesse et des affaires sociales du gouvernement de la région de Madrid comprend une direction générale chargée des services sociaux et de l'intégration, dont la mission est de développer les services sociaux et de faciliter l'inclusion sociale des personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale.</p> <p>La DG services sociaux et intégration a mis en œuvre ce projet en collaboration avec la fédération Pinardi, un organisme social qui travaille en faveur de l'insertion des jeunes en situation de vulnérabilité.</p>	<p>Le taux de décrochage scolaire des 18-24 ans s'élève à 10,7 % en Espagne (9,7 % dans la région de Madrid). Même si ce taux affiche une tendance à la baisse depuis une dizaine d'années, il demeure supérieur à la moyenne européenne (9,7 %) et à l'objectif de 9 % fixé par l'Union européenne pour 2030. Le décrochage scolaire est à l'origine d'un manque de confiance en soi. Ces jeunes ont une conception négative d'eux-mêmes et se voient comme des personnes peu compétentes et incapables d'apprendre quelque chose de nouveau, ce qui, associé à leurs lacunes scolaires, peut rendre difficile leur accès au marché du travail, sans compter que le chômage des jeunes constitue en Espagne un problème structurel.</p> <p>L'absence d'emploi crée à son tour des conditions susceptibles d'accroître le risque d'exclusion sociale de ces jeunes et de nuire à leur qualité de vie.</p>

Intervention

L'objectif est d'évaluer un modèle personnalisé de parcours pour l'employabilité des jeunes et leur retour en formation. Ce projet, qui s'appuie sur un accompagnement individuel, intensif et intégré, offre des services d'immersion professionnelle tutorée en entreprise. Après une phase de motivation commune aux deux groupes (traitement et contrôle), les jeunes du groupe de traitement reçoivent une « formation en immersion professionnelle », reposant sur un triple tutorat : éducatif, opérationnel (au sein de l'entreprise d'accueil) et professionnel.

Champ d'action

La **population cible** est composée de jeunes de 18 à 29 ans qui ont quitté l'école prématurément (sans terminer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire) ou qui, bien qu'ayant obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire, sont sans activité, sans formation professionnelle et/ou expérience de travail ou avec une expérience très précaire, et se trouvent par ailleurs dans une situation de vulnérabilité (personnes racialisées, LGBTI+, personnes migrantes, etc.). Le projet a été mis en œuvre dans les villes suivantes : Madrid, Alcalá de Henares, Fuenlabrada et Parla.

Profil des personnes participantes

Les personnes participantes sont à 46 % des femmes et à 54 % des hommes. Toutes ont entre 18 et 29 ans. 98 % sont sans emploi et 60 % sont nées en Espagne. Seules 26,5 % ont poursuivi

leurs études après le cycle secondaire ou le niveau élémentaire de formation professionnelle. 76,6 % ont une expérience professionnelle de moins d'un an.

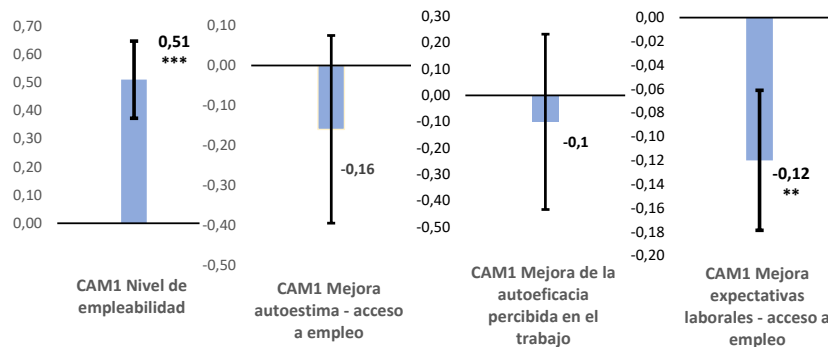
Plan de l'expérimentation

421 personnes ont participé au projet. 211 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement et 210 au groupe de contrôle. Le groupe de contrôle a bénéficié d'un accompagnement vers l'emploi standard et le groupe de traitement a reçu l'accompagnement personnalisé sous forme de triple tutorat dans des entreprises participant au projet. Le traitement comprenait un programme de motivation et une immersion professionnelle tutorée en entreprise. L'intervention s'est déroulée sur trois cycles en vue d'adapter sa mise en œuvre aux opportunités réelles sur le marché du travail et de garantir l'efficacité de l'accompagnement individuel et l'adhésion des personnes participantes au programme.

Résultats de l'évaluation

Si les résultats de l'évaluation montrent un impact sur l'employabilité, principal domaine d'intervention du projet, ils n'indiquent pas d'autres changements à court terme. Il serait donc bon de procéder à une nouvelle analyse, plus approfondie, des effets de l'intervention sur le moyen et le long terme.

- **Amélioration de l'employabilité des personnes participantes** : un effet positif et significatif est constaté en termes d'employabilité. Le taux d'employabilité des personnes du groupe de traitement augmente de près de 20 % par rapport au groupe de contrôle, un résultat d'autant plus positif que les actions du programme sont plutôt axées sur le moyen et le long terme. Ces résultats à court terme renforcent donc une évaluation positive de l'impact du programme sur l'employabilité.
- **Absence d'impact à court terme sur l'emploi et le retour en formation** : les résultats de l'évaluation ne montrent pas une amélioration significative au niveau de l'emploi et des embauches. Étant donné la nature du traitement, il était difficile d'obtenir un tel impact à court terme et l'on s'attend à des effets plus nets à moyen et long terme. De même, on ne constate pas d'effet sur le retour dans le système scolaire, ce qui peut s'expliquer par le fait que les périodes d'inscription ont commencé après le moment où cet indicateur a été mesuré. Dans les deux cas, il sera nécessaire de mesurer de nouveau ces indicateurs ultérieurement pour évaluer l'impact du traitement.
- **Absence de résultats significatifs sur la vulnérabilité perçue en matière d'emploi** : les résultats de l'évaluation ne montrent pas d'effets significatifs sur le sentiment d'efficacité personnelle et la confiance en soi, même si le signe des coefficients peut être interprété comme indiquant un processus de changement et d'amélioration dans ce domaine. De même, la perception négative de sa propre situation sur le marché du travail peut refléter une prise de conscience qui constituerait un premier pas pour renverser cette situation.



Navarre : projet de soutien scolaire pour élèves en situation de vulnérabilité

L'expérimentation a pour objectif de vérifier l'efficacité d'un programme intensif de soutien scolaire en ligne dispensé par des personnels enseignants. Axé sur l'enseignement des mathématiques, ce programme correspond aux cours allant de la 5^e année de primaire à la 2^e année de l'enseignement secondaire obligatoire et s'adresse à des élèves issus de milieux défavorisés de la région de Navarre.

Organisme de mise en œuvre

Département de l'éducation du gouvernement régional de Navarre.

Budget (établi dans une convention)

2 255 868 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 1 217 346,02 euros, soit 54,00 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Teresa Molina Millán, María Hernández-de-Benito).

Informations générales

Département de l'éducation du gouvernement régional de Navarre	Retard scolaire chez des élèves issus de milieux défavorisés
Le département de l'éducation du gouvernement régional de Navarre est l'organisme chargé de la mise en œuvre du programme. Ce département a, entre autres, les attributions suivantes : définir les actions nécessaires pour garantir l'efficacité et la qualité de l'enseignement non universitaire, dans le cadre des compétences de la région de Navarre ; proposer des programmes favorisant l'inclusion des élèves en tenant compte de leur diversité ; élaborer des politiques de promotion et d'évaluation de la qualité des différents niveaux d'enseignement et, pour ce faire, définir et mettre	Diverses études expérimentales ont montré que la perte d'apprentissage provoquée par la pandémie de COVID-19 a frappé bien plus sévèrement les élèves issus de milieux défavorisés. Plusieurs expériences conduites pendant la pandémie ont démontré que les programmes de tutorat en ligne avec des petits groupes d'élèves avaient eu un impact très positif sur l'apprentissage. Il s'agissait, pour la plupart, de tutorats assurés par des personnes bénévoles. En revanche, très peu d'études scientifiques se sont intéressées à l'efficacité des programmes de

<p>en place des systèmes et des processus de qualité ainsi que des méthodes visant à garantir, à évaluer et à contrôler la qualité de l'enseignement.</p>	<p>tutorat conduits par des personnels enseignants. Ce projet entend élargir la portée d'études déjà réalisées en Espagne et en Italie, tout en travaillant sur de nouvelles hypothèses.</p>
---	--

Intervention

Le **principal domaine d'intervention** de ce projet est l'éducation. Le **traitement** consiste en un programme intensif (8 semaines) de tutorat en ligne avec des groupes de deux ou trois élèves par tuteur. Le tutorat est assuré par des personnels enseignants en dehors des heures de cours. Par ailleurs, un traitement complémentaire a été mis en place à l'intention des tuteurs et tutrices. Les personnels enseignants de ce groupe de traitement ont ainsi bénéficié de 12 heures supplémentaires de formation en compétences socio-émotionnelles. Le groupe de contrôle n'a reçu aucun traitement.

Champ d'action

La **population cible** est composée d'élèves issus de milieux défavorisés de la région de Navarre. Ils sont en 5^e et 6^e année de primaire et en 1^{ère} et 2^e année d'enseignement secondaire obligatoire.

Profil des personnes participantes

50 % des élèves de la première édition et 52 % de la deuxième édition sont des filles. 69 % des élèves de la première édition et 80 % de la deuxième édition sont en primaire. 65 % des élèves de la première édition et 69 % de la deuxième édition ont la nationalité espagnole.

Plan de l'expérimentation

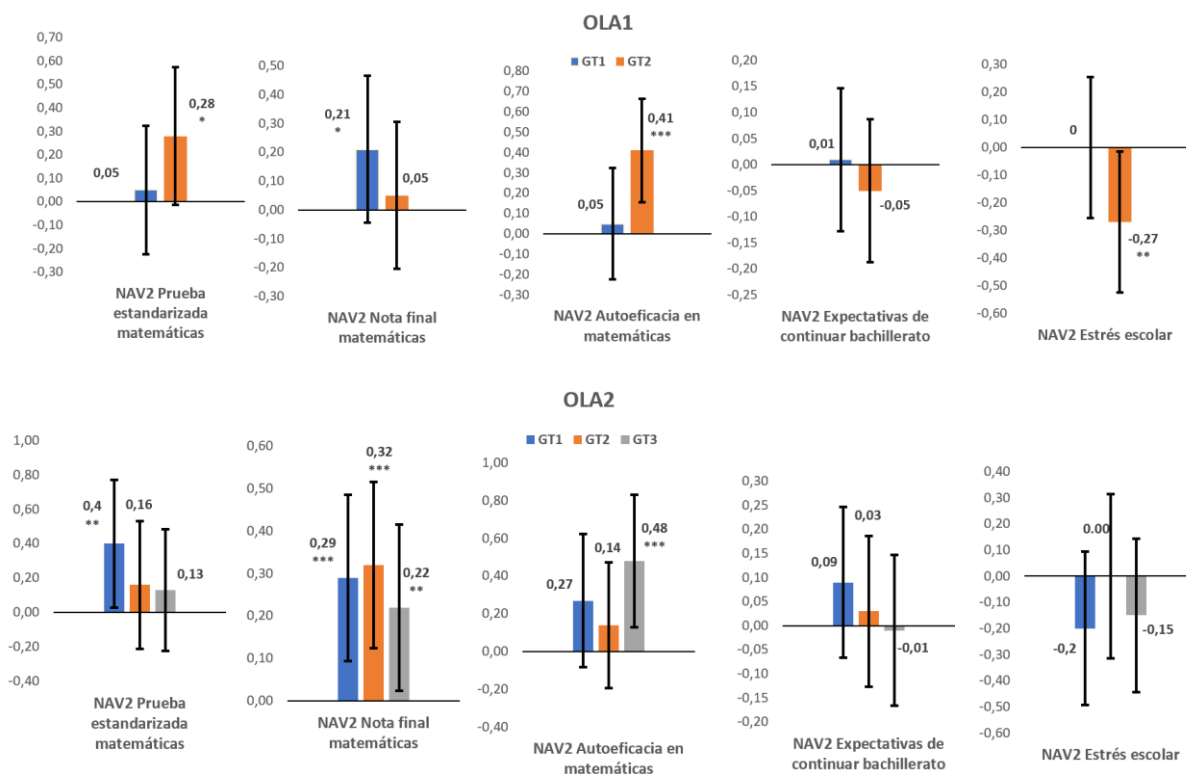
1 344 élèves de 46 établissements scolaires ont participé au projet. 971 ont été assignés de manière aléatoire aux groupes de traitement et 373 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Le programme intensif de tutorat en ligne de 8 semaines adressé à des élèves issus de milieux défavorisés en vue d'améliorer leurs compétences scolaires en mathématiques a conduit à des améliorations significatives dans divers domaines.

- **Amélioration des résultats en mathématiques** : les notes en mathématiques et les tests de niveau des élèves ayant bénéficié du tutorat ont enregistré des améliorations significatives.
- **Augmentation de la confiance en soi et diminution de l'anxiété mathématique** : chez les élèves des groupes de tutorat, le sentiment d'efficacité en mathématiques a significativement progressé et la peur des mathématiques a considérablement diminué.
- **Augmentation du goût pour les mathématiques** : les élèves des groupes de tutorat, en particulier dans le cadre de la deuxième édition du projet, ont fait part d'un plus grand intérêt pour les mathématiques et ont dit y trouver plus de plaisir.

- **Absence d'effets sur les aspirations scolaires** : malgré de meilleures performances et une augmentation du sentiment d'efficacité personnelle, des changements significatifs n'ont pas été constatés concernant les aspirations scolaires des élèves, par exemple sur leur envie de poursuivre jusqu'au baccalauréat ou d'entrer à l'université.
- **Performances similaires selon les groupes de tutorat** : en ce qui concerne les performances scolaires, les tutorats de 3 élèves n'offrent pas de moins bons résultats que les tutorats de 2 élèves, ce qui permet d'envisager une plus grande optimisation des ressources sans compromettre la qualité de l'enseignement.
- **Importance de la composante socio-émotionnelle** : la formation en compétences socio-émotionnelles dispensée aux tuteurs et tutrices de l'un des groupes de traitement a eu un impact positif sur la confiance des élèves dans leurs propres compétences mathématiques.
- **Hétérogénéité des résultats selon les caractéristiques des élèves** : les analyses des résultats montrent que les effets du tutorat varient selon le cadre résidentiel (plus de bénéfices en milieu urbain), le niveau préalable en mathématiques (plus d'améliorations pour les élèves qui avaient déjà un meilleur niveau), et d'autres facteurs, comme le sexe et la nationalité.



Andalousie : projet « POPI » d'inclusion sociofamiliale à l'intention de familles avec des enfants en situation d'absentéisme et d'échec scolaire

Le projet POPI fournit un accompagnement professionnel aux familles afin d'accroître leur niveau de participation et d'adhésion à différentes ressources privées et publiques susceptibles de les aider à améliorer leur situation sociale défavorisée. Il entend ainsi réduire ou prévenir l'absentéisme scolaire des enfants.

L'expérimentation évalue l'impact d'un travail holistique sur l'absentéisme scolaire mené en Andalousie. Le projet aborde la complexité des dynamiques individuelles et familiales présentes dans les familles en situation de vulnérabilité et d'exclusion sociale afin de réduire l'absentéisme scolaire des enfants, d'améliorer leurs performances à l'école et de prévenir les abandons précoces de scolarité.

Organisme de mise en œuvre

Gouvernement régional de l'Andalousie

Budget (établi dans une convention)

15 000 000 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 8 448 619,28 euros, soit 56,32 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion

Informations générales

Gouvernement régional de l'Andalousie	Absentéisme scolaire
<p>Le gouvernement régional de l'Andalousie, par le biais de son département pour l'inclusion sociale, la jeunesse, la famille et l'égalité, a mis en œuvre le projet avec le concours des collectivités locales, qui ont contribué à la mise en place des activités et participé à la collecte et à la systématisation des données tout au long du processus. Pour les activités de groupe des parcours d'inclusion sociofamiliale, les collectivités locales ont travaillé avec des équipes techniques recrutées à cette fin ou ont compté sur la collaboration d'entités du tiers secteur.</p>	<p>Selon les chiffres les plus récents du gouvernement régional de l'Andalousie (2022), le taux de décrochage scolaire dans la région s'élève à 15,3 %, un pourcentage supérieur à la moyenne nationale (13,9 %). L'absentéisme scolaire est un phénomène lié à l'exclusion sociale et à la situation de vulnérabilité dont souffrent certaines familles.</p>

Intervention

Toutes les familles participantes ont bénéficié d'actions individuelles ciblant les adultes et les enfants, ainsi que de séances de tutorat portant sur la coordination du travail entre les établissements scolaires et les équipes d'accompagnement familial.

En outre, les enfants du groupe de traitement ont participé à des séances de groupe visant à renforcer l'intelligence émotionnelle et les compétences scolaires. Les adultes vivant avec eux ont participé à des séances de groupe abordant les dynamiques familiales et offrant une formation en compétences numériques.

Domaine d'action

La **population cible** est composée de ménages bénéficiaires du revenu minimum vital ou du revenu minimum d'insertion sociale andalou (en priorité), résidant dans des zones défavorisées, avec des enfants de 6 à 16 ans en situation d'absentéisme scolaire et/ou de vulnérabilité sociale.

Profil des personnes participantes

47 % des enfants participant au programme sont des filles et 53 % des garçons, âgés en moyenne de 10-11 ans. 67 % sont en primaire. 84 % des personnes qui en ont la charge ont la nationalité espagnole.

Plan de l'expérimentation

2 313 ménages ont participé au projet. 1 447 ont été assignés à l'échantillon principal et 866 à l'échantillon de réserve. 724 ménages de l'échantillon principal ont été assignés de manière aléatoire au groupe de traitement et 723 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Les résultats de l'évaluation de ce projet montrent que la différence de traitement n'a pas suffi à provoquer des changements à court terme sur les habitudes des familles et des enfants bénéficiaires du traitement. Aucun impact positif et significatif n'est constaté sur la réduction des absences, ni sur l'évaluation globale de la compréhension de l'écrit, de l'expression orale, du raisonnement et du calcul. Un impact négatif peu significatif est observé sur les compétences familiales.

Il convient de souligner le taux élevé d'adhésion au projet parmi les personnes qui ont décidé d'y participer, malgré la quantité et la diversité des collectivités locales l'ayant mis en œuvre simultanément. Il s'agit là d'un aspect hautement significatif étant donné que la population ciblée est une population en situation de vulnérabilité ou d'exclusion sociale, qui a peu de contacts avec l'administration et les services publics.

Asturies : projet « CONNECT-AS » en faveur de l'inclusion sociale numérique

Le projet a pour objectif de réduire la fracture numérique dont souffrent les personnes en risque de pauvreté et d'exclusion sociale dans les Asturies, en travaillant sur trois axes : fourniture de dispositifs numériques et d'une connexion internet ; formation en compétences numériques dans le cadre de groupes réduits ; création de réseaux d'accompagnement et de conseil autour de pôles technologiques dans des centres locaux.

Organisme de mise en œuvre

Département des droits sociaux et du bien-être du gouvernement régional de la Principauté des Asturies

Budget (établi dans une convention)

7 335 893,09 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 5 489 813,41 euros, soit 74,8 %).

Évaluation

Secrétariat général pour l’Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Manuel Bagües).

Informations générales

Département des droits sociaux et du bien-être du gouvernement régional de la Principauté des Asturies	Fracture numérique
<p>Le département des droits sociaux et du bien-être est l’organe responsable du projet, qu’il a mis en œuvre en collaboration avec les centres de dynamisation technologique locale (CDTL) et d’autres centres analogues répartis sur l’ensemble du territoire de la Principauté des Asturies.</p>	<p>Un projet de formation en compétences numériques doit être mis en œuvre afin d’éliminer les principaux obstacles à l’inclusion numérique des populations vulnérables de la région : absence de compétences numériques ; moyens d’apprentissage insuffisants ; pas d’accès à internet et/ou de dispositif numérique ; manque de motivation et de confiance en soi pour utiliser les outils numériques, comprendre la société de l’information et y participer. Ce projet s’inspire d’une expérience préalable de formation en compétences numériques, qui revêtait des caractéristiques semblables et dont la mise en œuvre s’est faite à une plus petite échelle dans la commune d’Arriondas.</p>

Intervention

Le traitement comprenait 3 lignes d’action : 1. **kit « CONECT-AS »** pour l’inclusion sociale et numérique de toutes les personnes participantes (dispositif et connexion internet) ; 2. **accompagnement** présentiel en petits groupes (groupe de traitement A) ; 3. **réseau d’aide et de conseil** à la demande autour de pôles technologiques dans des centres locaux (groupe de traitement B). Le groupe de contrôle a uniquement reçu le kit « CONECT-AS ». L’évaluation mesure donc l’impact de l’accompagnement et du conseil, tant au niveau des compétences numériques que de **l’interaction avec les administrations publiques par des moyens numériques**.

Domaine d’action

La **population cible** est composée de personnes bénéficiaires soit du revenu minimum vital (RMV), soit du revenu minimum asturien (SSB), soit des deux (RMV + SSB), âgées de plus de 18 ans, réparties sur l’ensemble du territoire de la Principauté des Asturies et vivant en milieu rural,

urbain ou semi-urbain. Le projet a été mis en place dans **78 communes de la Principauté des Asturies**.

Profil des personnes participantes

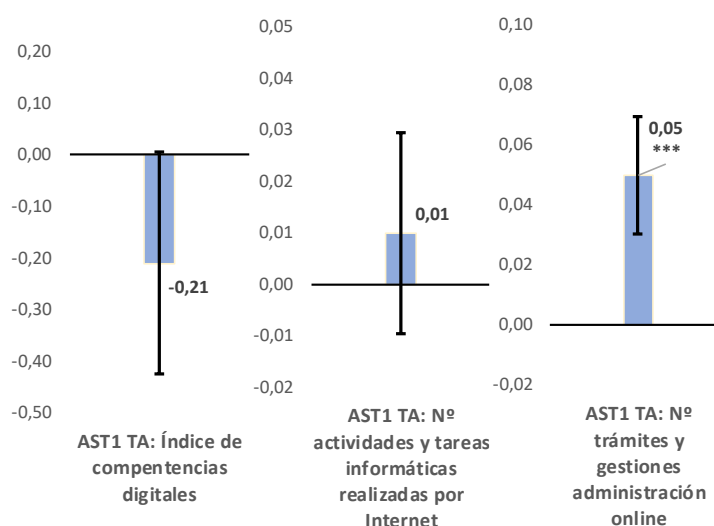
69 % des personnes participantes sont des femmes et la moyenne d'âge est de 46 ans. La personne participante moyenne a une formation équivalente au diplôme du premier cycle du secondaire. Le ménage moyen est composé de 2,3 membres, dont 0,7 enfant. Environ 51 % des personnes participantes touchent le RMV, tandis que 67 % sont bénéficiaires du SSB. 73 % vivent en milieu urbain.

Plan de l'expérimentation

1 654 personnes ont participé au projet. 550 ont été assignées au groupe de contrôle, 552 au groupe de traitement A et 552 au groupe de traitement B.

Résultats de l'évaluation

- **Le traitement améliore l'interaction avec les administrations publiques par des moyens numériques** : pour le groupe de traitement A, qui a reçu l'accompagnement présentiel, le nombre de démarches réalisées en ligne auprès des administrations publiques a enregistré une augmentation (+ 13 % par rapport au groupe de contrôle).
- Il n'y a pas d'effets significatifs sur les compétences numériques ou sur l'utilisation de moyens numériques pour les activités du quotidien.
- Aucune différence significative n'est constatée pour le groupe de traitement B par rapport au groupe de contrôle, quel que soit l'aspect étudié.



Castille-La Manche : projet intégré d'accompagnement à l'intention des femmes en situation de vulnérabilité (« Construire pour exister à nouveau »)

Ce projet évalue l'impact de parcours d'inclusion sociale élaborés à l'intention de femmes en situation de vulnérabilité ou en risque d'exclusion sociale. Ces parcours visent à renforcer l'intervention sociale des équipes des services sociaux de soins primaires (SSAP) de la région de Castille-La Manche. Il s'agit d'interventions multidimensionnelles, menées en coordination avec les services de l'emploi, d'autres organismes publics et des entités du tiers secteur de l'économie sociale.

Organisme de mise en œuvre

Département du bien-être social du gouvernement régional de Castille-La Manche

Budget (établi dans une convention)

8 999 085,14 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 6 699 056,60 euros, soit 74,44%)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL (Teresa Molina et María Hernández-de-Benito)

Informations générales

Département du bien-être social du gouvernement de Castille-La Manche	Exclusion sociale des femmes
<p>Le sous-département des services sociaux et des prestations sociales du département du bien-être social du gouvernement régional de Castille-La Manche est responsable du projet en coordination avec la direction générale de l'action sociale et la direction générale chargée de l'enfance et de la famille. Le département du bien-être social est chargé de promouvoir, planifier, coordonner, élaborer, mettre en œuvre et contrôler les politiques du gouvernement régional dans le domaine des services sociaux et de l'aide aux enfants, aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes migrantes, aux personnes handicapées et aux autres groupes sociaux nécessitant des soins particuliers, notamment avec la création de centres de protection, de réinsertion et de réhabilitation, ainsi que dans le domaine de la protection et de la tutelle des enfants. L'élaboration des parcours est réalisée par les équipes des services sociaux de soins primaires.</p>	<p>Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (AROPE) en Espagne s'élevait à 26,5 % en 2023, soit 12,6 millions de personnes touchées. En ce qui concerne la communauté autonome de Castille-La Manche, les résultats sont comparables, avec un taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale plus élevé (31,7 %) par rapport à la moyenne espagnole et une incidence plus élevée du chômage, en particulier chez les femmes : le taux de chômage des femmes dans la région de Castille-La Manche était de 16,8 % en 2023, soit près de 7 % de plus que celui des hommes. La situation du marché du travail a un impact direct sur les taux de pauvreté et d'exclusion, et met en évidence la nécessité de mettre en place des initiatives et des mesures propres à favoriser l'inclusion sociale.</p>

Intervention

Compte tenu de la nature multidimensionnelle de l'exclusion sociale et professionnelle, l'objectif de l'intervention est de **mettre à la disposition des femmes participantes un large éventail d'actions spécifiques adaptées aux besoins de chaque ménage**. L'intervention a été conçue selon la méthodologie RCT, avec un groupe de contrôle et un groupe de traitement. Le groupe de contrôle continue à recevoir les actions habituellement offertes par les services sociaux, tandis que le groupe de traitement bénéficie d'un éventail plus large d'actions, ainsi que de **l'accompagnement intégré d'une équipe de soutien** formée par un conseiller en emploi, un psychologue social et un travailleur social.

Les principaux **domaines d'intervention** sont les suivants : emploi, vie personnelle, situation financière, santé, formation, logement et relations sociales. En outre, des aides financières sont également prévues pour la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée.

Champ d'action

La **population cible** du projet est composée de femmes âgées de 18 à 55 ans résidant en Castille-La Manche, de préférence avec des enfants à charge, au sein de familles dans lesquelles les personnes en âge de travailler sont au chômage et présentent des difficultés d'insertion socioprofessionnelle. En outre, ces familles sont prises en charge par les services sociaux de soins primaires et sont bénéficiaires du revenu minimum vital ou se trouvent en situation d'exclusion sociale selon l'échelle d'évaluation SiSo (mesurant la vulnérabilité et l'exclusion sociale).

Le projet est mené dans **15 zones d'intervention des services sociaux**, 3 dans chacune des provinces de la région de Castille-La Manche.

Profil des personnes participantes

L'âge moyen des femmes participantes est de 38 ans. 77 % d'entre elles ne travaillent pas et 30 % appartiennent à des familles monoparentales.

Plan de l'expérimentation

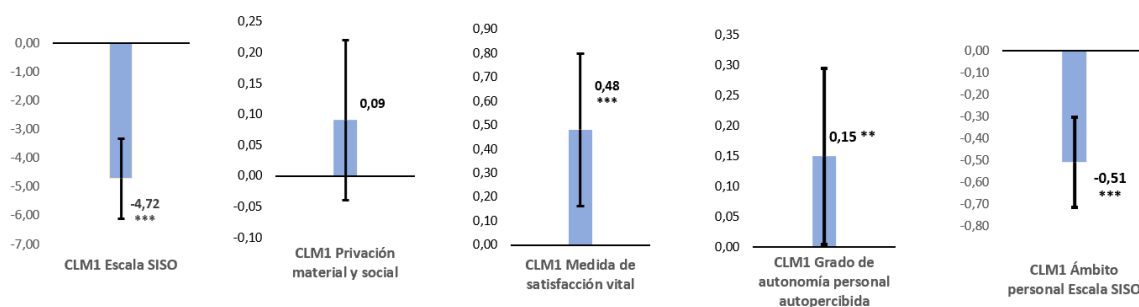
1 652 femmes ont accepté de participer au projet et ont été assignées de manière aléatoire à l'un des deux groupes : 826 au groupe de contrôle et 826 au groupe de traitement.

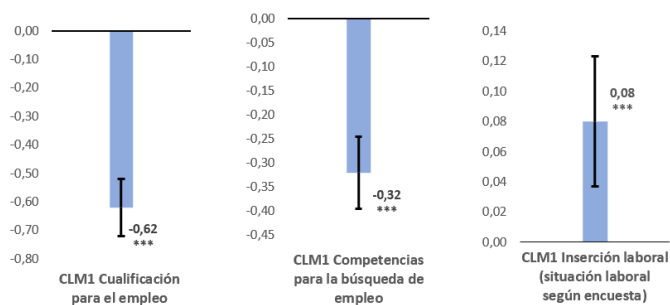
Résultats de l'évaluation

Le projet pilote « Construire pour exister à nouveau », destiné aux femmes en situation de vulnérabilité sociale et économique de la région de Castille-La Manche, offre des conseils personnalisés par l'intermédiaire d'équipes multidisciplinaires. L'insertion sociale et professionnelle des participantes s'est nettement améliorée, comme en témoignent les résultats suivants.

- **Réduction de la situation d'exclusion sociale** : amélioration significative sur l'échelle SiSo, mesurant les situations de difficulté sociale, avec une amélioration moyenne de 10 à 11 % par rapport au groupe de contrôle.
- **Amélioration de la satisfaction de vie et de l'autonomie personnelle** : les participantes ont fait état d'un niveau plus élevé de satisfaction de vie et d'un taux plus élevé d'autonomie personnelle perçue, avec une amélioration de leur bien-être émotionnel et de la perception de leur capacité à influencer sur leur vie.
- **Amélioration de l'employabilité** : des évolutions positives ont été observées en matière de compétences pour l'emploi et pour la recherche d'emploi, avec une évaluation plus favorable de ces domaines de la part des participantes.
- **Effets positifs sur l'emploi, la santé sociale, le logement et les relations sociales** : améliorations significatives en ce qui concerne l'insertion professionnelle, la santé mentale, les conditions de logement et les relations sociales. Le programme s'avère particulièrement efficace dans la réponse apportée aux besoins multidimensionnels des participantes.
- **Probabilité accrue d'avoir un emploi** : les femmes du groupe de traitement étaient davantage susceptibles de déclarer avoir un emploi au moment de l'enquête de fin de programme. Ce résultat n'est pas étayé par les données figurant dans le relevé de carrière des participantes.
- **Absence d'effets significatifs sur la privation matérielle et sociale** : aucun changement significatif de l'indice de privation matérielle et sociale n'a été noté, ce qui laisse entendre qu'il est possible de renforcer l'impact du programme dans ce domaine.
- **Limitations** : il est important de noter l'existence d'un biais dans la sélection des échantillons en raison de la participation non aléatoire aux enquêtes finales, d'où la nécessité d'être prudent dans l'interprétation des résultats.

L'évaluation met en évidence l'efficacité d'un accompagnement personnalisé et multidimensionnel pour améliorer l'insertion sociale et professionnelle des femmes en situation de vulnérabilité. Il serait donc souhaitable de poursuivre et d'étendre ce type d'intervention.





Estrémadure : « Plan vital pour l'inclusion sociale » à l'intention des femmes en situation de vulnérabilité

Ce projet vise à améliorer la qualité de vie des citoyens et des citoyennes, principalement des femmes bénéficiaires du revenu minimum vital (RMV) ou du revenu garanti d'Estrémadure (REG), grâce à la conception et à l'élaboration de parcours d'inclusion personnalisés, un modèle d'accompagnement centré sur la personne, également connu sous le nom de « Plan vital », et comprenant des activités dans les domaines socioprofessionnels et de la santé.

Organisme de mise en œuvre

Gouvernement régional d'Estrémadure

Budget (établi dans une convention)

8 803 049,27 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 1 040 045,31 euros, soit 11,8 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion

Informations générales

Estrémadure	Employabilité des femmes
<p>Le département de la santé et des services sociaux du gouvernement régional d'Estrémadure est chargé de la conception et de la coordination du projet. La mise en œuvre des interventions est assurée par les trois délégations diocésaines de Caritas basées en Estrémadure.</p>	<p>La nécessité d'un tel projet se justifie par le fait que la région d'Estrémadure est la région d'Espagne qui présente le taux le plus élevé de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (selon l'indicateur européen AROPE) : 36,9 % de la population vivant en Estrémadure était exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2022 (moyenne nationale : 26 %).</p> <p>En outre, le taux de chômage dans cette région dépasse de 4,75 % le taux national au quatrième trimestre 2022, selon les données de l'enquête sur les forces de travail, et si l'on considère le taux</p>

	de chômage des femmes, cette différence est encore plus marquée (21,72 % en Estrémadure contre 14,61 % au niveau national). Il est donc nécessaire d'identifier les obstacles, structurels et perçus, à l'accès à l'emploi pour les femmes au chômage et d'analyser les conséquences du chômage sur leur santé mentale.
--	---

Intervention

Trois groupes de traitement sont formés.

- **Groupe de traitement 1 : traitement socioprofessionnel.** Les personnes participantes reçoivent des interventions uniquement dans le domaine socioprofessionnel.
- **Groupe de traitement 2 : traitement dans le domaine de la santé.** Les personnes participantes reçoivent uniquement des interventions dans le domaine de la santé.
- **Groupe de traitement 3 : plan vital intégral.** Les personnes participantes reçoivent les interventions nécessaires découlant du « Plan vital » pour l'inclusion sociale, qui couvre les domaines socioprofessionnels et de la santé.

Les personnes participantes du groupe de contrôle ne reçoivent aucun traitement ou intervention dans le cadre du « Plan vital ». Elles reçoivent les services habituels offerts par le département des services sociaux, de l'emploi et de la santé du gouvernement d'Estrémadure.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de femmes âgées de 18 à 45 ans, bénéficiaires du REG et/ou du RMV et ayant des enfants à charge, vivant dans les zones sanitaires sélectionnées : deux en milieu urbain (Cáceres et Badajoz), et deux en milieu rural (Zafra-Llerena et Navalmoral de la Mata).

Profil des personnes participantes

100 % des personnes participantes sont des femmes, dont 39 % de cheffes de familles monoparentales. L'âge moyen est de 36 ans. 13 % des participantes n'ont aucun niveau d'instruction, 38 % ont un niveau d'éducation primaire, 24 % un niveau d'éducation secondaire et le reste un niveau d'éducation supérieur.

Plan de l'expérimentation

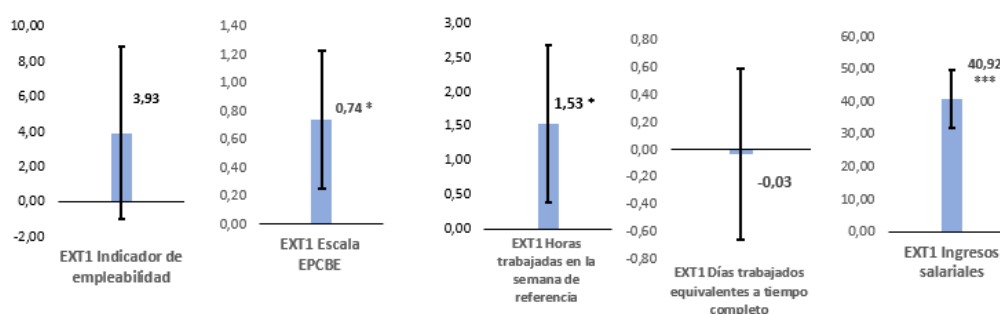
851 personnes ont accepté de participer à ce projet ; 642 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement (214 par groupe) et 209 au groupe de contrôle.

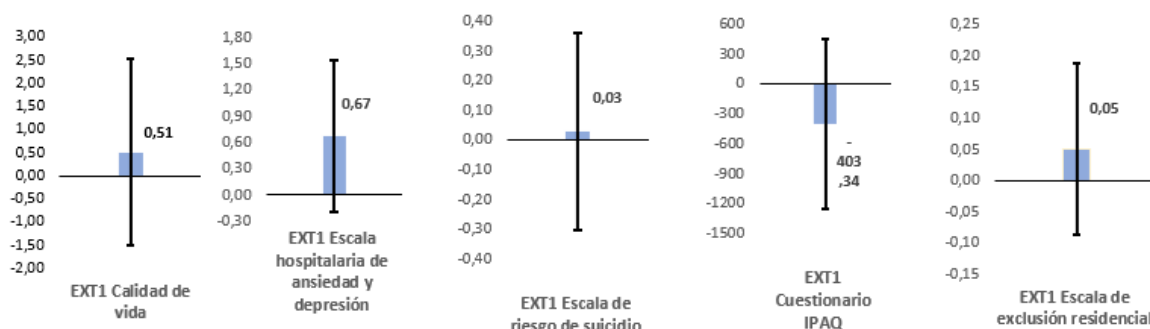
Résultats de l'évaluation

L'objectif du projet était d'améliorer divers aspects liés à l'employabilité et à la santé des participantes. Les résultats suivants ont été observés²¹ :

²¹ Les graphiques montrent les résultats pour les trois groupes pris ensemble.

- **Attentes en matière d'emploi** : un **impact positif mais faible** (+ 1 %) sur les attentes en matière d'emploi, mesurées selon l'échelle EPCBE (attentes en matière de recherche d'emploi), est observé chez les participantes des trois groupes de traitement, en comparaison avec le groupe de contrôle.
- **Insertion professionnelle** : **légère augmentation du nombre d'heures travaillées** que les participantes des trois groupes **déclarent avoir effectuées au cours de la semaine suivant la fin de l'intervention** (+ 1,5 heure en moyenne). Cet effet est observé dans les trois groupes d'intervention, bien qu'il ne soit pas significatif dans chaque groupe pris séparément. **Aucun impact n'est observé sur l'indicateur des jours travaillés en équivalent temps plein** au mois de novembre 2023, selon les registres administratifs.
- **Revenu salarial** : le **revenu mensuel** des participantes des trois groupes **a augmenté** de 40,9 euros en moyenne, l'augmentation la plus marquée et la plus significative étant observée dans le groupe recevant le traitement complet.
- **Employabilité** : un **impact positif** sur l'employabilité est observé dans le groupe de traitement « santé ». Le groupe du traitement socioprofessionnel obtient également des résultats positifs sur l'employabilité, mais ils ne sont pas significatifs.
- **Qualité de vie** : un **impact positif** sur la qualité de vie (+ 5 %) est observé dans le groupe socioprofessionnel. Cet impact n'est pas observé dans les deux autres groupes de traitement.
- **Aucun autre impact n'est observé** sur le reste des indicateurs considérés (activité physique, risque de suicide, anxiété et dépression, exclusion liée au logement et barrières à l'emploi).





Région de Murcie : projet d'activation sociale dans une approche communautaire à l'intention des personnes bénéficiaires du revenu minimum vital ou du revenu d'insertion de base et d'autres personnes en situation de vulnérabilité sociale (ce projet est également appelé « la boîte à expériences »).

L'objectif général du projet est de parvenir à l'activation inclusive des bénéficiaires du revenu minimum vital ou du revenu d'insertion de base et d'autres personnes en situation de vulnérabilité sociale, en améliorant leurs compétences de vie, leur autonomisation sociale et leur participation active à la communauté.

Organisme de mise en œuvre

Institut pour l'action sociale de Murcie (IMAS)

Budget (établi dans une convention)

3 131 403,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 1 376 929,03 euros, soit 44,0 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL (Antonio Cabrales, Warn N. Lekfuangfu et Sergio Blanco)

Informations générales

Institut pour l'action sociale de Murcie (IMAS)	Activation Sociale
L'Institut pour l'action sociale de Murcie (IMAS) est un organisme autonome rattaché au département de la politique sociale, des familles et de l'égalité, par l'intermédiaire de la direction générale des pensions, de l'évaluation et des programmes	On entend par activation sociale le processus par lequel les personnes accèdent aux ressources et aux services de leur environnement, disposent du soutien et des compétences nécessaires pour développer leur projet de vie et participent activement à la vie de la communauté.

<p>d'inclusion. L'IMAS est le coordinateur du projet et le principal responsable de sa mise en œuvre.</p>	<p>Le taux élevé d'inactivité ajouté aux multiples besoins de soutien que présente le groupe cible de l'intervention dans les trois municipalités où elle est menée (Murcie, Carthagène et Alcantarilla) met en évidence un écart marqué par l'inégalité et la vulnérabilité sociale.</p> <p>Par conséquent, il est nécessaire de mettre en œuvre une stratégie axée sur l'activation sociale par le biais d'une intervention intégrale qui couvre les différents niveaux d'intervention : l'individu, le groupe et la communauté.</p>
---	--

Intervention

L'intervention repose sur l'élaboration de **parcours d'activation sociale**, mis en œuvre par les services sociaux de soins primaires (SSAP), dans trois municipalités de la région de Murcie (ville de Murcie, Carthagène et Alcantarilla), par l'intermédiaire d'équipes multidisciplinaires d'activation sociale. Ces équipes ont conçu des activités au niveau individuel et collectif, visant l'accompagnement psychosocial, la formation et l'acquisition de compétences personnelles, en fonction des besoins détectés, dans le but d'assurer la participation communautaire.

Plus précisément, le groupe de traitement a bénéficié d'une série de mesures de soutien par rapport à un groupe de contrôle qui n'a pas bénéficié de l'intervention. Les mesures de soutien sont les suivantes :

1. Renforcement individualisé, à travers des séances d'accompagnement psychologique, social ou vers l'autonomie personnelle.
2. Programme de formation à l'activation sociale en groupe, consistant en 5 modules de formation visant à accroître les compétences dans des domaines tels que l'autonomie personnelle, les compétences personnelles, les compétences de base (lecture, écriture et mathématiques), les compétences numériques, les habitudes de travail et la participation sociale.
3. Activités de participation communautaire (« boîtes à expériences »), consistant en des activités visant à promouvoir la connaissance et l'utilisation des ressources de l'environnement, dans le but d'encourager et d'accroître la participation à celles-ci.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de personnes vivant dans les municipalités d'Alcantarilla, de Carthagène et de Murcie, âgées de 18 à 64 ans, bénéficiaires du revenu minimum vital (RMV) ou du revenu de base d'insertion versé par la région (RBI), ou bien en situation ou en risque d'exclusion sociale, qui ont besoin d'un accompagnement multidimensionnel, ne suivent pas de

parcours d'activation vers l'emploi, ne participent pas à un autre projet similaire financé par le MISSM et sont sans emploi.

Profil des personnes participantes

64 % des personnes participantes sont des femmes et 36 % des hommes. La plupart ont entre 30 et 49 ans (52 %) et sont au chômage (71 %). Environ 60 % n'ont pas terminé l'enseignement secondaire obligatoire.

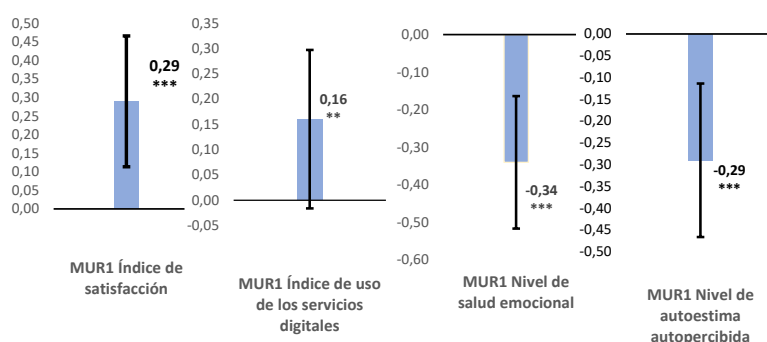
Plan de l'expérimentation

446 personnes ont participé à ce projet ; 236 ont été affectées de manière aléatoire au groupe de traitement et 210 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Les résultats de l'évaluation de l'intervention reflètent une amélioration dans plusieurs domaines d'action, mais une étude plus approfondie serait nécessaire pour observer les effets à moyen et long terme :

- **Amélioration du bien-être** : une amélioration de la satisfaction à l'égard de la vie est observée.
- **Amélioration dans le domaine numérique** : une amélioration dans l'utilisation des compétences numériques est notée.
- **Effet possible sur l'auto-perception de la vulnérabilité** : il est possible que le traitement ait permis aux personnes participantes de prendre conscience de la vulnérabilité de leur situation, ce qui constituerait un premier pas vers un changement de leur situation.



Navarre : projet AUNA d'accompagnement intégré (services sociaux et emploi)

Le projet AUNA vise à évaluer si la mise en œuvre d'un modèle de traitement simplifié du revenu garanti versé par la région et du revenu minimum vital et d'un modèle d'intervention intégrée pour l'activation des bénéficiaires qui ont besoin de soutiens intensifs et complexes peut améliorer leur autonomisation, accroître leur employabilité et réduire leur dépendance des prestations sociales.

Organisme de mise en œuvre

Département des droits sociaux, de l'économie sociale et de l'emploi du gouvernement régional de Navarre.

Budget (établi dans une convention)

5 820 682,11 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 3 723 736,66 euros, soit 64,0 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion

Informations générales

Département des droits sociaux de Navarre	Accompagnement intégré des personnes en situation d'exclusion sociale et/ou de vulnérabilité
En tant qu'organisme public chargé de la gestion des aides et des services offerts par le gouvernement de Navarre aux personnes dans le besoin, ce département a bénéficié du concours de la Fondation Gizain et du Service de l'emploi de Navarre pour l'élaboration du projet. En outre, la Confédération des entreprises de Navarre, les services sociaux de soins primaires et les organismes locaux chargés de ces mêmes services ont également participé au projet.	L'absence d'un cadre intégré pour les actions des services sociaux et de l'emploi met en évidence les profondes limites des politiques d'inclusion sociale. Les professionnelles et professionnels impliqués insistent sur la nécessité de mettre l'accent sur un accompagnement intégré et une approche centrée sur la personne et ses contextes de vie.

Intervention

Les principaux **domaines d'intervention** du parcours sont : l'emploi et l'accompagnement social.

Le **traitement principal** a consisté en un processus de soutien intensif à l'activation vers l'emploi à travers des parcours personnalisés d'accompagnement intégré (services sociaux et emploi) dans le cas de personnes nécessitant un accompagnement multidimensionnel. Le groupe de traitement a bénéficié de conseils et d'un accompagnement en matière d'aide sociale et d'aide à l'emploi, tandis que le groupe de contrôle n'a bénéficié d'aucun service dans le cadre du programme, sauf pour obtenir des informations.

Champ d'action

La **population cible** est constituée de bénéficiaires du revenu minimum vital ou du revenu garanti versé par la région dans les territoires de **de Navarre** où le projet est mis en œuvre : zones sanitaires d'Estella, Tudela, Tafalla et zones de base des services sociaux d'Alsasua, Burlada, Huarte, Villava et Pampelune. Ces personnes ont été sélectionnées à l'issue d'un processus de triage en raison de la complexité de leurs besoins en matière de soutien social et de soutien à l'emploi.

Profil des personnes participantes

57 % des personnes participantes sont des femmes et 43 % des hommes. La plupart ont entre 30 et 65 ans (86 %), sont de nationalité espagnole (68 %) et ont un niveau d'instruction correspondant au premier cycle du secondaire, voire inférieur (86 %).

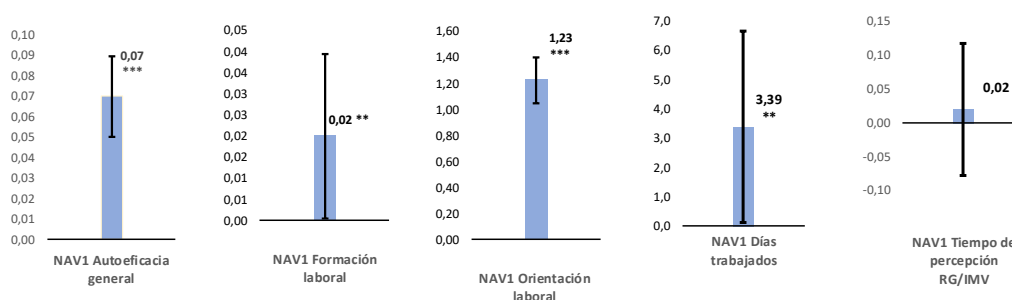
Plan de l'expérimentation

1 095 personnes ont participé à ce projet ; 495 ont été affectées de manière aléatoire au groupe de traitement et 600 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Les principaux résultats du projet sont les suivants :

- **Autonomisation** : on observe une augmentation significative de 9 % dans le groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle.
- **Formation professionnelle** : le traitement a pour effet une augmentation des séances de formation de 0,02 par rapport au groupe de contrôle, cette différence étant significative à 5 %.
- **Orientation professionnelle** : il y a un impact positif significatif à 1 % dans la demande de services d'orientation professionnelle, de conseil et d'accompagnement vers l'emploi, avec une augmentation des séances d'orientation professionnelle de 1,23 dans le groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle.
- **Accès à l'emploi** : le nombre de jours d'inscription à la sécurité sociale au cours des trois derniers mois est supérieur de 3,39 jours dans le groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle, soit un effet significatif à 5 %.
- Cependant, lorsque l'on considère l'intensité du travail mesurée en termes d'équivalents temps plein, il n'y a pas de différence statistiquement significative, sauf pour la spécification « avec contrôles » et l'indicateur « ANTE », où la différence est significative à 5 %.
- **Temps de perception du RG/RMV** : il n'y a pas de différence entre les deux groupes en ce qui concerne cet indicateur.



Région de Valence : projet « Pilotem » de services sociaux et de culture numérique

Ce projet vise à mesurer la corrélation positive entre la création et mise en valeur de la nouvelle fonction prévue dans la loi 3/2019 du 18 février 2019 de la Generalitat relative aux services sociaux inclusifs de la communauté autonome de Valence (« personne professionnelle de référence ») et les objectifs d'inclusion sociale et socioprofessionnelle des personnes en

situation de risque ou d'exclusion sociale, à travers des parcours intégrés, axés sur un accompagnement personnalisé et la formation à la culture numérique.

Organisme de mise en œuvre

Département des services sociaux, de l'égalité et du logement (deuxième vice-présidence du gouvernement valencien)

Budget (établi dans une convention)

10 243 668,33 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 10 243 668,33 euros, soit 100 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion, avec le soutien du CEMFI et du J-PAL Europe (Ana García Hernández, Inés Torres Rojas)

Informations générales

Département des services sociaux, de l'égalité et du logement (deuxième vice-présidence du gouvernement valencien)	Exclusion sociale
<p>Le département des services sociaux, de l'égalité et du logement du gouvernement régional de Valence (deuxième vice-présidence) est l'organe suprême responsable de la gestion et de la mise en œuvre de la politique du gouvernement régional dans les domaines suivants : prestations sociales, services sociaux, personnes en situation de dépendance ou de handicap, égalité, famille, enfance et adolescence, adoption, jeunes, femmes, personnes migrantes, coopération au développement, volontariat social et logement.</p> <p>Le projet pilote a été réalisé avec le soutien d'entités du tiers secteur de l'économie sociale de la région, qui, avec l'appui d'équipes spécialisées, s'intéressent aux situations d'exclusion sociale dans la région. 41 parcours sont proposés et leur mise en œuvre est confiée à 31 entités du tiers secteur de l'économie sociale, en fonction du groupe spécifique ciblé et de la spécialisation de chaque entité.</p>	<p>L'exclusion sociale implique non seulement l'absence de revenus suffisants pour répondre aux besoins fondamentaux tels que l'alimentation, le logement et les soins médicaux, mais aussi le manque d'opportunités éducatives, professionnelles et sociales qui sont fondamentales pour le développement humain et la pleine participation à la société.</p> <p>La région de Valence, où le projet est mis en œuvre, enregistrait un taux AROPE (d'après l'enquête sur les conditions de vie de l'Institut national de la statistique) de 29,6 % en 2023, soit 3,1 % de plus que la moyenne espagnole.</p> <p>Le projet « Pilotem » part d'un double constat en ce qui concerne la gestion et la mise en œuvre des actions d'inclusion sociale au niveau de la région : d'une part, le manque de coordination des actions réalisées par les entités du tiers secteur de l'économie sociale, de la part des services sociaux ; d'autre part, les difficultés qu'éprouve la population vulnérable à accéder à l'administration en ligne.</p>

Intervention

En plus de participer aux parcours d'inclusion habituels mis en œuvre par les entités du tiers secteur de l'économie sociale, les personnes assignées au groupe de traitement bénéficient d'un **accompagnement intégral et personnalisé de la part de la « personne professionnelle de référence » des services sociaux municipaux, ainsi que d'une formation à la culture numérique**. Les personnes assignées au groupe de contrôle prennent part aux parcours proposés par les entités du tiers secteur dans les conditions habituelles.

L'accompagnement intégral et personnalisé s'appuie sur un protocole d'action comprenant un diagnostic de la situation de vulnérabilité, l'élaboration d'un plan personnalisé d'intervention sociale, le suivi par le professionnel ou la professionnelle de référence de la performance de la personne participante dans le parcours, et la coordination avec d'autres professionnels et services. La formation au numérique se concentre sur la relation avec l'administration et l'accès aux ressources publiques par des moyens électroniques.

Champ d'action

La **population cible** est composée de personnes en risque d'exclusion sociale et/ou de bénéficiaires du revenu minimum vital ou du revenu d'inclusion valencien. D'une manière générale, cette population cible comprend des personnes présentant différents types de handicap ou de diversité fonctionnelle, différents groupes de femmes vulnérables (victimes de violence de genre, victimes de la traite ou évoluant dans le milieu de la prostitution, etc.) ou des groupes spécifiques de personnes vulnérables telles que la population gitane, les jeunes en situation de risque ou d'exclusion sociale, les personnes migrantes et réfugiées, les anciens détenus et les sans-abris.

Profil des personnes participantes

69 % des personnes participantes sont des femmes. La plupart (90 %) sont au chômage ou sans emploi et ont un âge moyen de 41 ans. 14 % n'ont aucun niveau d'instruction et 29 % n'ont qu'un niveau d'éducation primaire.

Plan de l'expérimentation

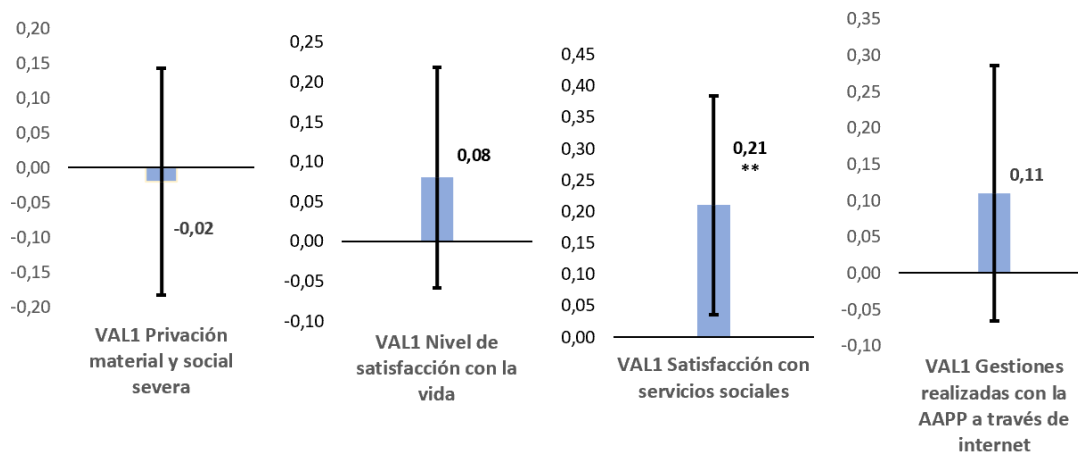
1 481 personnes ont participé à ce projet ; 668 ont été assignées au groupe de contrôle, 672 au groupe de traitement et 141 au groupe de réserve. Après les premiers désistements et remplacements, 703 personnes ont finalement participé au groupe de traitement et 704 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

Le projet « Pilotem » de la région de Valence a été conçu pour améliorer la coordination entre les entités du tiers secteur de l'économie sociale et les services sociaux de soins primaires, et

pour réduire la fracture numérique dans les groupes les plus vulnérables. Le traitement a eu des effets positifs sur l'accompagnement offert par les services sociaux et sur la perception de leur influence. En revanche, il n'a pas eu d'effets significatifs sur les indicateurs de la fracture numérique, de la satisfaction de vie et de l'intégration dans le marché du travail.

- **Amélioration de l'indice de satisfaction à l'égard des services sociaux** : le traitement augmente cet indice de 0,208 écart-type.
- **Amélioration de l'indice d'influence des services sociaux sur la vie quotidienne** : l'indice pour le groupe de traitement est supérieur de 0,233 écart-type, avec des améliorations liées à l'autonomie, à l'humeur, à la sécurité et à la tranquillité d'esprit de la personne participante.
- **Amélioration de l'indice d'évaluation des soins et services reçus de la part des services sociaux** : les personnes du groupe de traitement augmentent cet indice de 0,192 écart-type par rapport aux personnes du groupe de contrôle.
- Effets proches de zéro et non statistiquement significatifs en ce qui concerne les indicateurs de la fracture numérique, de la satisfaction de vie et de l'intégration au marché du travail.



Projets mis en œuvre par les collectivités locales

Mairie de Barcelone : projet « AMUNT ! » d'accompagnement social et d'adhésion aux parcours d'inclusion

Ce projet évalue un programme d'intégration socioprofessionnelle fondé sur le principe du « guichet unique », qui offre à chaque personne participante un parcours personnalisé comprenant une formation professionnelle, des stages en entreprise et la participation à la vie de la communauté.

En outre, après avoir observé une faible adhésion à la première phase du projet, une nouvelle étude a été menée pour évaluer le « take-up » ou « taux d'acceptation » du projet. Cette deuxième phase du projet, appelée « AMUNT ! », évalue l'effet d'un message plus clair et plus motivant sur le degré de participation aux différentes phases du programme. L'étude menée dans le cadre de cette deuxième phase fait l'objet d'une évaluation spécifique dont les résultats sont également présentés.

Organisme de mise en œuvre

Mairie de Barcelone

Budget (établi dans une convention)

9 319 398,05 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 5 602 910,58 euros, soit 60,1 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion avec le soutien du CEMFI et du J-PAL (Teresa Molina-Millán et María Hernández-de-Benito)²².

²²Dans le cas de l'évaluation de l'adhésion au projet, la mairie de Barcelone a bénéficié de l'appui du personnel de recherche de l'Institut Metròpoli, qui a joué un rôle clé dans la définition de la méthodologie et la restitution des résultats de l'exercice d'évaluation du RCT. Ce travail est le fruit d'un accord entre la mairie, l'Institut Metròpoli, le MISSM et les chercheurs du CEMFI et du J-PAL Europe.

Informations générales

Mairie de Barcelone	Exclusion sociale	Difficulté de recruter pour le programme « Amunt ! »
<p>La mairie de Barcelone assure la mise en œuvre du projet par l'intermédiaire du département des droits sociaux, de la santé, de la coopération et de la communauté, responsable des services d'intervention sociale et d'aide aux personnes vulnérables, ainsi que de l'innovation, de la recherche et de la participation sociale.</p> <p>En outre, ce projet pilote a été mené avec la collaboration et l'appui de l'Institut municipal des services sociaux de Barcelone (IMSS), des équipes du programme Làbora, de l'agence Barcelona Activa, du Consortium de l'éducation de Barcelone, de la Direction des services d'action communautaire et du personnel de recherche de l'Institut Metròpoli.</p>	<p>L'exclusion sociale va au-delà de la privation matérielle ; il s'agit d'un phénomène multidimensionnel qui a un impact sur divers aspects de la vie des personnes et les empêche de participer pleinement à la vie en société. Parmi les causes sous-jacentes de ce phénomène, le chômage est considéré comme l'un des principaux obstacles dans la lutte contre l'exclusion sociale.</p> <p>En 2023, la ville de Barcelone a enregistré un taux de chômage de 7,5 %. En ce qui concerne l'indicateur AROPE, en 2020 (dernières données disponibles), le taux de risque de pauvreté était de 25,8 %.</p>	<p>La situation de « non-recours » fait référence au nonaccès aux prestations ou services publics par les personnes qui remplissent les conditions d'éligibilité. Les bénéficiaires sociaux sont donc sous-utilisés et l'efficacité des actions sociales conçues par les administrations publiques s'en trouve réduite.</p> <p>Ce phénomène de non-recours a été constaté dans le cas concret du projet « Amunt ! » : moins de 60 % des personnes participantes prévues ont accepté de participer au programme et signé le formulaire de consentement éclairé.</p>

Intervention

Les personnes du groupe de traitement du projet « AMUNT ! » bénéficient de l'intervention par le biais d'un « guichet unique », où un parcours personnalisé comprenant les activités et les modules de formation les mieux adaptés leur est proposé. Ces activités comprennent notamment des séances de formation, une participation à la vie communautaire et une formation à l'entrepreneuriat dans l'économie sociale et solidaire et, dans certains cas, l'insertion dans le monde du travail grâce à l'acquisition d'une certaine expérience professionnelle dans le cadre de stages en entreprise et à la participation au programme municipal Làbora, qui offre un accompagnement à l'insertion professionnelle et une aide aux entreprises en leur proposant des candidatures adaptées à leurs besoins.

Les personnes participantes du groupe de traitement de la deuxième phase ont reçu un SMS de motivation, clair et différent, les invitant à rejoindre le projet « AMUNT ! », tandis que le groupe de contrôle a reçu un message standard du type de ceux envoyés habituellement par les administrations publiques dans de tels cas. En dehors de ce message, il n'y a pas eu de différences dans l'attention portée aux membres du groupe de traitement et du groupe de contrôle au cours du processus de recrutement pour le

projet « AMUNT ! ». On a ensuite observé comment les personnes des deux groupes ont réagi aux différentes phases du recrutement et si elles ont fini par adhérer au projet. Les principaux domaines d'**intervention** du projet sont : le travail, la vie sociale, la formation et la vie communautaire, ainsi que le **taux d'adhésion (« take-up »)** à la deuxième phase du projet.

Champ d'action

La **population cible** des deux phases est constituée des personnes bénéficiaires du RMV, résidant dans la zone métropolitaine de Barcelone, âgées de 18 à 65 ans et présentant un handicap de moins de 65 %.

Profil des personnes participantes

La grande majorité des personnes participant au projet sont des femmes (64 % de l'échantillon d'observation). L'âge moyen est de 48 ans et 78 % sont inscrites au système d'aide sociale de Barcelone (SIAS).

En ce qui concerne la deuxième phase du projet, 70 % des personnes participantes sont des femmes. L'âge moyen de l'échantillon est de 40 ans. 71 % sont de nationalité espagnole et 46 % vivent au sein de foyers monoparentaux.

Plan de l'expérimentation

Le projet a été mis en œuvre dans la ville de Barcelone avec la participation de 1 183 personnes (750 dans le groupe de traitement et 433 dans le groupe de contrôle). Le groupe de contrôle a eu accès aux ressources habituelles fournies par la mairie de Barcelone et le groupe de traitement a eu accès au guichet unique créé aux fins du projet.

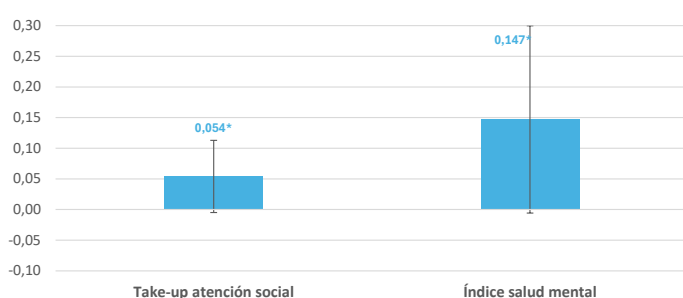
446 personnes ont participé à la deuxième phase du projet ; 225 ont été affectées de manière aléatoire au groupe de traitement et 221 au groupe de contrôle. Le groupe de contrôle a reçu le SMS habituel, tandis que le groupe de traitement a reçu le SMS destiné à les motiver.

Résultats de l'évaluation

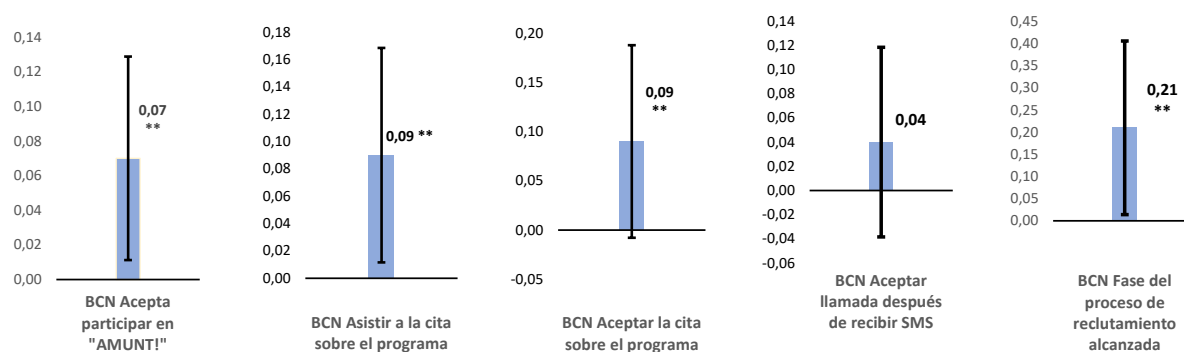
Les principaux résultats de l'évaluation sont les suivants.

Augmentation de l'utilisation des services d'inclusion sociale et d'emploi : un effet positif et statistiquement significatif sur l'utilisation des programmes d'aide sociale est constaté, mais aucune amélioration significative de la participation aux programmes d'emploi ou de formation n'est observée. Dans l'ensemble, il y a un impact positif de 13 % sur l'utilisation des programmes d'aide sociale au sein du groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle (0,054 écart-type, soit un effet significatif à 5 %). Amélioration de la santé mentale : il n'est pas exclu que les participants du groupe de traitement présentent une amélioration de leur santé mentale à la suite de leur participation au projet par rapport au groupe de contrôle.

L'intervention a été marquée par certains facteurs qui ont pu influencer sur ses résultats et ont eu un impact sur ses effets, en particulier les problèmes liés à la durée du projet et au processus de recrutement. La durée de l'intervention n'a pas été celle initialement prévue, en raison de la période de recrutement, particulièrement longue, et de l'impossibilité de modifier la date de fin du projet pour des raisons de calendrier. Dans le cadre du processus de recrutement, on a constaté que l'on ne savait pas exactement quel devait être le profil des personnes à cibler et qu'il était dommage qu'une étude préalable n'ait pas été réalisée afin de définir avec précision les conditions que devaient réunir les personnes participantes.



En ce qui concerne l'évaluation de la deuxième phase, on remarque que l'envoi d'un SMS de motivation, différent et clair, a un effet positif et significatif sur la participation au programme d'inclusion socioprofessionnelle « AMUNT ! ». Cet effet est observé tout au long des différentes phases du processus de recrutement : les résultats montrent que la proportion de personnes accédant aux différentes phases du processus de recrutement du projet « AMUNT ! » augmente d'environ 8 % dans les phases intermédiaires, et de 7 % dans la phase finale. En termes relatifs, l'effet final sur le taux de participation au programme d'inclusion est une augmentation d'environ 50 % par rapport au taux de participation du groupe de contrôle.



Mairie de Madrid : projet d'accompagnement social de familles avec enfants

Ce projet vise à promouvoir le développement et le renforcement des compétences émotionnelles, éducatives et parentales des familles participantes (bien-être psychosocial et éducatif), ainsi qu'à promouvoir la conciliation de la vie professionnelle et familiale des ménages bénéficiant du RMV/RMI et à contribuer à l'amélioration de l'employabilité des familles.

Organisme de mise en œuvre

Mairie de Madrid / Service des politiques sociales, de la famille et de l'égalité

Budget (établi dans une convention)

10 523 291,80 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 7 597 567,98 euros, soit 72,2 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion

Informations générales

Service des politiques sociales, de la famille et de l'égalité de la mairie de Madrid	Vulnérabilité des familles avec enfants
<p>La mairie de Madrid assure la mise en œuvre du projet par l'intermédiaire du service des politiques sociales, de la famille et de l'égalité, dont les compétences sont les suivantes : aide aux familles et à l'enfance, services sociaux, aide aux personnes âgées, immigration, éducation et jeunesse, promotion de l'égalité, violence à l'égard des femmes, diversité, aide sociale d'urgence, SAMU social, bénévolat et coopération au développement.</p> <p>L'agence pour l'emploi de la mairie de Madrid, en collaboration avec celle-ci, est chargée de la mise en œuvre du programme socioprofessionnel. Les universités de La Laguna et de Las Palmas de Gran Canaria sont chargées de la conception du programme « Crecer Felices en Familia (II) » (grandir heureux en famille) et contribuent à son évaluation.</p>	<p>La vulnérabilité des familles madrilènes ayant des enfants à charge et peu de moyens, fait qu'il est très difficile, voire impossible, pour les adultes de ces familles de recouvrer leur autonomie. Ces familles ont besoin de moyens qui leur permettent d'améliorer leur prédisposition ou leur préparation à l'autonomie. Elles ont besoin de temps et d'outils pour gérer l'éducation de leurs enfants.</p>

Intervention

L'intervention implique la coordination d'actions dans différents domaines et repose sur la combinaison de trois stratégies :

1. Le **programme socioprofessionnel** , qui vise à améliorer l'employabilité et s'adresse aux parents de toutes les familles participantes.
2. Le **programme « Respira » (respirez)**, qui aide à concilier la vie professionnelle et la vie familiale.
3. Le **programme psycho-éducatif « Crecer Felices en Familia (II) »** (grandir heureux en famille), qui promeut une parentalité positive et le développement de l'enfant, en combinant des séances de groupe et des séances à domicile.

Le groupe de traitement 1 a bénéficié du programme socioprofessionnel et du programme « Respira ».

Le groupe de traitement 2 a bénéficié du programme « socioprofessionnel » et du programme psycho-éducatif « Crecer Felices en Familia (II) ».

Le groupe de contrôle a bénéficié uniquement du programme socioprofessionnel.

Champ d'action

Le groupe cible du projet est constitué de familles en situation de vulnérabilité sociale ayant à leur charge au moins un enfant de moins de 8 ans. Le projet est mis en œuvre dans la **ville de Madrid**.

Profil des personnes participantes

Les ménages ont en moyenne 2,11 enfants, résident principalement dans des quartiers du sud de la ville (70 %) et beaucoup sont des familles monoparentales (43 %).

Plan de l'expérimentation

1 525 personnes ont participé à ce projet ; 500 ont été assignées de manière aléatoire au groupe de traitement 1, 500 au groupe de traitement 2 et 525 au groupe de contrôle.

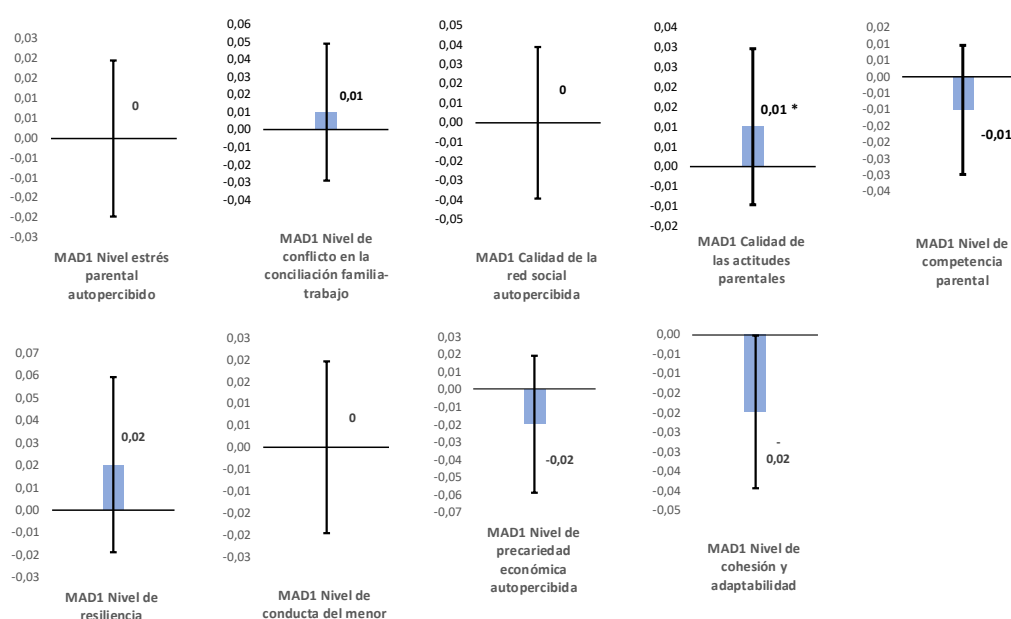
Résultats de l'évaluation

Les principaux résultats de l'évaluation sont les suivants :

- Il n'y a pas de différences significatives entre les deux traitements pour les indicateurs mesurant la **réduction du stress parental**, ni dans l'**amélioration de la conciliation entre vie professionnelle et familiale**.
- En ce qui concerne l'**augmentation des réseaux de soutien social à la famille et la qualité de ceux-ci**, il y a une amélioration significative dans l'évaluation à la fois du soutien formel et informel. Pour les autres indicateurs, il n'y a pas de différence entre les groupes.

- Le traitement psycho-éducatif améliore de manière significative la **qualité des attitudes parentales**, mais aucun effet significatif n'est constaté sur le **niveau de compétence parentale**.
- Il n'y a pas non plus d'impact différentiel du programme psycho-éducatif sur **l'amélioration de la résilience face à l'adversité** et sur **l'autonomie dans la prise de décision**.
- Enfin, il n'y a pas de différence statistiquement significative dans **l'amélioration du comportement de l'enfant** dans l'un ou l'autre des deux groupes de traitement par rapport au groupe de contrôle.

Les graphiques ci-dessous montrent les résultats du groupe de traitement psycho-éducatif par rapport au groupe de contrôle.



Mairie de Santander : projet d'« inclusion par une participation responsable »

Ce projet s'adresse aux personnes bénéficiaires ou demandeuses du revenu minimum vital (RMV) ou du revenu social de base de Cantabrie, ainsi qu'aux personnes en situation d'exclusion sociale ou de vulnérabilité. Il vise à faciliter les processus de connaissance de soi et d'amélioration de l'estime de soi, à faciliter la formation dans différents domaines dans lesquels la ville de Santander manque de professionnels et à encourager l'embauche des personnes ayant suivi avec succès les séances de formation, sur la base de conventions conclues avec des groupes d'entreprises.

Pour atteindre ces objectifs, trois interventions sont prévues : des ateliers de développement personnel, des ateliers de formation professionnelle et une combinaison des deux.

Organisme de mise en œuvre

Mairie de Santander

Budget (établi dans une convention)

827 800,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 332 942,62 euros, soit 40,22 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion avec le soutien du CEMFI et du J-PAL (Ana García Hernández, Yarine Fawaz, Inés Torres Rojas, Pablo Montero Lomas)

Informations générales

Mairie de Santander	Accompagnement intégral des personnes bénéficiant de prestations sociales
<p>La mairie de Santander est responsable de la mise en œuvre du programme, par l'intermédiaire de ses services sociaux. Elle veille au bien-être de toutes les personnes à l'aide de programmes et de services destinés à tous les membres de la famille.</p> <p>La mairie offre notamment les services suivants : services sociaux de base, information et orientation sur les ressources sociales existantes, activités spécifiques de prévention et d'insertion sociale, hébergement temporaire.</p> <p>Elle dispose d'unités de travail social, qui sont les centres d'aide aux citoyens et aux citoyennes de la mairie. Ces unités sont réparties dans toute la ville et fournissent des services à toutes les personnes résidentes qui en font la demande, par l'intermédiaire de travailleurs sociaux, de psychologues et d'éducateurs.</p>	<p>Il n'est pas rare que les bénéficiaires du RMV et/ou d'autres prestations financières se trouvent dans une situation de vulnérabilité psychosociale, en raison de divers facteurs tels que le faible niveau d'éducation, la précarité de l'emploi ou une faible estime de soi. C'est pourquoi ce projet entend non seulement contribuer à améliorer cette situation grâce à différents types de parcours de formation, mais aussi évaluer l'impact différentiel des différentes actions de formation mises en œuvre.</p>

Intervention

Ce projet intervient principalement dans le domaine de l'emploi et dans le domaine socioprofessionnel. Le traitement principal comprend des ateliers de formation personnelle visant à améliorer l'estime de soi et l'autonomisation personnelle, et des ateliers collectifs de formation professionnelle. Les personnes des groupes de traitement bénéficient d'un accompagnement psychosocial pour l'amélioration de l'estime de soi et participent à des ateliers dédiés à l'emploi et axés sur les profils suivants : aides de cuisine ; serveurs et serveuses ; agent et agente de propreté urbaine. Le groupe de contrôle n'a bénéficié d'aucun type d'intervention.

Champ d'action

La population cible est constituée de personnes demandeuses du revenu minimum vital ou du revenu social de base de Cantabrie, ainsi que de personnes en situation d'exclusion sociale ou de vulnérabilité (après évaluation de leur situation sociale par la mairie), résidant dans la ville de Santander, âgées de 18 à 64 ans, étant en situation régulière en Espagne et ayant une connaissance suffisante de l'espagnol.

Profil des personnes participantes

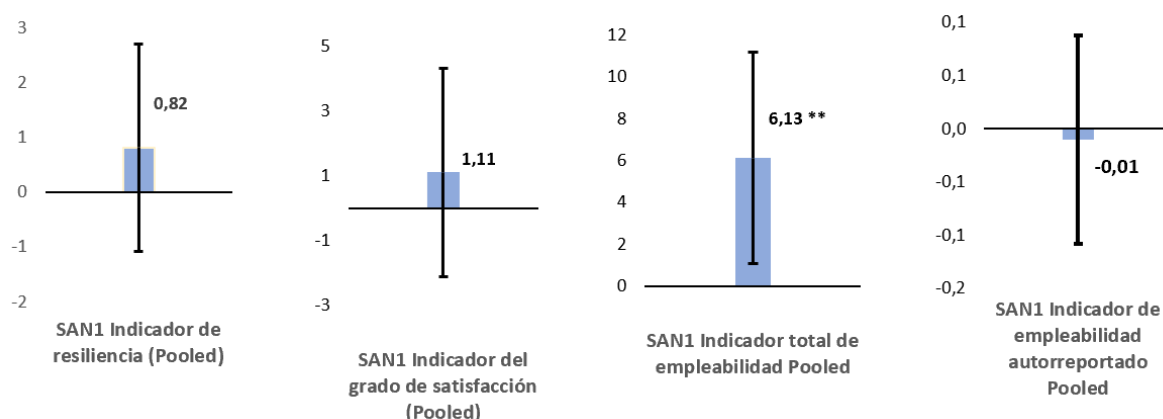
64 % des personnes participantes sont des femmes. La plupart sont âgées de 30 à 59 ans. 82 % sont au chômage.

Plan de l'expérimentation

374 personnes ont participé à ce projet ; 194 ont été affectées de manière aléatoire au groupe de traitement et 180 au groupe de contrôle.

Résultats de l'évaluation

- **Amélioration de l'estime de soi et de l'autonomie personnelle** : dans le groupe de traitement bénéficiant d'une formation professionnelle, on observe un effet positif de 7 % sur l'indice de résilience (Connor-Davidson), significatif à 5 %, en comparaison avec le groupe de contrôle.
- **Amélioration de l'employabilité** : l'indice d'employabilité augmente de 4,73 % par rapport au groupe de contrôle lorsque les personnes participantes bénéficient d'une intervention. Si l'on analyse les traitements séparément, l'effet sur l'indice d'employabilité est plus important (6,1 %) lorsque les personnes reçoivent la formation professionnelle (contre 5,3 % dans le cas du traitement de l'estime de soi).
- **Amélioration de l'optimisme dans la recherche d'un emploi** : on constate un impact significatif de 3,85 % sur l'échelle de motivation à chercher un emploi (COMOBE) chez les personnes participantes ayant reçu l'un des traitements proposés, en comparaison avec le groupe de contrôle.
- **Amélioration de la proactivité dans la recherche d'emploi** : dans le groupe de personnes qui reçoivent la formation professionnelle, on observe un impact positif de 5,44 % et dans le groupe recevant une formation en compétences personnelles, un impact positif de 5,39 %, en comparaison avec le groupe de contrôle.
- **Amélioration du comportement planifié et de la motivation dans la recherche d'emploi** : dans le groupe ayant reçu une formation professionnelle, on observe un effet positif d'environ 8,55 % sur la sous-échelle du système de facilitation de l'insertion (SFI), par rapport au groupe de contrôle. En ce qui concerne les sous-composantes de cet indice, on constate un impact positif de 10,88 % sur le sous-indice « comportement » dans le groupe de personnes ayant reçu une formation professionnelle.



Mairie de Séville : projet « VENTE » (viens) de lutte contre l'absentéisme scolaire en faveur des enfants en situation de vulnérabilité

Ce projet évalue l'impact d'un programme de conseil éducatif et psychosocial destiné aux enfants en situation ou en risque d'absentéisme scolaire. Le projet vise à améliorer le niveau d'assiduité et les résultats scolaires, ainsi que certains aspects liés à l'intelligence émotionnelle des personnes participantes.

Organisme de mise en œuvre

Mairie de Séville

Budget (établi dans une convention)

3 680 250,00 euros (exécuté jusqu'au 4^e trimestre 2023 : 3 467 855,59 euros, soit 94,20 %)

Évaluation

Secrétariat général pour l'Inclusion

Informations générales

Mairie de Séville	Absentéisme scolaire
La mairie de Séville est responsable de la mise en œuvre du projet par l'intermédiaire du service de l'habitat urbain et de la cohésion sociale, et plus précisément de la direction générale de l'action sociale, dont les fonctions principales sont : informer, évaluer, orienter et conseiller la population sur les prestations et les services relevant du	Le droit à l'éducation et à une scolarité normalisée pour tous les garçons et les filles pendant les années d'instruction obligatoire est un facteur essentiel de progrès et de développement de la citoyenneté et de la société en général.

<p>système public de services sociaux et sur d'autres services émanant d'autres systèmes publics de protection sociale ; mettre en œuvre les actions préventives visant à promouvoir le développement et l'intégration sociale de la population, à réduire les situations de risque social et à identifier les situations ou les risques d'exclusion sociale ; analyser et évaluer les demandes, les besoins et les problématiques sociales.</p>	<p>L'absentéisme scolaire touche en particulier et de manière préoccupante les élèves issus de milieux sociaux défavorisés, ce phénomène n'étant que la partie visible d'une situation familiale et sociale problématique.</p>
--	--

Intervention

Les **principaux domaines d'intervention** du projet sont l'éducation et l'accompagnement social. Les familles du groupe de contrôle et du groupe de traitement bénéficient d'une série d'interventions communes dans le cadre de séances de groupe sur les compétences parentales, l'organisation domestique, la motivation à l'égard de la scolarité et le diagnostic de la situation psychopédagogique de l'enfant. Les enfants assignés au groupe de traitement reçoivent une intervention axée sur l'intelligence émotionnelle et le soutien scolaire (en particulier en langue espagnole et en mathématiques).

Champ d'action

La **population cible** est constituée d'enfants âgés de 6 à 16 ans, absentéistes ou en risque de l'être, vivant dans les quartiers les plus défavorisés de la ville, ainsi que de leurs familles. Le projet a été réalisé à Séville, dans les six quartiers de transformation sociale ayant enregistré, au cours de l'année scolaire 2020-2021, un taux d'absentéisme supérieur à la moyenne. Ces quartiers sont : Polígono Sur, Tres Barrios-Amate, Polígono Norte, Torreblanca, Cerro-Su Eminencia et San Jerónimo.

Profil des personnes participantes

47 % des enfants participant au projet sont des filles et 53 % des garçons. La moyenne d'âge est de 11 ans et 57 % d'entre eux sont en primaire. Leurs tuteurs principaux sont pour la plupart de nationalité espagnole (81 %).

Plan de l'expérimentation

460 familles (637 enfants) ont participé au projet. 227 familles (316 enfants) ont été assignées de manière aléatoire au groupe de contrôle et 233 familles (321 enfants) au groupe de traitement.

Résultats de l'évaluation

- Les résultats de l'évaluation de ce projet montrent que le traitement différencié a eu un impact positif non significatif sur la réduction du nombre d'absences. Pour ce qui est des notes en langue espagnole et en mathématiques, aucun impact statistiquement significatif n'a été observé. En ce qui concerne l'intelligence émotionnelle, un impact positif non significatif est observé sur l'échelle de l'humeur générale.
- L'adhésion au projet a été inférieure aux attentes, puisque 72 % des enfants ont assisté tout au plus à un tiers des séances d'intelligence émotionnelle et que 33 % n'ont assisté à aucune de ces séances. Quant aux séances de soutien éducatif, 74 % des enfants ont assisté au maximum à un tiers du nombre total de séances et plus de 36 % n'ont assisté à aucune d'entre elles. Si l'on considère le nombre total de séances proposées, 83 % des enfants ont assisté à la moitié ou moins, et un peu plus de 23 % n'ont assisté à aucune séance.

B. Liste des chercheurs et chercheuses et des projets associés

Tableau 4. Liste des chercheurs et chercheuses

Chercheur/chercheuse	Fonction/Organisme	Projets associés
Mónica Martínez-Bravo (jusqu'en janvier 2024)	Secrétariat général pour l'inclusion du MISSM ; professeur du CEMFI en disponibilité	EAPN Espagne, mairie de Santander
Samuel Bentolila	Professeur du CEMFI ; chercheur invité du J-PAL Europe	Plena Inclusión
Miguel Almunia	Professeur au CUNEF ; chercheur invité du J-PAL Europe	EAPN Canaries (REDLAB 1 et 2), Hogar Sí
Manuel Bagues	Professeur à l'Université de Warwick ; chercheur affilié du J-PAL	Principauté des Asturies
Antonio Cabrales	professeur à l'Université Carlos III ; chercheur invité du J-PAL Europe	Ville autonome de Ceuta, Fondation CEPAIM, région de Murcie
Guillermo Caruana	Professeur du CEMFI	Fondation Secretariado Gitano
Yanina Domenella	Doctorante du CEMFI	Plena Inclusión, EAPN Espagne, Croix-Rouge
Yarine Fawaz	Chercheuse du CEMFI	Cáritas-Accede, Cáritas-Emplea-Lab, mairie de Santander
Ana García-Hernández	Gestionnaire principal en recherche et politiques ; TRAGSATEC et J-PAL Europe	Fondation Secretariado Gitano, Ayuda en Acción, Fondation La Caixa, mairie de Santander
Verónica Gonzales	Doctorante à l'ESADE	Save The Children, Croix-Rouge
María Hernández de Benito	Professeure à l'Université d'Alicante ; chercheuse invitée du J-PAL Europe	Navarre-Education, mairie de Barcelone, Castille-La Manche
Laura Hospido	Économiste principale à la Banque d'Espagne	Cáritas-Accede, Cáritas-Emplea-Lab, Galice

Chercheur/chercheuse	Fonction/Organisme	Projets associés
Lajos Kossuth (jusqu'en juillet 2023)	Chercheur post-doctorant du CEMFI	Ayuda en Acción, Fondation La Caixa
Warn Lekfuangfu	Professeur à l'Université Carlos III	Ville autonome de Ceuta, Fondation CEPAIM, région de Murcie
Teresa Molina-Millán	Professeure à l'Université d'Alicante ; chercheuse invitée du J-PAL Europe	Save The Children, Navarre-Éducation, mairie de Barcelone, Castille-La Manche
Pedro Rey-Biel	Professeur à l'ESADE ; chercheur invité du J-PAL Europe	Save The Children, Croix-Rouge
Carlos Sanz	Économiste de la Banque d'Espagne	Communauté autonome de Valence, EAPN Espagne
Inés Torres Rojas	Associée de recherche et politiques publiques au... J-PAL Europe ; chercheuse au CEMFI	Fondation Secretariado Gitano, Ayuda en Acción, Fondation La Caixa, EAPN Espagne, mairie de Santander
Tom Zohar	Professeur du CEMFI	EAPN Canarias (REDLAB 1 et 2)

Tableau 5. Liste des membres du Comité d'éthique

Membre du Comité d'éthique	Fonction/Organisme	Fonction au sein du Comité d'éthique
Luis Miguel Miller Moya	Chercheur principal à l'Institut des politiques et des biens publics du Conseil national de la recherche scientifique (CSIC)	Président
María Paz Espinosa Alejos	Professeure de l'Université du Pays basque	Assesseure
Pablo Ernesto Brañas Garza	Professeur de l'Université de Loyola	Assesseur

C. Chronologie des principales étapes du Laboratoire des politiques d'inclusion

Tableau 6. Chronologie des principales étapes du Laboratoire des politiques d'inclusion

Date	Étape dans le développement du Laboratoire
29 mai 2020	Établissement du revenu minimum vital (décret-loi royal 20/2020).
Avril-mai 2021	Étape de diffusion de l'initiative : réunions virtuelles bilatérales avec les régions pour expliquer le processus.
26 octobre 2021	Premier décret royal 938/2021 , réglementant l'octroi direct de subventions du MISSM dans le domaine de l'inclusion sociale, pour un montant de 109 787 404 euros, dans le cadre du PRTR.
28 décembre 2021	Convention de collaboration avec la fondation Centre des études monétaires et financières (CEMFI) , pour mener des recherches sur les parcours d'inclusion sociale.
1 ^{er} janvier 2022	Entrée en vigueur de la loi 19/2021 du 20 décembre 2021 portant création du revenu minimum vital.
Janvier 2021	Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt par les entités concernées aux fins de l'élaboration du deuxième décret royal.
Novembre 2021 – février 2022	Signature de seize conventions de collaboration avec des administrations publiques infranationales et des entités du tiers secteur de l'économie sociale pour l'élaboration des parcours financés en application du premier décret royal.
18 mai 2022	Deuxième décret royal 378/2022 du 17 mai 2022 réglementant l'octroi direct de subventions du MISSM dans le domaine de l'inclusion sociale, pour un montant de 102 036 066 euros, dans le cadre du PRTR.
11 mars 2022	Entrée en vigueur de l'arrêté ministériel ISM/208/2022 du 10 mars 2022, portant création du Comité d'éthique pour les parcours d'inclusion sociale.
4 juillet 2022	Conférence sur le Laboratoire des politiques d'inclusion à Madrid. Échanges entre le président du Gouvernement, Pedro Sanchez , et le Prix Nobel Abhijit Banerjee .
18 juillet 2022	Signature du mémorandum d'entente avec le J-PAL Europe relatif à l'appui à la recherche sur les effets des projets pilotes. Dans ce cadre, des questions d'intérêt commun seront abordées concernant l'évaluation de l'impact des politiques d'inclusion et l'utilisation des résultats obtenus dans les domaines de compétence du SGI.
Août 2022 – janvier 2023	Signature de dix-huit conventions de collaboration avec des administrations publiques infranationales et des entités du tiers secteur de l'économie sociale pour l'élaboration de parcours financés par le deuxième décret royal.
31 octobre 2023	Fin de la période de mise en œuvre des interventions (30 novembre pour celles relevant du deuxième décret royal).
31 mars 2024	Fin de la période d'exécution des dépenses relatives à l'évaluation.
Avril 2024	Réalisation de l' objectif fixé par la Commission européenne .
9 avril 2024	La ministre de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations, Elma Saiz , présente les résultats en Conseil des ministres
Année 2024	Activités de diffusion

D. Liste des projets par domaine d'intervention principal et population cible

Tableau 7. Description sommaire des parcours

Organisme de mise en œuvre	Domaines principaux d'intervention	Population cible	Échantillon d'observation	Personnes bénéficiaires directes	Personnes bénéficiaires directes et indirectes
RÉGIONS					
Principauté des Asturies	Numérique	Bénéficiaires du RMV, du salaire social de base ou de ces deux prestations, vivant en zone rurale ou urbaine dans la principauté des Asturies.	1 654	1 654	3 746
Aragon	Parcours intégré Numérique	Personnes résidant en Aragon et bénéficiant du RMV ou de la prestation aragonaise complémentaire du RMV, ou personnes en situation d'exclusion économique ou sociale.	1 831	1 831	4 995
Castille-La Manche	Parcours intégré	Femmes en situation ou en risque d'exclusion sociale, âgées de 18 à 55 ans, ayant des enfants, vivant dans familles dont certains membres sont au chômage, percevant le RMV ou le revenu minimum de solidarité, ou femmes en situation d'exclusion sociale prises en charge par les services sociaux.	1 652	1 652	5 092
Ville autonome de Ceuta	Emploi et entrepreneuriat Accompagnement social et non-recours	Personnes au chômage percevant le RMV et/ou le revenu minimum d'insertion sociale, âgées de 16 à 65 ans, ayant des connaissances de base de l'espagnol.	707	707	2 764
Région de Valence	Parcours intégré Numérique	Personnes bénéficiant du RMV ou du revenu d'inclusion de la région de Valence, ou appartenant à des groupes en situation de vulnérabilité sociale.	1 573	1 573	4 620
Estrémadure	Parcours intégré	Femmes âgées de 18 à 45 ans, bénéficiaires du revenu garanti d'Estrémadure et/ou du RMV, ayant des enfants et vivant en zone rurale ou urbaine dans la région d'Estrémadure.	851	642	1 817
Galice	Parcours intégré	Familles avec enfants à charge, bénéficiaires du RMV ou du revenu d'inclusion sociale de Galice et vivant en zone urbaine dans la région de Galice.	6 801	3 633	3 633
Navarre – Services sociaux	Emploi et entrepreneuriat Accompagnement social et non-recours	Bénéficiaires du RMV ou du revenu garanti de la région de Navarre, ayant besoin de soutien dans le domaine social et professionnel.	1 095	11 425	30 422
Pays basque	Emploi et entrepreneuriat	Bénéficiaires du RMV et/ou du revenu garanti, au chômage de longue durée, résidant dans le Pays basque.	475	199	392
Andalousie	Éducation Accompagnement social et non-recours	Familles en situation de vulnérabilité ou d'exclusion sociale et/ou étant suivies par les services sociaux de la région, bénéficiaires du RMV ou du revenu minimum d'insertion sociale et ayant des enfants particulièrement concernés par l'absentéisme scolaire.	2 313	2 313	6 455
Catalogne	Logement et précarité énergétique	Familles bénéficiant d'un loyer social, vivant dans des logements publics de l'Agence de l'habitat de la Catalogne dont les performances énergétiques doivent être améliorées.	5 817	4 380	4 380
Région de Madrid	Emploi et entrepreneuriat	Personnes jeunes, âgées de 18 à 29 ans, n'ayant pas terminé l'enseignement obligatoire (ESO), sans formation professionnelle, sans expérience professionnelle ou avec une expérience professionnelle précaire, ainsi que certains groupes en risque d'exclusion (personnes racialisées, LGBTI+, personnes migrantes, etc.).	421	421	1 232
Gouvernement de Murcie	Parcours intégré	Personnes âgées de 18 à 64 ans, bénéficiaires du RMV ou du revenu d'insertion de base, et autres	446	257	813

Organisme de mise en œuvre	Domaines principaux d'intervention	Population cible	Échantillon d'observation	Personnes bénéficiaires directes	Personnes bénéficiaires directes et indirectes
		personnes en risque d'exclusion sociale et en situation de non-recours.			
Navarre Éducation	- Éducation Numérique	Enfants en 5 ^e et 6 ^e année de primaire et 1 ^e et 2 ^e année du cycle inférieur secondaire (10-14 ans) issus de milieux vulnérables de la région de Navarre.	1 344	971	2 586
COLLECTIVITÉS LOCALES					
Mairie de Séville	Éducation Accompagnement social et non-recours	Enfants âgés de 6 à 16 ans, absentéistes ou en risque d'absentéisme, vivant dans les quartiers de transformation sociale de la ville de Séville, et leurs familles.	637	637	2 014
Mairie de Santander	Emploi et entrepreneuriat Accompagnement social et non-recours	Personnes demandeuses du RMV ou du revenu social de base, ou personnes en situation d'exclusion sociale, âgées de 18 à 64 ans, résidant en Cantabrie, se trouvant en situation régulière en Espagne et ayant une connaissance suffisante de l'espagnol.	352	352	913
Mairie de Barcelone	Travail et entrepreneuriat Accompagnement social et non-recours	Personnes bénéficiaires du RMV, résidant dans la ville de Barcelone, âgées de moins de 65 ans et ayant un handicap inférieure à 65 %.	1 262	796	2 174
Mairie de Madrid	Éducation Accompagnement social et non-recours	Familles en situation de vulnérabilité sociale avec enfants de moins de 8 ans.	1 525	1 525	5 414
TIERS SECTEUR					
Fondation Secretariado Gitano	Éducation Accompagnement social et non-recours	Élèves d'origine gitane et non gitane, en scolarité obligatoire, ainsi que leurs familles.	1 185	537	466
Hogar Sí	Emploi et entrepreneuriat	Personnes en situation de sans-abrisme dans différentes villes d'Espagne.	344	344	344
Plena Inclusión	Emploi et entrepreneuriat Accompagnement social et non-recours	Personnes présentant des déficiences intellectuelles et des troubles du développement, dans différentes régions.	512	512	1 425
Save The Children	Emploi et entrepreneuriat Éducation Accompagnement social et non-recours	Familles avec enfants, bénéficiaires du RMV et/ou du revenu minimum ou en situation de vulnérabilité économique, ayant une connaissance suffisante de l'espagnol et un niveau de revenus inférieur au seuil de pauvreté, résidant dans l'une des 4 municipalités objet de l'intervention (une dans la banlieue de Madrid, deux en Andalousie, une à Melilla).	3 133	3 133	3 133
Cáritas - Accede	Parcours intégré	Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale faisant l'objet d'initiatives portées par les paroisses dans différentes municipalités.	2 625	2 625	7 509
EAPN Espagne	Accompagnement social et non-recours	Personnes résidant dans des quartiers avec des taux élevés de pauvreté et remplissant les conditions pour percevoir le RMV.	12 425	2 023	5 149
Croix-Rouge	Emploi et entrepreneuriat Accompagnement social et non-recours	Adultes de 25 à 55 ans sans emploi et familles dont tous les membres sont au chômage. Bénéficiaires du RMV ou d'autres minima sociaux versés par les régions.	695	695	2 027
Fondation Bofill	Éducation	Élèves de classes allant de la 4 ^e année de primaire à la 3 ^e année de secondaire, issus de milieux défavorisés : Catalogne, Andalousie, Ceuta et Melilla.	13 271	6 743	20 355
Fondation La Caixa	Éducation Accompagnement social et non-recours	Familles en situation de vulnérabilité avec enfants âgés de 0 à 3 ans, résidant en Espagne.	2 322	2 322	2 322

Organisme de mise en œuvre	Domaines principaux d'intervention	Population cible	Échantillon d'observation	Personnes bénéficiaires directes	Personnes bénéficiaires directes et indirectes
Esplai	Éducation	Élèves en dernière année d'enseignement secondaire supérieur ou d'enseignement professionnel supérieur dans des établissements présentant une grande « complexité sociale » ou de faibles taux d'accès à l'université, dans les zones métropolitaines d'Andalousie et de Catalogne.	10 566	10 556	30 686
Ayuda en Acción	Éducation et entrepreneuriat	Jeunes issus de milieux en risque ou situation d'exclusion sociale, inscrits dans des établissements (publics) de formation professionnelle : Estrémadure, Andalousie et Galice.	3 823	1 800	4 950
Cáritas – Emplea - Lab	Emploi et entrepreneuriat Numérique	Bénéficiaires du RMV ou d'autres minima sociaux, ou personnes en âge de travailler et en situation d'exclusion sociale.	2 364	2 364	5 921
Fondation CEPAIM	Accompagnement social et non-recours Numérique	Femmes migrantes bénéficiaires du RMV ou du revenu de base d'insertion de la région de Murcie.	762	762	2 708
EAPN Canarias	Numérique et entrepreneuriat	Personnes bénéficiaires du RMV ou de la prestation d'insertion des Canaries, âgées de 45 à 65 ans, ayant un faible niveau d'instruction et résidant aux Canaries.	2 968	2 968	5 134
TOTAL			91 734	76 335	175 662

E. Annexe méthodologique aux descriptions des projets

Parmi les données fournies pour donner une vue d'ensemble des projets (figures 4 et 5), différentes variables ont été considérées en fonction du niveau de participation des personnes à l'intervention, à l'évaluation (expérimentation) ou aux deux. Il convient de faire une distinction entre les expressions suivantes :

- Personnes de l'échantillon d'observation** : personnes participant à l'expérimentation (groupes de traitement et de contrôle). Il s'agit des personnes qui ont signé le formulaire de consentement éclairé et qui ont été assignées de manière aléatoire à un groupe d'intervention. Dans les projets où le nombre de personnes participantes n'est pas disponible parce que l'unité de randomisation utilisée est autre que la personne (par exemple, la famille), le nombre de personnes participantes est estimé.
- Personnes bénéficiaires directes** : personnes participantes recevant une intervention, soit dans les groupes de traitement soit dans les groupes de contrôle recevant une intervention de base (autrement dit dans des groupes de contrôle non purs). D'autres personnes participant à l'intervention, mais pas à l'évaluation, sont également prises en compte.
- Personnes bénéficiaires directes + indirectes** : personnes bénéficiaires directes (ci-dessus) + les autres membres de la famille. Dans certains cas, en l'absence de données sur la composition réelle de la famille, celle-ci est estimée sur la base de la taille moyenne des familles bénéficiaires du RMV dans chaque province.

Certaines **caractéristiques sociodémographiques** de la population ayant participé aux projets sont disponibles. La ventilation des variables disponibles pour chaque projet est présentée ci-dessous ; elle a été utilisée pour définir le profil de participation présenté dans la figure 6.

Tableau 8. Parcours inclus dans les graphiques des caractéristiques sociodémographiques de base

	Sexe	Bénéficiaire de prestations	Handicap	Nationalité	Niveau d'études	Situation Professionnelle	Enfants	Tranches d'âge	Type de ménage
RÉGIONS									
Région de Madrid	X		X	X	X	X	X		
Principauté des Asturies	X	X			X		X	X	
Aragon	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Castille-La Manche	X	X		X	X	X	X	X	X
Ville autonome de Ceuta	X	X			X	X	X	X	
Région de Valence	X	X	X		X	X	X	X	X
Estrémadure	X	X			X	X			X
Galice	X			X		X	X	X	
Navarre-Services sociaux	X	X			X		X	X	
Pays basque	X	X	X	X			X	X	
Andalousie	X	X		X			X	X	
Catalogne	X					X	X	X	
Région de Murcie	X	X		X	X	X		X	
Navarre-Éducation	X	X	X	X				X	
COLLECTIVITÉS LOCALES									
Mairie de Santander	X	X			X	X	X		
Mairie de Séville	X	X		X	X		X	X	X
Mairie de Barcelone	X		X		X	X	X	X	
Mairie de Madrid									
TIERS SECTEUR									
Cáritas-Accede	X			X	X	X		X	
Cáritas-Emplea-Lab	X			X	X	X	X		
Croix-Rouge	X	X	X	X	X	X	X	X	
Fondation Secretariado Gitano	X	X					X	X	
Hogar Sí	X	X	X	X	X	X	X	X	
Plena Inclusión	X		X	X	X		X	X	
Save The Children	X	X	X	X	X	X	X	X	
EAPN Espagne	X	X		X	X	X	X	X	X
EAPN Canaries	X	X	X	X	X	X	X		X
Fondation La Caixa	X						X		X
Ayuda en Acción	X	X		X			X		X
Fondation CEPAIM	X	X			X		X		
Fondation Bofill	X			X					
Esplai	X			X			X	X	